

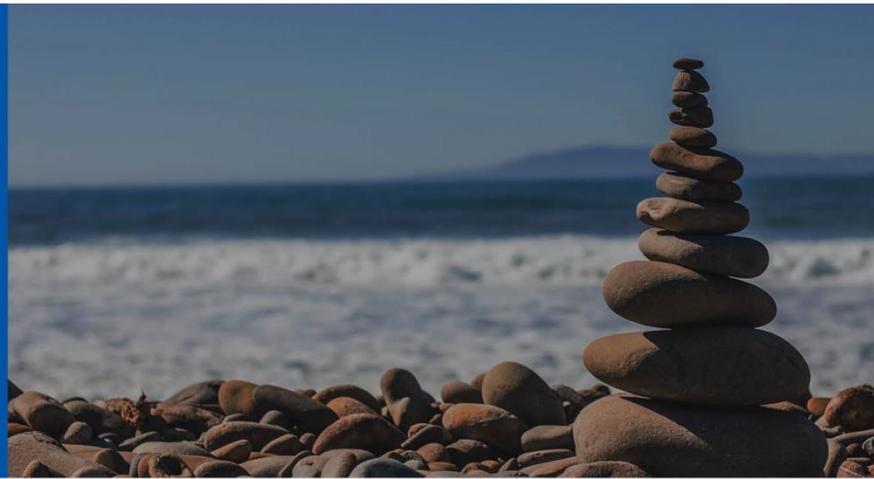


Organisation  
internationale  
du Travail

► Bureau d'évaluation



i-eval Discovery



## ProAgro YOUTH “ Support to integrated agribusiness hubs in Côte d’Ivoire, Madagascar, Malawi et Algeria”

**ILO TC/SYMBOL:** RAF/21/18/IFA

**Type d'évaluation:** Project

**Horaire d'évaluation:** Mi-parcours

**Mode d'évaluation:** Interne

**Pay(s):** Côte d'Ivoire, Madagascar, Malawi et Algérie

**Résultat(s) du P&B:** Outcome 3: Economic, social and environmental transitions for full, productive and freely chosen employment and decent work for all.

**ODD(s):** ODD 4.4, 8.5, 8.6.

**Date à laquelle l'évaluation a été complétée par l'évaluateur:** 24 September 2024

**Bureau Administratif:** OIT Bureau Régional pour l'Afrique à Abidjan BIT- Abidjan, BIT-Antananarivo, BIT-Lilongwe, BIT- Alger.

**Bureau Technique:** EMPLAB (Geneva), Équipe travail décent - Dakar, Caire et Spécialiste emploi jeunes Pretoria, BRA.

**Agences d'évaluation conjointes:** N/A

**Durée du projet:** Trois ans.

**Donateur et budget:** IFAD, BMZ, Visa Foundation /EUR 4 333 000

**Nom(s) du consultant:** Dr Elisabeth Basemeg Kihel

**Gestionnaire de l'évaluation:** Grégoire Yaméogo

**Budget de l'évaluation:** 18 500 USD.

**Mots clés:** Agriculture, travail décent, création d'emploi, Développement social et économique, Gestion des connaissances

Cette évaluation classée comme « évaluation interne » dans la nomenclature des types d'évaluation du BIT a suivi un processus d'évaluation formalisé géré par un officier de l'Unité Régionale de Programmation du Bureau Régional de l'Afrique du BIT. Le but des évaluations internes sert largement l'apprentissage organisationnel.

# Table des matières

<b>RECONNAISSANCE</b> .....	<b>IV</b>
<b>LISTE DES ABREVIATIONS</b> .....	<b>V</b>
<b>LISTE DE TABLEAUX ET ANNEXES</b> .....	<b>VI</b>
<b>RÉSUMÉ EXÉCUTIF</b> .....	<b>VII</b>
<b>I. CONTEXTE DU PROJET ET JUSTIFICATION</b> .....	<b>1</b>
I.1. CONTEXTE .....	1
I.2. DESCRIPTION SOMMAIRE DU PROJET .....	2
I.3. THÉORIE DE CHANGEMENT DU PROJET .....	3
I.4. COORDINATION ET MÉCANISMES DE MISE EN ŒUVRE .....	3
<b>II. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE L'ÉVALUATION</b> .....	<b>4</b>
II.1. CONTEXTE DE L'ÉVALUATION .....	4
II.2. BUT ET OBJECTIFS DE L'ÉVALUATION .....	5
II.3. PORTÉE DE L'ÉVALUATION .....	5
II.4. QUESTIONS ET CRITÈRES D'ÉVALUATION .....	6
II.5. UTILISATEURS DE L'ÉVALUATION .....	8
<b>III. MÉTHODOLOGIE DE L'ÉVALUATION</b> .....	<b>8</b>
III.1. APPROCHE .....	8
III.2. ÉCHANTILLONNAGE, SOURCES ET METHODES DE COLLECTE DES DONNEES .....	9
III.3. ANALYSE ET PRODUCTION DU RAPPORT FINAL DE L'ÉVALUATION .....	9
III.4. LIMITES ET STRATEGIES DE MITIGATION .....	10
<b>IV. RÉSULTATS PRINCIPAUX</b> .....	<b>11</b>
IV.1. PERTINENCE .....	11
IV.2. VALIDITÉ DE LA CONCEPTION DU PROJET ET COHÉRENCE .....	12
IV.3. EFFICACITÉ .....	13
IV.4. EFFICIENCE .....	24
IV.5. IMPACT DES RÉSULTATS ET POTENTIEL DE DURABILITÉ .....	25
IV.6. GENRE ET NON-DISCRIMINATION .....	26
IV.7. AUTRES ASPECTS TRANSVERSAUX .....	27

<b>V. CONCLUSIONS.....</b>	<b>28</b>
<b>VI. LEÇONS APPRISSES.....</b>	<b>29</b>
<b>VII. BONNES PRATIQUES ÉMERGENTES.....</b>	<b>30</b>
<b>VIII. RECOMMANDATIONS.....</b>	<b>31</b>
<b>IX. ANNEXES .....</b>	<b>35</b>

## Reconnaissance

Ce rapport a été élaboré par Dr. Elisabeth Basemeg Kihel, consultante internationale indépendante. Elle tient à exprimer sa profonde gratitude à Grégoire Yaméogo, responsable de l'évaluation à l'Organisation Internationale du Travail (OIT), ainsi qu'aux coordinateurs de ProAgro YOUTH dans les bureaux de l'OIT à Madagascar, en Côte d'Ivoire, en Algérie et au Malawi. Leur soutien inestimable et leurs orientations précises ont été déterminants tout au long du processus d'évaluation, enrichis par des contributions et des retours essentiels.

Dr. Kihel souhaite également remercier chaleureusement les membres clés du Comité de Pilotage du projet (CPP) des gouvernements d'Algérie, de Madagascar, du Malawi et de Côte d'Ivoire. Leur expertise et leurs apports précieux ont considérablement enrichi l'évaluation, illustrant l'engagement et la vision qui sous-tendent le développement des pôles agro-industriels intégrés.

Un remerciement spécial est adressé à l'équipe du siège de l'OIT à Genève, notamment l'Équipe Jeunesse du Département de l'Emploi, dont la contribution a été crucial et grandement apprécié.

Enfin, une gratitude particulière est due aux bénéficiaires, dont les expériences ont apporté une richesse indéniable à cette évaluation, et aux divers partenaires du projet, dont les partages d'expériences ont facilité une compréhension plus profonde et une amélioration continue du projet.

## Liste des abréviations

ANADER : Agence Nationale d'Appui au Développement Rural  
ANEM : Agence Nationale de l'Emploi  
BIT : Bureau Internationale du Travail  
BNEDER : Bureau National d'Études pour le Développement Rural  
BRAf : Bureau Régional pour l'Afrique  
BMZ : The Federal Ministry for Economic Cooperation and Development  
CAPFA : Centres d'Appui et de Formation Professionnelle Agricole  
CAPP: Community Action for People Participation.  
CGEA : Confédération générale des entreprises algériennes  
CGECI : Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire  
CRE : Clubs de Recherche d'Emploi  
CREE/GERME : Centre de Recherche Emploi /Gérez Mieux votre entreprise  
CV : Curriculum Vitae  
CSC : Comité de Pilotage du Consortium  
CNUD : Cadre d'aide des Nations unies pour le développement  
ECSME : ministère de l'Économie de la Connaissance, des Start-up et des Micro-Entreprises  
FAFOTRAJ: Farmers Forum for Trade & Social Justice  
FIDA : Fonds International pour le Développement Agricole  
FIFAMANOR: Fiompiana Fambolena Malagasy Norvéziana  
GenU: Generation Unlimited  
GIZ : German Agency for International Cooperation  
NESDA: National Entrepreneurship Support and Development Agency  
OCDE/DAC : Development Assistance Committee  
ODD : Objectifs de Développement Durable  
OIT : Organisation Internationale du Travail  
ONG : Organisation Non Gouvernementale  
ONU : Organisation des Nations Unies  
PAC : Comité Consultatif de Projet  
PCT : Programme de coopération technique  
PME CI : Petite et Moyenne Entreprise Côte d'Ivoire  
PPTD : Programme Pays pour le Travail Décent  
PSG : Programme Social du Gouvernement  
SEFAFI : Sekoly Fambolena Fiompiana  
S&E: Suivi Évaluation  
SIYB: Improve Your Business  
SMART: Specific, Measurable, Agreed (or Achievable), Realistic, and Time Bound  
TEVETA: Technical, Entrepreneurial and Vocational Education and Training Authority  
TDRs: Termes de Référence  
TREE: Training for Rural Economic Empowerment  
UNEG : United Nation Evaluation Group  
UNSDCF : United Nations Sustainable Development Cooperation Framework  
WFP : World Food Program

## Liste de tableaux et annexes

### Tableaux

Tableau 1: sites/hubs et satellites ruraux sélectionnés pour le projet "ProAgro YOUTH" dans les différents pays \*

Tableau 2: Questions et critères d'évaluation

Tableau 3: Limites et stratégies d'atténuation

Tableau 4 : Analyse des indicateurs

Tableau 5: Performance des résultats

Tableau 6 : Recommandations

### Annexes

Annexe 1: Leçons apprises complètes

Annexe 2: Bonnes pratiques émergentes complètes

Annexe 3: Orientations stratégiques

Annexe 4 : Liste de participants /Groupes

Annexe 5 : Matrice d'évaluation

Annexe 6 : Échantillonnage et taille des échantillons

Annexe 7 : Cadre des résultats du projet Pro Agro YOUTH

Annexe 8 : Bibliographie

Annexe 9 : Termes de références

## Résumé exécutif

CONTEXTE	
<b>Résumé du but, de la logique et de la structure du projet</b>	<p>Le projet ProAgro YOUTH vise à réduire le chômage des jeunes en zones rurales en Algérie, Côte d'Ivoire, Madagascar et Malawi, où l'agriculture joue un rôle crucial. Il s'appuie sur une logique d'intégration économique par la création de pôles agroalimentaires, offrant aux jeunes des opportunités d'auto-emploi et d'emploi salarié. En réponse aux obstacles d'accès à une formation adaptée et aux services de développement des entreprises, le projet fournit des compétences pratiques et des ressources pour rendre l'agriculture plus attractive et viable pour les jeunes. ProAgro YOUTH s'aligne sur les Objectifs de Développement Durable, notamment l'ODD 8, en promouvant une croissance inclusive et des emplois décents, et se structure autour d'une relance post-COVID pour renforcer la résilience économique des jeunes et améliorer leur intégration dans le marché du travail formel.</p>
<b>Situation actuelle du projet</b>	<p>À mi-parcours, le projet ProAgro YOUTH affiche des avancées prometteuses dans la création d'emplois décents pour les jeunes ruraux en Algérie, Côte d'Ivoire, Madagascar et Malawi, en développant leurs compétences dans le secteur agroalimentaire. Chaque pays bénéficie de hubs agroalimentaires qui fournissent une formation technique, du coaching et des stages pour faciliter l'auto-emploi et l'insertion professionnelle, visant la création de 6 000 emplois directs et 9 000 indirects. À ce jour, plus de 9 000 jeunes, dont 47 % de femmes, ont été formés dans des domaines tels que la pisciculture, la production laitière, l'horticulture et la transformation agroalimentaire. Des initiatives comme la création de coopératives et de start-ups dirigées par des jeunes encouragent l'auto-emploi et contribuent à diversifier l'économie locale. Le projet, aligné sur les priorités nationales et en collaboration avec l'OIT et le FIDA, fait face à des défis, notamment l'accès limité aux financements et des infrastructures variables. Pour y remédier, des partenariats avec des institutions financières et des programmes d'incubation renforcés sont en cours pour assurer un impact durable.</p>
<b>But, destinataire et portée de l'évaluation</b>	<p>L'évaluation à mi-parcours du projet ProAgro YOUTH a pour objectif principal d'analyser la mise en œuvre actuelle, d'identifier les écarts par rapport à la conception initiale et de proposer des ajustements stratégiques pour optimiser l'atteinte des objectifs fixés. Elle examine le degré de réalisation des résultats, en incluant les effets attendus et imprévus, et évalue les influences internes et externes qui ont affecté le projet.</p> <p>Les bénéficiaires clés de cette évaluation sont les constituants de l'OIT, le personnel des bureaux régionaux et nationaux dans les quatre pays d'intervention (Algérie, Madagascar, Côte d'Ivoire et Malawi), ainsi que les partenaires de mise en œuvre et les principaux bailleurs, dont le FIDA. Les conclusions de l'évaluation contribueront</p>

	à améliorer les méthodes du projet et à orienter le plan de travail à venir dans chaque pays.
<b>Méthodologie de l'évaluation</b>	La méthodologie de l'évaluation du projet ProAgro YOUTH a combiné des approches qualitatives et quantitatives, incluant des entretiens semi-directifs, des groupes de discussion, des études de cas et une analyse documentaire approfondie. Fondée sur la théorie du changement, cette approche visait à comprendre comment les activités du projet ont contribué à promouvoir l'emploi décent des jeunes ruraux dans les secteurs agroalimentaires. Les données ont été recueillies auprès de 72 participants, complétées par 14 groupes de discussion avec bénéficiaires et partenaires, et validées par triangulation pour renforcer la fiabilité des résultats. Malgré l'hétérogénéité des contextes dans les quatre pays et certaines lacunes de données, l'évaluation a permis d'obtenir une vision solide de l'impact du projet.
<b>RESULTATS</b>	
<b>Résultats principaux et Conclusions</b>	<p>Le projet ProAgro YOUTH a apporté une contribution significative à l'insertion professionnelle des jeunes dans les chaînes de valeur agroalimentaire rurales d'Algérie, de Côte d'Ivoire, de Madagascar et du Malawi, aligné aux priorités de développement nationales et aux Objectifs de Développement Durable (ODD). En s'adaptant aux contextes socio-économiques variés de chaque pays, il a encouragé l'entrepreneuriat et soutenu l'emploi décent, notamment pour les jeunes femmes, favorisant leur inclusion dans des activités économiques formelles.</p> <p>La pertinence de ProAgro YOUTH réside dans son alignement stratégique avec les politiques locales, telles que la lutte contre le chômage rural en Algérie, l'initiative "Un District, Une Usine" à Madagascar et la Vision 2063 du Malawi. Reposant sur un cadre logique rigoureux, le projet a structuré ses interventions autour de la formation, de l'accompagnement entrepreneurial et de la création d'emplois. Bien que des ajustements aient été nécessaires pour s'adapter aux spécificités locales, le projet a su préserver sa cohérence et renforcer son impact.</p> <p>Son efficacité se traduit par la création de près de 10242 emplois pour l'ensemble des pays (soit 183% de l'objectif visé), dont 25 % pour des femmes (avec des taux de 50% et plus à Madagascar et au Malawi pour tous les types d'emplois), bien que des défis persistent quant à l'harmonisation des indicateurs de suivi et de la cohérence des résultats entre les pays. Dans certaines régions, comme en Algérie, le projet a dépassé les attentes en termes d'insertion, alors qu'au Malawi et à Madagascar, des obstacles bureaucratiques ont parfois freiné le déploiement.</p> <p>En matière d'efficacité, ProAgro YOUTH a optimisé l'utilisation de ses ressources grâce à une gestion budgétaire stricte et des partenariats stratégiques, maximisant ainsi son impact tout en atténuant les inefficiences dues à des retards administratifs. Pour l'impact et la durabilité, le projet a renforcé l'employabilité des jeunes tout en améliorant la sécurité alimentaire. Toutefois, la pérennité des résultats dépendra de l'accès à un soutien financier supplémentaire et d'un accompagnement post-formation plus structuré. Enfin, des efforts soutenus ont permis d'inclure les femmes et les personnes handicapées, bien que des défis culturels persistent, notamment en</p>

	Algérie, où des initiatives spécifiques ont été mises en place pour accroître leur inclusion économique de manière durable.
<b>RECOMMANDATIONS, LEÇONS APPRISSES ET BONNES PRATIQUES</b>	
<b>Principales recommandations et suivi</b>	<p>Recommandation #1 : Renforcer le soutien financier pour les jeunes entrepreneurs, notamment à travers des mécanismes de financement inclusifs (microcrédits, subventions).</p> <p>Recommandation #2 : Mettre en place un suivi post-formation, structuré pour les jeunes formés, incluant mentorat et conseils en gestion d'entreprise.</p> <p>Recommandation #3 : Décentraliser les activités de formation pour les jeunes dans les zones rurales, en utilisant des technologies numériques ou des centres mobiles.</p> <p>Recommandation #4 : Renforcer les partenariats avec le secteur privé et les institutions locales pour mieux aligner les compétences développées avec les besoins du marché.</p> <p>Recommandation #5 : Promouvoir des programmes d'inclusion renforcés pour les femmes et les jeunes en situation de handicap.</p> <p>Recommandation #6 : Renforcer les capacités institutionnelles des partenaires locaux pour assurer la durabilité à long terme des interventions.</p> <p>Recommandation #7 : Mettre en place des mécanismes de financement autonomes post-projet pour garantir la pérennité des résultats.</p> <p>Recommandation #8 : Adapter les curricula de formation pour mieux répondre aux besoins spécifiques du marché local, en incluant des secteurs comme l'agroécologie.</p> <p>Recommandation #9 : Améliorer les mécanismes de suivi et évaluation pour mesurer l'impact à long terme et intégrer des indicateurs sensibles au genre.</p>
<b>Principales leçons apprises et bonnes pratiques</b>	<p><i>Leçons apprises</i></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Analyse contextuelle préalable : Une évaluation approfondie du marché du travail et des chaînes de valeur agricole avant la mise en œuvre est essentielle pour optimiser l'efficacité des interventions.</li> <li>2. Soutien post-formation : Le financement et l'accompagnement post-formation sont cruciaux pour permettre aux jeunes de concrétiser leurs projets entrepreneuriaux.</li> <li>3. Alignement des formations avec les besoins locaux : Les programmes de formation doivent être continuellement ajustés pour correspondre aux réalités économiques des régions concernées.</li> <li>4. Suivi prolongé des bénéficiaires : Un accompagnement continu post-formation sous forme de mentorat est nécessaire pour assurer une intégration réussie des jeunes sur le marché du travail.</li> <li>5. Implication des acteurs locaux : L'engagement des agences d'emploi et des institutions de formation locales dès le début assure une meilleure appropriation et la continuité des actions.</li> <li>6. Engagement des jeunes : Impliquer activement les jeunes dans la conception des programmes de formation augmente leur participation et réduit les taux d'abandon.</li> </ol>

7. Réintroduction des jeunes dans des secteurs sous-représentés : Le secteur agricole, perçu comme peu attrayant, nécessite une sensibilisation proactive pour captiver l'intérêt des jeunes.
8. Collaboration intersectorielle : La coordination entre les secteurs de l'agriculture, de l'entrepreneuriat et de l'emploi renforce l'impact des interventions.
9. Adaptabilité aux réalités locales : Ajuster les programmes aux spécificités régionales améliore l'efficacité des interventions.
10. Décentralisation et adaptation des formations : La centralisation des formations dans les zones urbaines a exclu de nombreux jeunes ruraux. Délocaliser et l'adaptation des formations est impératif pour garantir l'équité d'accès.
11. Accords intersectoriels : La coordination entre les ministères est essentielle pour surmonter les obstacles à la mise en œuvre.
12. Cadre de suivi-évaluation continu : Il est indispensable de mettre en place un système de suivi-évaluation en temps réel pour ajuster les actions en fonction des résultats.
13. Scalabilité progressive : Tester les interventions dans des régions pilotes avant leur déploiement à plus grande échelle permet de valider leur pertinence.
14. Effet multiplicateur de l'entrepreneuriat : Encourager l'entrepreneuriat des jeunes, en particulier en milieu rural, génère des emplois et diversifie l'économie locale.

#### *Bonnes pratiques*

1. Partenariats public-privé : Essentiels pour faciliter l'intégration des jeunes sur le marché du travail, en maximisant les opportunités pour les bénéficiaires.
2. Formation axée sur la pratique : Adaptée aux réalités du marché dans des secteurs comme l'agriculture, renforçant l'employabilité des jeunes.
3. Renforcement des compétences des formateurs : Extension à d'autres secteurs pour diversifier les opportunités d'emploi.
4. Inclusion des groupes vulnérables : Approches spécifiques pour intégrer les femmes, les jeunes en situation de handicap et d'autres groupes marginalisés.
5. Usage de technologies adaptées : Technologies telles que les chambres froides solaires pour améliorer la productivité et la conservation des produits.
6. Collaboration intersectorielle : Coordination entre plusieurs ministères et agences d'emploi, renforçant l'intégration des jeunes dans le marché du travail.
7. Consultation des parties prenantes : Approche inclusive dès le début, impliquant les groupes vulnérables pour une meilleure appropriation des interventions.

8. Sensibilisation à l'entrepreneuriat : Encouragement des femmes et des jeunes ruraux à participer à des activités économiques productives.
9. Immersion professionnelle : Programmes permettant aux jeunes de se former en entreprise, leur offrant une expérience pratique et un accès plus facile au marché du travail
10. Capitalisation des processus : Documentation des étapes de formation et d'accompagnement pour une réplique efficace.
11. Modélisation flexible des Chaînes de valeur agricole : Adaptation aux réalités locales pour maximiser l'impact du projet.
12. Statut d'auto-entrepreneur : Formalisation des activités des jeunes entrepreneurs pour faciliter leur accès aux ressources.
13. Approche agile de la scalabilité : Extension progressive des services et formations, optimisant ainsi l'impact du projet.

## I. Contexte du projet et justification

### I.1. Contexte

#### *Contexte politique et sécuritaire*

Le contexte politique et sécuritaire de chaque pays présente des défis uniques. En Côte d'Ivoire, l'instabilité politique historique a un impact durable sur le développement économique et social, bien que des progrès aient été réalisés vers la paix et la stabilité. Des défis subsistent en matière de gouvernance, de réconciliation nationale et de sécurité. Cette situation a un impact direct sur l'emploi des jeunes, notamment en milieu rural, où l'agriculture reste un secteur clé. Le manque de stabilité et de gouvernance transparente freine les investissements dans les infrastructures agricoles et les programmes de formation pour les jeunes agriculteurs. Malgré les efforts pour promouvoir l'agro-industrie, les jeunes Ivoiriens ruraux rencontrent des difficultés à accéder aux ressources et aux opportunités nécessaires pour améliorer leur productivité et leur revenu. À Madagascar, la gouvernance fragile et les défis institutionnels sont exacerbés par les crises économiques et sanitaires récurrentes. Ces problèmes entraînent une insécurité alimentaire chronique qui touche particulièrement les jeunes ruraux. Le secteur agricole, qui pourrait être un levier important pour l'emploi des jeunes, souffre de sous-investissement et d'un manque de soutien institutionnel. Les jeunes malgaches en milieu rural sont souvent contraints de pratiquer une agriculture de subsistance, avec peu d'accès à des technologies modernes ou à des formations qui pourraient améliorer leurs rendements et leur qualité de vie. Le contexte socio-politique en Algérie a évolué depuis les mouvements populaires de 2019-2020, qui ont ouvert la voie à des réformes économiques et agricoles ambitieuses. Aujourd'hui, le pays bénéficie d'un regain de stabilité. Le gouvernement, avec l'appui du ministère des Affaires Étrangères, soutient activement la modernisation du secteur agricole pour atteindre une plus grande autosuffisance alimentaire, notamment dans les filières stratégiques comme le blé et le maïs. Des investissements étrangers substantiels, tels que ceux de l'Italie dans les céréales et du Qatar dans l'élevage et la production laitière, contribuent également à cette relance agricole. Bien que le potentiel agricole demeure important, les jeunes ruraux peuvent désormais espérer davantage d'opportunités grâce aux nouvelles initiatives et aux réformes structurelles en cours.

Le Malawi, bien que relativement stable politiquement, doit faire face à des défis liés à la gouvernance et à la corruption, impactant ainsi le développement rural et agricole. Pour les jeunes ruraux, ces problèmes se traduisent par un accès limité aux ressources agricoles, aux formations techniques et aux financements nécessaires pour développer des entreprises agricoles viables. La corruption et la mauvaise gestion des ressources publiques freinent les initiatives visant à améliorer l'infrastructure rurale et les services de soutien agricole, essentiels pour l'intégration des jeunes dans une économie agricole prospère.

#### *Contexte économique et social*

Les pays étudiés, bien que présentant des niveaux de développement variables, sont majoritairement centrés sur l'agriculture, excepté l'Algérie où les hydrocarbures dominent l'économie. Selon le Prodoc, en Côte d'Ivoire, l'agriculture représente 22 % du PIB et soutient les revenus de deux tiers des ménages, mais les jeunes et les populations rurales subissent une pauvreté élevée, avec un taux de 48,9 % en 2008 (62,5 % en milieu rural). Chaque année, entre 350 000 et 400 000 jeunes entrent sur le marché du travail, souvent sans qualifications adéquates, alors que le secteur privé peine à trouver une main-d'œuvre qualifiée. À Madagascar, l'économie rurale, largement dominée par l'agriculture de subsistance (75,3 % de l'emploi), est marquée par une pauvreté élevée, atteignant 77,4 % en 2020. Chaque année, 500 000 jeunes arrivent sur le marché, mais seuls 2,5 % d'entre eux deviennent entrepreneurs, limités par un manque de compétences et d'accès aux technologies. Les secteurs autres que l'agriculture, en développement, pourrait absorber une partie de cette main-d'œuvre mais reste freiné par un déficit de compétences entrepreneuriales et techniques chez les jeunes ruraux. Le Malawi, où 84 % de la population vit en zone rurale, compte sur l'agriculture pour 76 % de l'emploi global et 58 % de l'emploi des jeunes. Cependant, des défis de faible

productivité, d'accès limité aux intrants de qualité, d'infrastructures insuffisantes et d'inégalités dans l'accès aux terres et aux crédits freinent le développement. Malgré ces contraintes, l'agriculture représente plus de 90 % des exportations et un tiers du PIB. En Algérie, l'agriculture, la foresterie et la pêche ont contribué à 11,6 % du PIB en 2022, mais l'emploi agricole est en déclin, ne représentant que 9,6 % de la main-d'œuvre. Le chômage des jeunes, particulièrement en milieu rural, est élevé, atteignant 29 % en 2022 (45,5 % pour les jeunes femmes), en dépit d'un système éducatif développé. Le manque de diversification économique et la prépondérance de l'informel (41,9 % de l'emploi en 2019) limitent la création d'emplois de qualité, accentuant la dépendance aux importations<sup>1</sup>. Dans ces contextes, le développement d'emplois décents et de formations spécifiques en agriculture et dans d'autres secteurs non agricoles pourrait aider à réduire la pauvreté, favoriser l'insertion des jeunes et renforcer les économies locales.

## 1.2. Description sommaire du projet

Le projet ProAgro YOUTH vise à répondre au problème croissant du chômage des jeunes et du sous-emploi dans les zones rurales en Algérie, en Côte d'Ivoire, à Madagascar et au Malawi. Sous la coordination de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), le projet s'appuie sur un partenariat étroit avec le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) ainsi que des acteurs du secteur public et privé. Le projet est conçu pour créer des opportunités économiques durables pour les jeunes ruraux en renforçant les capacités agricoles et agro-industrielles intégrées dans ces quatre pays d'Afrique. En s'appuyant sur des partenariats public-privé et une approche participative, le projet vise à établir des pôles agro-industriels intégrés dans chaque pays pour offrir une formation technique et commerciale, un accompagnement à la création d'entreprises, des stages et un soutien à l'emploi aux jeunes. L'objectif ultime est d'augmenter l'emploi décent et l'entrepreneuriat chez les jeunes ruraux, contribuant ainsi à la transition économique, sociale et environnementale vers un travail décent pour tous.

Les principaux objectifs du projet sont les suivants :

- Renforcer les capacités agricoles durables des jeunes ruraux grâce à des formations et des initiatives innovantes.
- Générer des preuves empiriques sur l'efficacité des modèles de hubs agro-industriels intégrés, afin d'informer les politiques de développement et de favoriser leur expansion pour créer davantage d'emplois pour les jeunes.

Le projet implique plusieurs phases<sup>2</sup>, allant de la planification initiale à la mise en œuvre des hubs au niveau institutionnel et au niveau des jeunes et au suivi des résultats obtenus. Il met l'accent sur l'engagement actif des jeunes dans le processus de création d'entreprises agro-industrielles et sur le renforcement des partenariats multisectoriels pour maximiser l'impact à long terme. Grâce à des formations techniques, à un encadrement entrepreneurial et à un accès accru au financement, le projet vise à créer des emplois décents pour les jeunes, tant dans le secteur agricole que dans les entreprises agroalimentaires. En outre, une attention particulière est portée à l'inclusion des jeunes femmes et à la promotion de l'égalité des sexes dans toutes les activités du projet. Les orientations stratégiques du projet ProAgro YOUTH (Annexe 3) sont centrées sur l'augmentation de l'emploi décent pour les jeunes ruraux à travers la création de hubs agro-industriels intégrés. Les principaux domaines d'impact comprennent le renforcement des capacités agricoles durables des jeunes ruraux, la génération de preuves empiriques sur les modèles de hubs agro-industriels développés et testés, et l'implication des parties prenantes clés à tous les niveaux.

---

<sup>1</sup> <https://www.ifad.org/pt-BR/web/latest/-/ifad-president-makes-first-official-visit-to-algeria-to-promote-YOUTH-employment-and-climate-adaptation-in-rural-areas>

<sup>2</sup> Start-up phase, pre-hub phase, hub -nurturing phase and post hub phase

## **Description des composantes clés**

### **Composante 1 - Soutien institutionnel et développement des capacités**

Cette composante vise à établir et renforcer les pôles d'agrobusiness, ainsi qu'à développer des programmes de formation intégrés pour les jeunes ruraux, afin de favoriser l'auto-emploi et l'emploi salarié. Elle vise à créer des emplois décents pour les jeunes, en particulier dans le secteur agricole, en fournissant une formation adaptée et en renforçant les capacités des parties prenantes impliquées. À cet effet, elle se concentre sur le démarrage, la mise à niveau ou l'établissement de nouveaux pôles d'agrobusiness, ainsi que sur le développement de programmes de formation intégrés pour l'auto-emploi et l'emploi salarié des jeunes. Elle est divisée en quatre phases pour construire des pôles d'agrobusiness durables : phase de démarrage, phase pré-hub, phase de soutien au hub et phase de croissance post-hub. Les activités incluent l'analyse du contexte, le développement de programmes de formation, le renforcement des capacités des parties prenantes, et l'élaboration de stratégies pour créer des emplois décents pour les jeunes.

### **Composante 2 - Gestion des connaissances basée sur des preuves et communication stratégique**

Avec pour objectif de produire des connaissances basées sur des preuves pour influencer les politiques et de faciliter la montée en échelle des modèles de pôle d'agrobusiness via la diffusion des meilleures pratiques et des leçons apprises à travers des canaux de communication stratégiques, elle comprend des activités telles que l'évaluation des performances des modèles de pôles d'agrobusiness pour créer des emplois pour les jeunes, l'analyse des lacunes en matière de compétences chez les jeunes ruraux, l'évaluation des politiques existantes et la production de connaissance et de notes politiques pour promouvoir l'adoption de ces modèles par d'autres acteurs du développement. Dans la mise en œuvre de ces composantes, l'OIT accorde une attention particulière aux spécificités liées aux femmes, car elles sont souvent les premières victimes des conflits et de leurs répercussions économiques. La stratégie de l'OIT intègre les thèmes transversaux identifiés dans les documents d'analyse et de planification, tels que le Prodoc et les plans de travail annuels. Parmi les thèmes les plus importants figurent : i) l'égalité des genres et la non-discrimination ; ii) les changements climatiques ; iii) le tripartisme, le dialogue social et les normes internationales du travail.

#### **1.3. Théorie de changement du projet**

Le projet ProAgro YOUTH est basé sur la théorie selon laquelle,

**SI** le projet ProAgro YOUTH forme de manière holistique les jeunes ruraux défavorisés avec des compétences en forte demande dans les chaînes de valeur de l'agroalimentaire et des énergies renouvelables **ET** que le projet soutient le développement des entreprises et des chaînes de valeur tout en renforçant l'écosystème économique et les politiques favorables, **ALORS** ces jeunes auront plus facilement accès à des opportunités d'emploi et d'entrepreneuriat, créant ainsi des emplois de meilleure qualité dans le secteur agroalimentaire et améliorant les conditions de vie des jeunes en Algérie, en Côte d'Ivoire, à Madagascar et au Malawi.

Le projet ProAgro YOUTH se déploie en quatre phases (Start-up, Pré-pôle, Développement des pôles et Croissance post-pôle), en utilisant une approche combinée pour pousser les jeunes vers le marché du travail, tout en tirant parti du développement des entreprises pour renforcer le secteur privé, créant ainsi des emplois durables et de meilleure qualité. Cette stratégie de « poussée et attraction » doit être soutenue par un environnement politique et économique propice, où les investissements sont liés à la création d'emplois, et où le dialogue social garantit de meilleures relations industrielles.

#### **1.4. Coordination et mécanismes de mise en œuvre**

La coordination de la mise en œuvre du projet est assurée par les bureaux de pays de l'OIT à Madagascar, en Algérie, en Côte d'Ivoire, et au Malawi avec le soutien du bureau de projet de l'OIT à Lilongwe. Chaque

pays a une équipe de gestion de projet composée d'un coordinateur de programme, d'un responsable du suivi et de l'évaluation, et d'un assistant administratif. Un Comité de Pilotage du Consortium (CSC) est établi dans chaque pays, avec des représentants des bureaux de pays de l'OIT, des partenaires de mise en œuvre et des parties prenantes clés. Les spécialistes du travail décent de l'OIT basés à Dakar pour la Côte d'Ivoire et à Pretoria pour Madagascar, Malawi, le spécialiste du développement d'entreprise et de la création d'emplois, la spécialiste des compétences et de l'employabilité, et le spécialiste d'emploi de l'équipe du travail décent de l'OIT, basée au Caire, Égypte, pour l'Algérie fournissent un appui technique au projet tandis que les départements des entreprises et de l'emploi du siège de l'OIT sont associés à la mise en œuvre notamment en ce qui concerne l'ajustement et l'utilisation des outils de formation et de développement des entreprises de l'OIT ainsi que la fourniture d'expertise pour la conduite d'études et d'évaluation sur les marchés du travail des jeunes, y compris les évaluations de performance et d'impact.

Les partenaires de mise en œuvre, présélectionnés pour leur capacité à fournir des hubs agroalimentaires dans des zones rurales, jouent un rôle essentiel dans la réalisation du projet. En effet, en Côte d'Ivoire, le projet est coordonné par le Bureau Pays de l'OIT, en partenariat avec l'Agence CI PME, le principal acteur gouvernemental chargé de promouvoir la création et la croissance des PME et l'Agence nationale de développement rural (ANADER). À Madagascar, le Bureau Pays de l'OIT coordonne un consortium comprenant des partenaires tels que FIFAMANOR, CAPFA, SEFAFI et FIHARIANA avec le ministère de l'agriculture qui assure le lead du projet. Au Malawi, le Bureau Pays de l'OIT coordonne un consortium avec TEVETA et FAFOTRAJ. En Algérie le consortium est coordonné par l'OIT en collaboration avec les partenaires de mise en œuvre, NESDA (National Entrepreneurship Support and Development Agency)<sup>3</sup>, le BNEDER (Bureau National d'Études pour le Développement Rural) et l'ANEM (Agence Nationale de l'Emploi) en tant qu'hôtes principaux du pôle agro-industriel.

Le projet inclus dans chaque pays un comité de pilotage du consortium qui comprend des représentants du bureau de pays de l'OIT, des représentants du FIDA et des principales parties prenantes, y compris des jeunes. Des consultations régulières avec les parties prenantes nationales, locales et des régions, les entreprises et les organisations de travailleurs, pour améliorer l'adéquation technique et travailler sur la mise à l'échelle des connaissances et outils produits par les hubs. Les consultations incluent des acteurs publics et privés, ainsi que la communauté agricole élargie, pour répondre aux besoins changeants de chaque phase du hub.

## II. Contexte et objectifs de l'évaluation

### II.1. Contexte de l'évaluation

L'évaluation est un élément central de la mise en œuvre des activités de coopération au développement de l'OIT. Dans ce contexte, le projet ProAgro YOUTH doit faire l'objet d'une évaluation mi-parcours interne, gérée par l'équipe du projet avec le soutien technique du Point Focal Régional pour l'Évaluation. L'objectif principal de cette évaluation est d'assurer la responsabilité, l'apprentissage, la planification et l'acquisition de connaissances. Elle s'inscrit dans le cadre des critères et approches définis par les normes de qualité de l'OCDE/CAD pour l'évaluation de l'aide au développement, ainsi que le Code de conduite de l'UNEG pour l'évaluation au sein du système des Nations Unies.

Cette évaluation interne à mi-parcours suit les lignes directrices de l'OIT sur l'évaluation axée sur les résultats, en se basant sur les listes de contrôle 4.8 pour la « Préparation du rapport initial » et 4.2 pour la « Préparation du rapport d'évaluation ». Les recommandations qui en découlent sont directement liées

---

<sup>3</sup> Première entité gouvernementale de promotion de la création, de la croissance et de la consolidation de MPME productives et compétitives. anciennement l'ANADE (Agence Nationale d'Appui au Développement des Entreprises).

aux résultats obtenus et fournissent des orientations précises aux parties prenantes sur les actions à entreprendre pour leur mise en œuvre efficace.

## II.2. But et objectifs de l'évaluation

Selon les termes de référence (TDRs), cette évaluation à mi-parcours est un exercice visant principalement à analyser et évaluer les progrès et la mise en œuvre du projet "ProAgro YOUTH : soutien aux pôles agro-industriels intégrés en Algérie, en Côte d'Ivoire, à Madagascar et au Malawi" à mi-parcours de sa durée de mise en œuvre. L'objectif est de fournir des informations pour l'apprentissage sur l'avancement du projet vers ses objectifs et d'identifier les obstacles ou problèmes potentiels pouvant compromettre son succès. Cet examen approfondi porte sur la mise en œuvre réelle et les résultats attendus ou imprévus jusqu'à présent, afin de formuler des recommandations pour ajuster la stratégie du projet jusqu'à son terme et améliorer les résultats à long terme. En outre, elle vise à évaluer qualitativement et quantitativement la contribution du projet au développement des capacités d'emploi durables dans le domaine agricole chez les jeunes ruraux, ainsi que les progrès vers l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD). Plus spécifiquement, les objectifs de l'évaluation sont les suivants :

Analyser si le projet est mis en œuvre conformément à sa conception et dans quelle mesure il y a des divergences entre le projet tel que conçu et le projet tel qu'il est mis en œuvre, les raisons de ces différences ainsi que les ajustements nécessaires à apporter à la stratégie du projet.

- Évaluer le niveau de réalisation des résultats du projet (produits et résultats escomptés initialement), y compris les résultats non intentionnels, en identifiant les facteurs externes et internes affectant la mise en œuvre du projet (positivement et négativement).
- Examiner la structure institutionnelle, la capacité de mise en œuvre du projet, les mécanismes de coordination, l'utilisation et l'utilité des outils de gestion, y compris les outils de suivi du projet et les plans de travail.
- Évaluer l'efficacité du projet en ce qui concerne les ressources mobilisées (financières, humaines, d'expertise, etc.).
- Identifier les contributions du projet aux objectifs de développement durable (ODD), au Programme de coopération technique (PCT) de l'OIT, au Cadre d'aide des Nations unies pour le développement (CNUD) et sa synergie avec d'autres projets et programmes.
- Identifier les leçons apprises et les bonnes pratiques potentielles pour les principaux acteurs.
- Formuler des recommandations politiques à différents acteurs pour améliorer la mise en œuvre des activités du projet et la réalisation des objectifs du projet.

## II.3. Portée de l'évaluation

**Portée géographique** : L'évaluation à mi-parcours se concentrera sur les quatre pays du projet à savoir, Madagascar, Algérie, Côte d'Ivoire et Malawi. Bien que la mise en œuvre soit à des stades différents, l'état d'avancement actuel suggère que des leçons peuvent être tirées et partagées dans les quatre pays. Cependant, les zones de concentration des interventions sont définies dans le tableau I.

Tableau 2: Sites/hubs et satellites ruraux sélectionnés pour le projet "ProAgro YOUTH" dans les pays \*

Pays	Territoire/Région	Sites/Hubs
<b>Côte d'Ivoire</b>	Région Nord	Bagoué, Poro, Tchologo, Kabadougou
<b>Malawi</b>	Région Nord	Kasama CTC (Chitipa), Mpamba CSDC (Nkhatabay)
	Région Sud	Mgabou CTC (Chikwawa), Mphuka CSDC (Thyolo)
	Région Centre	Chongoni CTC (Dedza), Kawamba CSDC (Kasungu)

<b>Madagascar</b>	Région Centre	Région Vakinakaratra – FIFAMANOR; Observatoire des jeunes; Titre Vert; Natura Madagascar
	Région Sud Est	Région Vatovavy et Fitovinany - SEFAFI
	Région 3	Région Analamanga - CAFPA
<b>Algérie</b>	Région 1	Biskra – Aquaculture et spiruline
	Région 2	Guelma - Lait
	Région 3	Mostaganem –Pomme de terre

\*À Madagascar, deux des partenaires du consortium, SEFAFI et FIFAMANOR peuvent recevoir dans leurs hubs des jeunes provenant d'autres régions.

\*Chaîne de valeur Malawi : Élevage et horticulture, foresterie

\*Chaîne de valeur Madagascar : Canne à sucre, lait, céréale et tubercules.

\*Chaîne de valeur Côte d'Ivoire : Mangue, noix/amande et karité

\*Chaîne de valeur Algérie : Pomme de terre, Lait Aquaculture et spiruline

**Portée thématique :** L'évaluation interne a évalué les progrès accomplis dans la mise en œuvre du projet par rapport à son objectif final, aux deux composantes principales, ainsi qu'au premier plan de travail annuel et au budget. Elle a également formulé des recommandations pour les ajustements nécessaires dans les quatre pays concernés.

**Portée chronologique :** Bien qu'il s'agisse d'une évaluation à mi-parcours, celle-ci a couvert la période de juin 2022 à septembre 2024. En raison de retards dans le démarrage du projet dans certains pays, la durée initialement prévue de deux ans a été étendue d'une année supplémentaire, prolongeant ainsi le projet jusqu'en 2025.

#### II.4. Questions et critères d'évaluation

Conformément aux TDRs<sup>4</sup>, l'évaluation s'est appuyée sur 7 critères et groupes de critères (Pertinence, validité de la conception et cohérence, efficacité, efficacité du projet, impact des résultats et potentiel de durabilité, genre et non-discrimination, et autres critères transversaux : le tripartisme, le dialogue social et les normes internationales du travail, changement climatique). En plus et pour tenir compte des besoins de vulnérabilité et d'équité, les questions genre et droits humains ont été intégrées dans les analyses en faisant ressortir les aspects sexo-spécifiques (annexe 5). La revue documentaire notamment des rapports annuels et rapport d'activités de 2023 a permis à la consultante de revoir le contenu et la forme des questions d'évaluation. Ainsi, elle a tout d'abord affiné les questions principales et puis, décliné certaines d'entre elles en sous-questions dans le but de recueillir des réponses plus fines et spécifiques durant la phase de collecte des données primaires. Par conséquent, les questions ont été révisées et présentées selon chaque critère dans la matrice d'évaluation (annexe 4).

Tableau 3: Questions et critères d'évaluation

Critères	Questions d'évaluation
<b>Pertinence</b>	1. Dans quelle mesure le projet était-il pertinent par rapport aux priorités nationales de développement et aux objectifs de l'OIT, des ODD, du UNSDCF en cours et aux besoins des institutions partenaires et des groupes cibles ?
	2. Les objectifs, les résultats attendus et les activités sont-ils conformes aux programmes et projets gouvernementaux et autres projets de l'OIT, du FIDA ou d'autres partenaires de développement ?

<sup>4</sup> Les Termes de Références sont disponibles en annexe

<b>Validité de la conception du projet et cohérence</b>	3. Quel est le degré de cohérence du cadre logique du projet ? (Par exemple, les produits ont-ils un lien de causalité avec les effets, qui contribuent à leur tour à l'objectif de développement plus large du projet ? Le cadre des résultats est-il réaliste ? Les indicateurs et les objectifs du projet correspondent-ils logiquement à la chaîne des résultats ?)
	4. La conception du projet a-t-elle pris en compte les principales contraintes qui pourraient entraver sa mise en œuvre et ses résultats ? Sinon, quelles sont ces principales contraintes non prises en compte et quelles stratégies devraient être mises en place pour y remédier et améliorer les objectifs assignés au projet ?
	5. Quelle est la contribution spécifique, la valeur ajoutée du projet, par rapport aux activités régulières menées par les institutions nationales concernées ? Dans quelle mesure les résultats attendus du projet complètent-ils les mécanismes de l'État, des partenaires sociaux et d'autres parties prenantes ?
<b>Efficacité du projet</b>	6. Dans quelle mesure les résultats et objectifs sont-ils en voie d'être atteints ou sont-ils susceptibles d'être atteints à la fin du projet ?
	7. Les hypothèses de développement sous-jacentes au cadre logique du projet (la théorie du changement du projet) ont-elles été validées pendant la mise en œuvre ?
	8. La quantité et la qualité des produits obtenus étaient-elles satisfaisantes ?
	9. Y a-t-il eu des résultats non intentionnels développés ? Dans quel but ?
	10. Quels sont les facteurs de succès et les obstacles rencontrés par le projet au cours de sa première phase de mise en œuvre ? Comment le projet y a-t-il répondu ?
	11. Le projet dispose-t-il d'un mécanisme adéquat pour surveiller et mesurer les progrès vers l'atteinte des résultats ?
<b>Efficiences du projet</b>	12. Les ressources (financières, humaines, expertise, etc.) ont-elles été allouées de manière stratégique pour garantir l'atteinte des résultats et des produits en quantité et qualité appropriées aux besoins des groupes cibles ? 12.1. Les ressources mises à la disposition du projet sont-elles utilisées de manière efficiente ? 12.2. Les mêmes résultats pourraient-ils être obtenus à moindre coût ?
	13. Les conditions pour obtenir les réalisations du projet ont-elles été bien prises en compte dans sa mise en œuvre (c'est-à-dire une stratégie de sortie) pour produire des changements positifs parmi les groupes cibles sur les thèmes de travail du projet ?
	14. Les institutions bénéficiant de la mise en œuvre du projet sont-elles les institutions clés ? 14.1. Quelles mesures et actions ont déjà été mises en place pour assurer la propriété des résultats du projet au niveau des mécanismes étatiques et au niveau des régions couvertes ? 14.2. La démarche et les résultats du projet pourraient-ils être reproduits ou amplifiés par les partenaires nationaux ou d'autres acteurs à la fin du projet ?
<b>Genre et non-discrimination</b>	15. Dans quelle mesure le projet a-t-il intégré dans sa conception, sa planification et ses résultats les besoins et priorités stratégiques différenciés des hommes et des femmes, des jeunes et des personnes handicapées, précédemment identifiés ?
<b>Autres questions transversales</b>	16. Le projet a-t-il pris en compte, dans sa conception et sa mise en œuvre, le tripartisme, le dialogue social et les normes internationales du travail ?
	17. Le projet contribue-t-il efficacement à la transition juste dans le contexte du changement climatique ?

## II.5. Utilisateurs de l'évaluation

Les utilisateurs du rapport d'évaluation du projet ProAgro YOUTH englobent un large éventail de parties prenantes engagées dans la mise en œuvre, le suivi et le soutien du projet. Cela inclut, en premier lieu, les constituants de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), notamment les bureaux régionaux de l'OIT pour l'Afrique (BRAf) et les bureaux pays à Alger, Antananarivo, Abidjan, ainsi qu'à Lusaka et Lilongwe. Les partenaires de mise en œuvre, tels que les organisations gouvernementales et non gouvernementales, les institutions locales, ainsi que les donateurs du projet, incluant le FIDA, le BMZ et la Visa Foundation. Enfin, les bénéficiaires finaux, notamment les jeunes ruraux et les entrepreneurs agricoles, figurent parmi les principaux intéressés. Les recommandations, les leçons apprises et les bonnes pratiques identifiées seront utilisées pour affiner l'approche dans les quatre pays et pour élaborer le prochain plan de travail annuel ainsi que le budget correspondant.

## III. Méthodologie de l'évaluation

### III.1. Approche

L'évaluation du projet ProAgro YOUTH a utilisé une approche méthodologique mixte, combinant des méthodes qualitatives et quantitatives pour fournir une analyse complète et détaillée. Cette approche a été fondée sur la théorie du changement, permettant d'examiner comment les activités et les interventions du projet ont contribué à l'atteinte des objectifs escomptés, soit développer des capacités agricoles durables pour les jeunes ruraux à travers des pôles agroalimentaires innovants et durables et générer des preuves empiriques des modèles de pôles agroalimentaires intégrés développés et testés afin d'informer les politiques pour favoriser la mise à l'échelle de ces modèles et créer des emplois pour les jeunes.

L'évaluation s'est appuyée sur une analyse de contribution<sup>5</sup>, en reconstruisant la logique du projet et en examinant les liens entre les activités, les résultats immédiats et les impacts à long terme, les facteurs contextuels et leur potentiel à atteindre les objectifs souhaités notamment les effets pour chaque composante<sup>6</sup>.

Les méthodes mixtes (essentiellement qualitatives pour la collecte des données primaires ainsi que les études de cas et quantitatives pour l'analyse des données secondaires) ont été adoptées suivant un processus de collaboration avec des communications et des consultations fréquentes avec le Bureau Régional pour l'Afrique (BRAf) et les Bureau de pays (BIT), des réunions par le biais d'entretiens semi-directifs et de groupes de discussion avec les bénéficiaires. Ceci a permis de soutenir un processus d'apprentissage et une approche d'évaluation adaptée aux valeurs locales et tenant compte du contexte culturel de chaque pays et de la diversité des deux composantes.

L'évaluation s'est déroulée en quatre phases : i) phase de conception ; ii) Collecte de données ; iii) Analyse des données et production du rapport final ; iv) Réunion de débriefing et soumission du rapport final d'évaluation au BRAf. Les données ont été collectées explicitement pour assurer une représentation équitable des femmes et des hommes, en les sélectionnant délibérément pour les entretiens et les Focus Group Discussion (FGD). Des données quantitatives ont été générées à partir de sources secondaires (documents de l'OIT, tels que les rapports annuels et rapport d'études) et de données primaires (Key Informant Interview (KII), FGD et Études de cas). En plus et pour tenir compte des besoins de vulnérabilité, et d'équité, des thèmes transversaux tels que les droits de l'homme, le genre et la non-discrimination, le tripartisme, les changements climatiques et la gouvernance ont été examinés. Des données désagrégées ont été générées aux différents niveaux d'analyse des données. Une matrice d'évaluation (ME), structurée

---

<sup>5</sup> Le rapport d'une analyse de contribution n'est pas une preuve définitive, mais fournit plutôt des preuves et un raisonnement à partir desquels nous pouvons tirer une conclusion plausible qu'avec un certain niveau de confiance, l'UNDAF+ a apporté une contribution importante aux résultats documentés.

<sup>6</sup> L'accent a été mis sur l'analyse et l'interprétation de la cohérence logique de la chaîne des résultats.

autour des cinq critères d'évaluation<sup>7</sup>, a été élaborée à partir des questions d'évaluation et détaillant les sources, les outils et les approches qui ont été utilisés pour répondre à chacune des questions d'évaluation.

Des normes éthiques internationalement reconnues pour la recherche et l'évaluation ont été appliquées. À cette fin, tous les KII et FGD ont été menés avec le consentement préalable, éclairé et volontaire des répondants. La confidentialité de tous les participants à l'évaluation a été protégée à moins que leur autorisation de partage n'ait été accordée par eux, et les données collectées peuvent être partagées sur demande.

### III.2. Échantillonnage, sources et méthodes de collecte des données

Un résumé des méthodes d'échantillonnage et de collecte de données est disponible à l'annexe 7. La matrice d'évaluation résume les principales sources de collecte de données utilisées : i) documents et fichiers du projet ProAgro YOUTH provenant des bureaux nationaux et de recherches en ligne ; ii) informateurs clés (KII) ; iii) discussions de groupes (FGD) avec les jeunes bénéficiaires, hommes et femmes ; et iv) données issues des réunions de débriefing et de la communication par courriels. L'annexe 6 présente la stratégie d'échantillonnage, incluant les KII et les FGDs, tandis que l'annexe 8 détaille les entretiens et groupes de discussion menés dans les différents pays.

Méthode de collecte	Nombre de répondants	Catégorie	Genre
<b>Documents et fichiers</b>	Non applicable	Bureau de pays et recherche en ligne	Non applicable
<b>Informateurs clés (KII)</b>	35	Représentants gouvernementaux	42 % hommes, 58 % femmes
	18	Agences d'accompagnement/employeurs	87,5 % hommes, 12,5 % femmes
	7	Représentants OIT/BIT	66,7 % hommes, 33,3 % femmes
<b>Discussions de groupes (FGD) - 14</b>	53	Jeunes bénéficiaires	23 % hommes, 77 % femmes
<b>Réunions de débriefing et courriels</b>	Non applicable	Communication avec parties prenantes	Non applicable

Cette méthodologie a permis de garantir une diversité de perspectives, en assurant une représentation équilibrée des jeunes, des femmes et des groupes vulnérables.

L'annexe 8 indique le nombre réel d'entretiens avec des informateurs clés et de groupes de discussion menés en Algérie, en Côte d'Ivoire, à Madagascar et au Malawi. Les échantillons ont été choisis de manière à inclure une diversité de parties prenantes, en s'assurant d'inclure particulièrement les femmes, les jeunes et les groupes vulnérables, afin de garantir une représentativité équilibrée dans l'évaluation.

### III.3. Analyse et production du rapport final de l'évaluation

Les outils de collecte de données ont été codifiés pour faciliter l'analyse, en intégrant systématiquement la dimension de genre. Les données qualitatives ont été analysées par thèmes et contenu, avec les réponses codées par question et critère d'évaluation. Une grille d'analyse a permis de capturer les thèmes émergents

<sup>7</sup> 7 critères et groupes de critères (Pertinence, validité de la conception et cohérence, efficacité, efficience du projet, impact des résultats et potentiel de durabilité, genre et non-discrimination, et autres critères transversaux : le tripartisme, le dialogue social et les normes internationales du travail, changement climatiques).

(modèles convergents et divergents). Les réponses qualitatives ont été croisées avec des données quantitatives issues de rapports, indicateurs de performance et données disponibles. L'analyse des statistiques descriptives a été réalisée sous Excel, et la performance globale du projet ProAgro YOUTH a été estimée à l'aide d'indicateurs de résultats classés sur une échelle de Likert (insatisfaisant à très satisfaisant). Les résultats mi-parcours ont été obtenus en calculant la moyenne des cibles atteintes, bien que la performance des produits n'ait pu être calculée en raison d'un manque de données quantitatives. La triangulation des données a permis de confirmer ou ajuster les conclusions et d'évaluer la contribution du projet ProAgro YOUTH sur les résultats. Une analyse spécifique de l'égalité des sexes a été menée pour identifier les obstacles à la participation des femmes, assurant une compréhension approfondie des barrières sexospécifiques.

#### III.4. Limites et stratégies de mitigation

Le plan d'évaluation a été perturbé par des contraintes logistiques, notamment l'organisation des entretiens virtuels et la disponibilité limitée des informateurs clés, affectée par les vacances et les réunions de l'OIT. Pour y remédier, l'équipe a adapté ses méthodes, en regroupant des informateurs dans les entretiens et en appliquant une triangulation des données pour renforcer la validité des conclusions malgré la diversité des contextes des quatre pays concernés. Les parties prenantes, incluant bénéficiaires et partenaires locaux, ont été activement impliquées, facilitant l'appropriation des recommandations. L'évaluation a également respecté les normes éthiques de l'OIT, garantissant un processus inclusif et confidentiel.

La participation active des parties prenantes, incluant bénéficiaires, institutions locales et partenaires, a été centrale dans cette évaluation, offrant une vision approfondie des impacts et défis du projet. Cette implication a favorisé l'appropriation des recommandations, augmentant les chances de succès pour les améliorations futures. L'évaluation a également respecté les normes éthiques de l'OIT et de l'UNEG, assurant un consentement éclairé, la confidentialité des informations, et le respect des droits humains et de l'égalité des genres, pour garantir un processus juste et inclusif.

Tableau 4: Limites et stratégies d'atténuation

Principaux défis		Mesures d'atténuation
<b>Disponibilité et fiabilité des données</b>		Méthodes rigoureuses de collecte (entretiens structurés/semi-structurés) et triangulation des données pour assurer la qualité et la fiabilité des informations.
<b>Disponibilité des équipes</b>		Coordination et communication régulière avec les Coordonnateurs Nationaux par Zoom, Teams, et WhatsApp pour maximiser la disponibilité des équipes.
<b>Accès limité aux parties prenantes</b>		Utilisation de moyens de communication alternatifs (téléphone, entrevues de groupe en présentiel) pour atteindre les bénéficiaires sans accès Internet.
<b>Timing de la mission de terrain</b>		Planification anticipée et priorisation des entretiens, en tirant parti des évaluations secondaires et des entretiens ad hoc pour compenser les retards liés aux conflits d'agenda.
<b>Résistance au changement</b>		Implication active des parties prenantes, avec informations sur les objectifs de l'évaluation et collecte de leurs retours pour renforcer l'acceptation et la collaboration.
<b>Absence de contrefactuels</b>		Méthodes de comparaison et contrôle pour isoler l'impact spécifique du projet, combinées aux perceptions des informateurs clés pour évaluer la performance et les résultats atteints.

## IV. Résultats principaux

### IV.1 Pertinence

Le projet ProAgro YOUTH a démontré une pertinence stratégique en s'alignant sur les priorités de développement national en Algérie, en Côte d'Ivoire, au Malawi et à Madagascar. Il répond aux enjeux critiques du chômage des jeunes, de l'égalité des genres et de la croissance économique inclusive. Une analyse approfondie des documents et des entretiens avec des informateurs clés révèle que le projet contribue directement aux objectifs de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et aux initiatives du FIDA, tout en s'intégrant dans le Cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable (UNSDCF). En ciblant les Objectifs de Développement Durable (ODD), notamment l'ODD 8 (travail décent et croissance inclusive), l'ODD 1 (réduction de la pauvreté) et l'ODD 5 (égalité des sexes), le projet a facilité une planification alignée avec les priorités gouvernementales, permettant à chaque pays d'orienter les interventions selon ses besoins spécifiques.

La mise en œuvre du projet s'appuie sur des collaborations étroites avec les objectifs nationaux. À Madagascar, ProAgro YOUTH soutient le programme présidentiel "Un District, Une Usine", qui vise à développer des unités de transformation agroalimentaire, et s'aligne avec le Programme Pays pour le Travail Décent (PPTD) 2021-2023, axé sur la création d'emplois dans les chaînes de valeur agricole. Au Malawi, le projet répond à la Vision Malawi 2063, qui priorise la création d'emplois pour les jeunes et les femmes. Cette cohérence avec les stratégies nationales renforce l'impact et la pertinence du projet, en soutenant une dynamique de développement inclusif. En Algérie, ProAgro YOUTH est en adéquation avec les politiques sectorielles, telles que la Politique Nationale Agricole et la Stratégie Nationale de Création d'Entreprises et de Start-up. En partenariat avec le ministère de l'Économie de la Connaissance, des Start-up et des Micro-Entreprises (ECSME), le projet promeut l'entrepreneuriat et facilite l'intégration des jeunes dans le secteur formel, en leur offrant des perspectives de revenus stables via le statut d'auto-entrepreneur et des formations adaptées. Cette initiative soutient les ambitions de diversification économique et de résilience nationale, alignées sur le Cadre de Coopération pour le Développement Durable signé entre l'Algérie et les Nations Unies pour la période 2023-2027. En Côte d'Ivoire, le projet s'inscrit dans le Programme d'Appui au Programme Social du Gouvernement 2 (PSGouv 2) et contribue au développement des zones rurales et marginalisées, en favorisant la réinsertion socio-économique des jeunes touchés par les conflits. Le projet collabore avec des initiatives telles que Côte d'Ivoire PME et l'Agence Emploi Jeunes pour renforcer les capacités des jeunes et faciliter leur intégration dans les secteurs à forte demande comme l'agriculture.

Le projet a démontré une grande pertinence en répondant aux besoins spécifiques des bénéficiaires directs (jeunes et femmes) et ultimes (communautés rurales et institutions partenaires). En Algérie, il soutient l'intégration des jeunes dans l'agriculture par le biais de clubs de recherche d'emploi « verts » et de formations techniques. Au Malawi et à Madagascar, la mise en place de pôles agro-industriels a permis aux jeunes d'acquérir des compétences pratiques en lien avec les chaînes de valeur agricole, augmentant leur employabilité et leur capacité à entreprendre dans des secteurs souvent informels. Le projet a aussi adapté les modalités de formation aux besoins des femmes, leur facilitant l'accès aux opportunités économiques malgré les contraintes domestiques, et ciblant des filières clés comme l'aquaculture et la production laitière. Le partenariat avec des institutions locales et le soutien financier et technique du FIDA ont contribué à l'infrastructure durable du projet, renforçant son impact et soutenant la croissance inclusive des communautés rurales. Par ailleurs, la collaboration avec des programmes existants a permis de réduire les vulnérabilités et de favoriser des synergies. Par exemple, la coopération avec l'Agence Emploi Jeunes en Côte d'Ivoire a renforcé les efforts en matière d'entrepreneuriat et de création d'emplois. En Algérie, le projet a facilité l'intégration formelle des agriculteurs en enregistrant les détenteurs de cartes de "Fellah" auprès de l'ANEM. Cela a permis d'améliorer leur accès aux services d'emploi et de renforcer leur sécurité économique et sociale. En parallèle, au Malawi, le projet a été intégré dans la stratégie nationale d'exportation, créant des synergies accrues avec les initiatives économiques du pays. Ce travail de coordination avec les initiatives soutenues par le FIDA a également permis une meilleure mobilisation des

ressources et une efficacité renforcée des actions. La décentralisation des formations dans les zones rurales éloignées a étendu l'impact du projet, permettant aux jeunes de ces régions d'accéder aux programmes. Les partenariats public-privé ont facilité leur insertion sur le marché du travail grâce à des collaborations avec des entreprises locales. En outre, le projet a intégré les technologies modernes et les pratiques agroécologiques dans les formations, préparant ainsi les jeunes à un secteur agricole en évolution. Le développement d'incubateurs ruraux spécifiques a permis de soutenir l'innovation et le développement économique dans les régions défavorisées, bien que certains bénéficiaires aient souligné un besoin accru de soutien post-formation pour renforcer leurs compétences entrepreneuriales et leur accès au financement.

Le projet ProAgro YOUTH représente un modèle pertinent et structurant pour l'emploi des jeunes dans le secteur agroalimentaire. Son alignement avec les priorités nationales et son partenariat avec des acteurs locaux et internationaux renforcent son impact durable. En intégrant les jeunes dans les chaînes de valeur agricole et en favorisant l'auto-emploi, le projet contribue à l'atteinte des ODD et soutient la résilience économique des communautés rurales.

#### IV.2 Validité de la conception du projet et cohérence

L'analyse de la validité et de la cohérence du projet ProAgro YOUTH repose sur un examen approfondi de la documentation, des entretiens individuels et de groupe menés auprès des parties prenantes, ainsi que sur des retours des bénéficiaires et des représentants institutionnels dans chaque pays. Ces sources ont permis de confirmer que le projet ProAgro YOUTH repose sur une conception robuste et un cadre logique bien structuré, établissant des liens clairs entre les activités (formation, accès au financement, équipements) et les résultats visés (création d'emplois, amélioration des conditions de vie et des capacités de production des PME locales). La chaîne des résultats est réaliste et les indicateurs de suivi permettent une mesure pertinente des progrès. Cependant, la mise en œuvre pratique a révélé des défis contextuels propres à chaque pays, nécessitant des adaptations pour maintenir l'efficacité des interventions. En Algérie, le projet a su s'adapter en ciblant la chaîne de valeur agroalimentaire et en impliquant des conseillers en emploi pour mieux diagnostiquer les besoins des jeunes chômeurs. Ce processus a facilité la création d'emplois adaptés et renforcé la pertinence des interventions. À Madagascar, le projet a dû faire face à la complexité des partenariats et à la saisonnalité agricole, ce qui a compliqué la mesure de l'impact à court terme. Pour y remédier, des formations en gestion et techniques de transformation ont été introduites pour offrir des opportunités économiques continues aux jeunes en dehors des périodes de récolte. En Côte d'Ivoire, la stratégie d'orientation vers des chaînes de valeur prometteuse a renforcé l'impact du projet sur l'emploi des jeunes, mais la nécessité de réajuster régulièrement les activités en fonction des dynamiques du marché local reste un défi.

Le projet a anticipé certaines contraintes locales en mettant en place des partenariats stratégiques, mais des défis supplémentaires, comme l'isolement géographique de certaines zones, le manque de soutien financier pour l'auto-emploi, et la réticence des entreprises à accueillir des stagiaires sans compensation financière, sont apparus en cours de mise en œuvre. En Algérie, la collaboration intersectorielle avec différents ministères a permis d'atténuer certaines contraintes, tandis que des ateliers de sensibilisation ont renforcé l'appropriation du projet par les partenaires. Les besoins en infrastructures pour les pôles agro-industriels, comme les serres et systèmes d'irrigation, n'ont pas été complètement anticipés, limitant la qualité des formations pratiques dans certains pays. Une évaluation à mi-parcours menée par l'OIT suggère des ajustements pour la prochaine phase, incluant des stratégies de financement avec les institutions locales, des incubateurs ruraux, et une adaptation des outils de formation pour mieux répondre aux besoins des bénéficiaires.

ProAgro YOUTH a enrichi les dispositifs nationaux, renforçant les capacités locales, créant de nouvelles opportunités pour les jeunes et favorisant des pratiques agricoles durables. En Algérie, le projet a introduit des agriculteurs dans le système d'emploi formel, incitant les décideurs politiques à inclure cette population

dans les politiques nationales d'emploi. Au Malawi, des curricula adaptés aux besoins du marché ont facilité l'insertion professionnelle des jeunes, tandis qu'en Côte d'Ivoire, la transformation de produits comme la noix de cajou, avec l'introduction de chambres froides solaires, a amélioré la compétitivité des producteurs locaux. En somme, bien que le cadre logique du projet ProAgro YOUTH soit globalement solide et aligné avec les objectifs de développement nationaux et internationaux, des ajustements sont nécessaires pour renforcer la flexibilité et l'adaptabilité aux contextes locaux. La valeur ajoutée du projet réside dans sa capacité à combler les lacunes des dispositifs existants, à introduire des innovations et à proposer des solutions concrètes aux défis économiques et sociaux des zones rurales, créant ainsi un modèle durable pour le développement de l'emploi des jeunes dans le secteur agroalimentaire.

#### IV.3 Efficacité

Les indicateurs de résultats ont été analysés sur la base des documents de l'OIT notamment le document de conception du projet pour vérifier les statuts pour chaque cible des résultats afin de guider le processus d'estimation de la performance accomplis par les pays vers la réalisation desdits cibles de résultats du projet ProAgro YOUTH (tableau 5). En dehors des indicateurs de résultats qui sont prédéfinis dans le cadre des résultats, les cibles et indicateurs de produits spécifiques sont renseignés et communiqués annuellement. La plupart des indicateurs de résultats sont Smarts avec des cibles spécifiques (Annexe 1.3 du prodoc) mais le cadre de résultats ne présente pas de référence. La mesure et la communication des progrès de résultats sur bon nombre d'indicateurs a été facile car ils sont spécifiques. Ce qui a facilité le processus de rapportage mais aussi et surtout la mesure des progrès vers l'atteinte des résultats escomptés. Au total 4 indicateurs de résultats et 37 indicateurs de produits ont été définis pour mesurer la performance du projet ProAgro YOUTH à l'horizon 2022/2025. Le nombre des indicateurs par composante n'est pas le même et varie selon l'ampleur des activités. Par exemple, la composante 2 (Gestion des connaissances basée sur des preuves et communication stratégique) semble moins dense avec près de 16 cibles d'indicateurs de produits à atteindre soit 36% (21+16). Toutefois, le nombre de cibles par pilier n'enlève en rien la teneur de chaque composante du projet.

Tableau 5 : Analyse des indicateurs

Résultats	Nombre indicateurs	Référence (Oui/Non)	Cibles définis (Oui/Non)	Observ.
<b>Composante 1 : Soutien institutionnel et développement des capacités</b>				
<b>Résultat 1</b>	3	Non	Oui	SMART
<b>Produit</b>				
<b>1.1 Phase de démarrage</b>	3	Non	Oui	SMART
<b>1.2 Phase pré-hub</b>	4	Non	Oui	SMART
<b>1.3 Maturation du hub</b>	7	Non	Oui	SMART
<b>1.4 Croissance post-hub</b>	7	Non	Oui	SMART
<b>Composante 2 : Gestion des connaissances basée sur des preuves et communication stratégique</b>				
<b>Résultat 2</b>	1	Non	Oui	SMART
<b>Produits</b>				
<b>2.1. Évaluations des performances des pôles agroalimentaires</b>	1	Non	Oui	SMART
<b>2.2. Cartographie des lacunes en compétences parmi les jeunes ruraux impactant leur capacité à accéder aux opportunités de financement et d'emploi (indépendant et salarié)</b>	1	Non	Oui	SMART

<b>2.3. Évaluation des politiques en faveur des jeunes ruraux</b>	1	Non	Oui	SMART
<b>2.4. Développement de produits de connaissances et de notes d'orientation politique</b>	1	Non	Oui	SMART
<b>2.5. Diffusion des produits de connaissances</b>	2	Non	Oui	SMART
<b>2.6. Coopération triangulaire Sud-Sud pour partager les connaissances à travers les activités du FIDA</b>	3	Non	Oui	SMART
<b>2.7. Représentation des jeunes, engagement politique, formation</b>	3	Non	Oui	SMART
<b>2.8. Capitalisation des expériences des modèles et études testés</b>	4	Non	Oui	SMART

Les entretiens avec le personnel du BIT soutiennent que le système de rapportage du projet ProAgro YOUTH est conçu pour suivre les progrès et évaluer les résultats à travers une approche structurée et participative pour assurer une communication efficace et un rapportage transparent. Le projet utilise un cadre de suivi et d'évaluation qui permet de centraliser les données provenant des différentes régions et pays. Ce cadre est soutenu par des directives claires et des descriptions d'indicateurs qui aident à uniformiser la collecte de données et le rapportage des résultats. Toutefois, il existe des défis liés à la standardisation des indicateurs entre les pays, ce qui peut conduire à des variations dans la façon dont les données sont rapportées et interprétées. Les données sont compilées et soumises manuellement par les BIT, ce qui peut créer des biais et affecter ainsi la fiabilité et l'exactitude des données sur les réalisations des indicateurs de résultats et de produits. L'examen des rapports annuels et les entretiens avec les bureaux pays révèlent que les cibles des indicateurs de résultats évoluent en fonction du contexte de développement. Les entretiens individuels ont également souligné l'utilisation des indicateurs adaptés pour mieux répondre aux particularités du contexte.

### ***Progrès vers l'atteinte des résultats attendus du projet ProAgro YOUTH***

L'examen approfondi du rapport d'avancement de juillet 2023 et septembre 2024, des rapports d'analyse et des études menées, ainsi que des entretiens individuels et discussions de groupes avec les bénéficiaires, indiquent que les équipes pays ont accompli des progrès significatifs dans la réalisation des indicateurs normatifs. Ces progrès incluent la mise en place de cadres de gouvernance, l'initiation de dialogues tripartites sur les questions de l'emploi des jeunes et de l'économie rurale, et la réalisation de plusieurs études telles que l'identification des chaînes de valeur et la sélection des pôles intégrés. Les interventions du projet ont également renforcé l'environnement propice à l'ancrage institutionnel du projet au niveau des ministères clés et des partenaires de mise en œuvre, jetant ainsi les bases d'une fondation solide pour la poursuite projet. Par ailleurs, l'évaluation a révélé des progrès substantiels dans la production de données probantes, conformes à la composantes 2 du projet.

Ci-dessous présentés les progrès réalisés par résultats et par produits.

### **Résultat 1 : Augmentation des opportunités d'emploi autonome et salarié pour les jeunes à travers des réseaux fonctionnels de pôles agroalimentaires intégrés**

#### ***Produit 1.1 : Phase de démarrage et de pré-pôle***

La phase de démarrage du projet ProAgro YOUTH a joué un rôle essentiel en posant les bases solides nécessaires à sa réussite. Elle a permis de structurer les partenariats stratégiques, de mobiliser activement les parties prenantes locales, et d'assurer un alignement cohérent avec les priorités nationales pour favoriser l'intégration économique des

jeunes en milieu rural. En **Algérie**, le projet s'est appuyé sur un consortium diversifié comprenant l'OIT, l'ANEM, le BNEDER, et la NESDA, soutenu par plusieurs ministères. La création d'un Comité consultatif de projet (PAC) dès le troisième trimestre 2022, associée à des ateliers de sensibilisation dans les wilayas de Biskra, Guelma et Mostaganem, a favorisé une gouvernance inclusive et une implication locale forte. Des études diagnostiques et des analyses de chaînes de valeur ont permis d'identifier des secteurs prioritaires pour la création d'emplois – comme la pisciculture et la production laitière – alignant les formations et les opportunités avec les besoins spécifiques du marché local. En **Côte d'Ivoire**, le lancement du projet a été précédé d'une mission conjointe entre l'OIT et le FIDA, renforçant la mobilisation des partenaires gouvernementaux, employeurs, et travailleurs. Des consultations régionales dans les zones de Poro, Bagoué et Tchologo ont permis de sensibiliser les acteurs locaux, d'engager les autorités et d'identifier des partenaires potentiels, notamment dans le secteur privé. Le lancement officiel, rassemblant plus de 50 participants, a été un moment clé pour obtenir un engagement durable des parties prenantes et aligner les objectifs sur les besoins du marché du travail. À **Madagascar**, le lancement national en juin 2022, suivi d'une mission de cadrage, a contribué à renforcer l'adhésion des partenaires au projet et leur engagement à soutenir sa mise en œuvre. Les études de diagnostic menées ont orienté les actions vers les secteurs stratégiques, tout en permettant une forte implication des institutions locales et une meilleure adaptation aux réalités régionales. La gouvernance du projet a été renforcée par des comités techniques consultatifs régionaux, offrant une plateforme pour la validation des bénéficiaires et garantissant une réponse appropriée aux besoins des jeunes. Au **Malawi**, le lancement à Lilongwe et les consultations associées ont permis de structurer le plan de travail annuel et de clarifier les responsabilités de chaque partenaire, renforçant ainsi leur engagement. Des campagnes de sensibilisation ont été menées dans les communautés agricoles pour promouvoir les objectifs du projet et informer sur les opportunités offertes. Une évaluation approfondie des capacités des hubs agroalimentaires a permis d'identifier les besoins en infrastructures et en ressources humaines pour maximiser l'insertion professionnelle des jeunes. La création d'un Groupe de travail technique a renforcé la coordination entre les partenaires et permis d'ajuster la stratégie de mise en œuvre en fonction des contraintes locales.

Cette phase de démarrage a été marquée par une approche participative et une attention particulière aux spécificités locales, avec une forte implication des jeunes et des femmes. En structurant un écosystème favorable à l'emploi des jeunes, en renforçant les capacités des partenaires locaux, et en établissant une gouvernance décentralisée, ProAgro YOUTH a posé les bases pour un projet inclusif et durable. Ces efforts de coordination et de mobilisation initiale assurent que le projet est non seulement pertinent et aligné avec les réalités locales, mais aussi soutenu par un engagement collectif des parties prenantes, créant ainsi les conditions pour maximiser son impact à long terme.

## **Produit I.2 : Renforcement des pôles**

L'analyse des rapports et des entretiens a montré que la phase de renforcement des pôles du projet ProAgro YOUTH a posé les bases stratégiques et opérationnelles nécessaires pour la mise en place des hubs agroalimentaires. Cette phase a mobilisé efficacement les jeunes, évalué les opportunités dans les chaînes de valeur, identifié les besoins des bénéficiaires et aligné les interventions sur les réalités du marché et les politiques locales. En **Algérie**, la création de la Fédération nationale de l'agroalimentaire, annoncée par la CGEA, a permis de fédérer les entreprises du secteur pour promouvoir l'emploi des jeunes. Grâce à cette structure et au soutien du projet, des programmes de formation et des stages ont été mis en place, facilitant l'inclusion des jeunes dans le secteur agroalimentaire. Le projet a également organisé des ateliers, dont l'atelier national sur le travail décent, pour doter les partenaires des outils nécessaires à l'accompagnement des jeunes. Des collaborations avec le projet SOLIFEM ont permis d'améliorer les processus de recrutement et de promouvoir l'emploi formel dans le secteur. En **Côte d'Ivoire**, le programme de formation TREE de l'OIT a institutionnalisé des initiatives de développement rural, intégrant 959 jeunes, dont 41 % de femmes. L'ANADER a facilité l'intégration de ces jeunes dans les chaînes de valeur de la noix de cajou, de la mangue et du karité, en assurant une formation et un soutien post-formation. Par ailleurs, des partenariats avec l'Agence PME Côte d'Ivoire ont permis le développement de 369 entreprises jeunes, dépassant les prévisions initiales et soutenant leur renforcement en compétences, financement et gestion. À **Madagascar**, des partenariats avec des institutions comme SEFAFI, FIFAMANOR, et l'Observatoire de la Jeunesse ont permis de développer des formations axées sur le marché. Le projet a mis en place une unité de transformation de la canne à sucre dans le sud-est et formé des jeunes dans les chaînes de valeur du lait, des céréales et des légumineuses. Ces formations, accompagnées de sensibilisation et de

développement personnel, ont permis à 952 jeunes d'obtenir un emploi. Au **Malawi**, le projet a collaboré avec des partenaires comme FAFOTRAJ et Mafe Dairy Farms pour offrir des formations dans des hubs agroalimentaires en production laitière, horticulture et gestion de serres. Un accompagnement post-formation incluant des programmes de mentorat et d'apprentissage a facilité l'intégration des jeunes dans le secteur. L'analyse des chaînes de valeur a permis de cibler des opportunités spécifiques pour renforcer l'employabilité et l'entrepreneuriat des jeunes.

Globalement, le projet ProAgro YOUTH a réussi à créer un cadre solide pour la structuration des hubs agroalimentaires en mobilisant les jeunes comme acteurs clés du développement rural. En combinant des stratégies basées sur des preuves, des partenariats locaux solides et des formations adaptées, le projet a su aligner ses interventions sur les besoins des bénéficiaires et les opportunités de marché. Cette approche intégrée, en phase avec les politiques locales et les réalités du marché, a permis de poser les bases d'une insertion durable des jeunes dans le secteur agroalimentaire.

### **Produit 1.3 : Post-pôle**

La phase post-pôle du projet **ProAgro YOUTH** en Algérie a permis de consolider les bases de l'intégration des jeunes dans le secteur agroalimentaire à travers des initiatives ciblées, incluant la création de neuf modèles d'affaires adaptés aux chaînes de valeur locale. En collaboration avec le ministère de l'Enseignement et de la Formation professionnels, ces modèles ont été traduits en programmes de formation technique, avec un accent sur l'inclusion des jeunes en situation de handicap. Un programme de renforcement des capacités des services publics de l'emploi (ANEM) a formé 30 conseillers dans plusieurs wilayas pour adapter leurs services aux besoins des entreprises agroalimentaires. De plus, des clubs de recherche d'emploi "Verts" et des formations en compétences numériques ont soutenu l'auto-emploi des jeunes dans les chaînes de valeur, répondant ainsi aux besoins du marché local.

Le projet en Algérie a également lancé des initiatives pour favoriser l'entrepreneuriat, notamment le concours de business plans et le programme de soutien à la création d'entreprises vertes. Des outils tels que des fiches d'opportunités d'affaires et des manuels actualisés de l'OIT pour la création d'entreprises ont été mis en place, tandis que des services d'incubation et le programme "MyCoop" de l'OIT ont soutenu les startups et les coopératives agricoles. En **Côte d'Ivoire**, ProAgro YOUTH a facilité l'accès des jeunes à des emplois salariés à travers des partenariats stratégiques avec la Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI) et le projet Generation Unlimited (GenU), permettant des opportunités d'emplois dans le karité et l'apiculture. Des formations en transformation de fruits et des initiatives de commercialisation de produits phytosanitaires ont également été mises en place, permettant à 50 jeunes techniciens de s'intégrer dans le secteur agricole. Le projet a soutenu la création de 100 start-ups dans les régions de Poro, Tchologo et Bagoué, tout en explorant des opportunités pour créer plus de 1000 emplois dans une usine de transformation de noix de cajou. Au **Malawi**, le projet a poursuivi ses efforts pour garantir la viabilité des initiatives entrepreneuriales des jeunes dans les chaînes de valeur laitière, horticole et de production de miel. Dans des partenariats avec Mafe Dairy Farms, Rosebery Farms et Amazing B, le projet a permis aux jeunes de Blantyre, Lilongwe et Chiradzulu d'accéder à des formations et des emplois dans les secteurs agricole et commercial. Ces collaborations ont non seulement favorisé leur intégration dans le marché, mais ont également permis de développer des compétences techniques durables. À **Madagascar**, le projet a ajusté son approche en fonction des besoins des jeunes entrepreneurs, en renforçant les partenariats avec le secteur privé pour leur offrir des opportunités concrètes. Des initiatives complémentaires, comme la création de coopératives agricoles et l'amélioration des pratiques de gestion, ont permis d'assurer la viabilité des entreprises dirigées par des jeunes. Le projet a aussi organisé des événements, comme la cérémonie à Vohipeno, pour mobiliser des ressources financières et renforcer la collaboration avec des partenaires, sensibilisant les acteurs économiques à l'importance de l'intégration des jeunes.

Cette phase post-pôle de ProAgro YOUTH a capitalisé sur les bases précédentes pour intégrer efficacement les jeunes dans le secteur agroalimentaire. À travers une approche combinant formations, mentorat et partenariats stratégiques, le projet a non seulement facilité l'accès des jeunes aux emplois dans les chaînes de valeur agricoles, mais a aussi renforcé leurs compétences entrepreneuriales et leur inclusion économique. En leur permettant d'accéder aux ressources nécessaires, le projet a assuré la viabilité à long terme des initiatives entrepreneuriales, contribuant ainsi au développement socio-économique durable des pays partenaires.

## **Produit I.4. Croissance Post Pôle**

L'analyse documentaire et les entretiens individuels et de groupe permettent d'affirmer que la phase post-pôles croissance a permis de garantir la durabilité des entreprises créées par les jeunes, à soutenir leur insertion professionnelle à long terme, et à renforcer l'écosystème entrepreneurial autour du secteur agroalimentaire grâce à un accompagnement post-hub structuré et adapté aux besoins des jeunes et du marché incluant des formations pratiques, du mentorat et des opportunités de réseautage. En matière de soutien à l'auto-emploi et incubation post-pôles, des initiatives ont été mises en place pour favoriser l'établissement d'entreprises en auto-emploi, notamment via des formations spécifiques et des programmes d'incubation. Des jeunes ont bénéficié d'un accompagnement post-formation pour consolider leurs entreprises agroalimentaires. Par ailleurs, des opportunités d'apprentissage ont été offertes aux jeunes, leur permettant d'acquérir des compétences techniques dans des entreprises déjà établies. Cette formation immersive à travers un placement en entreprise a amélioré leur employabilité dans le secteur agroalimentaire. De même, les jeunes ont été intégrés dans des clusters agroalimentaires, leur permettant de bénéficier de synergies avec d'autres entrepreneurs, tout en accédant à des ressources partagées et des marchés plus larges. Le projet a favorisé la participation des jeunes à des forums économiques et des plateformes numériques, leur offrant ainsi l'opportunité de se connecter avec des partenaires commerciaux et des investisseurs. Pour assurer un accompagnement durable, le projet a soutenu les prestataires de services locaux, renforçant ainsi leur capacité à former et encadrer les jeunes entrepreneurs à long terme.

La phase de post-pôles croissance a permis de soutenir la croissance continue et la consolidation des entreprises agroalimentaires créées par les jeunes, tout en assurant leur inclusion durable dans le marché du travail. Elle a par ailleurs contribué à renforcer l'autonomie des jeunes entrepreneurs et à pérenniser leurs activités au-delà de la phase d'incubation initiale, à travers un soutien ciblé, des partenariats stratégiques, et une intégration active dans les écosystèmes d'affaires locaux et internationaux. Cependant, les entretiens individuels et de groupes soulignent plusieurs défis. Un des principaux défis a été l'accès difficile aux financements pour les jeunes entrepreneurs, malgré l'accompagnement fourni. Le manque de garanties et de fonds propres a souvent limité leurs possibilités de croissance. Bien que le projet ait promu l'usage des TIC, leur adoption a été limitée dans certaines régions, en raison du manque d'infrastructures adéquates et de compétences numériques chez les jeunes entrepreneurs. La variabilité des contextes régionaux a compliqué l'implantation uniforme des initiatives, notamment en ce qui concerne l'accès aux marchés et aux opportunités d'apprentissage. Ainsi, même si cette phase a contribué à renforcer l'autonomie des jeunes tout en consolidant leurs entreprises, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour surmonter les obstacles structurels.

**Résultat 2 : Produits de connaissances fondés sur des données probantes concernant l'emploi des jeunes, utilisant le modèle des pôles agroalimentaires intégrés pour influencer les changements de politique et permettre à d'autres acteurs du développement (publics, privés et semi-privés) de répliquer tout ou partie du modèle développé**

L'évaluation du Résultat 2, montre des progrès significatifs. Selon les rapports, plusieurs produits de connaissances ont été générés et capitalisés, ce qui montre que à mi – parcours de la mise en œuvre du projet, la cible de six produits de connaissances par pays a été atteinte ou est en voie de l'être. Les connaissances produites ont été diffusées localement et dans le cadre de forums internationaux, renforçant ainsi leur impact sur les politiques publiques et les pratiques de développement. Ces efforts ont été essentiels pour influencer les changements de politique et pour permettre à d'autres acteurs de développement de répliquer le modèle intégré des pôles agroalimentaires.

### **Produit 2.1 : Génération de connaissances**

Le projet ProAgro YOUTH a généré des connaissances essentielles et fondées sur des données probantes, orientant ses interventions pour maximiser l'employabilité des jeunes en zones rurales. Avec la réalisation de six produits de connaissances et d'au moins trois études dans chaque pays participant, le projet a pu cibler les chaînes de valeur agricole, évaluer les performances des pôles agroalimentaires, identifier les lacunes en compétences des jeunes et examiner les politiques nationales influençant l'emploi rural. Ces activités ont non seulement permis d'adapter les interventions du projet, mais ont également fourni une base solide pour des dialogues politiques et institutionnels.

Les évaluations des pôles agroalimentaires ont mesuré l'efficacité des hubs à créer des opportunités d'emploi durable pour les jeunes. À Madagascar, par exemple, l'évaluation des chaînes de valeur du lait et du sucre dans les régions d'Analamanga et de Vakinankaratra a permis d'établir des partenariats locaux pour assurer une insertion professionnelle pérenne des jeunes dans ces secteurs. En Côte d'Ivoire, l'intégration des jeunes dans les coopératives de transformation de la mangue, du karité et de la noix de cajou a consolidé les programmes d'accompagnement, tandis qu'en Algérie, l'évaluation des wilayas de Biskra, Guelma et Mostaganem a révélé les besoins en compétences et les investissements nécessaires pour optimiser les chaînes de valeur de l'aquaculture, de la production laitière et de la culture de la pomme de terre.

La cartographie des lacunes en compétences a mis en lumière les déficits spécifiques entravant l'accès des jeunes aux emplois dans les hubs agroalimentaires. Au Malawi, cette cartographie a révélé des lacunes techniques importantes dans les secteurs des produits laitiers et de l'horticulture, orientant le développement de formations adaptées. À Madagascar, les déficits de compétences dans les secteurs de la canne à sucre, des produits laitiers et des semences ont conduit à des services de formation ciblés pour renforcer l'employabilité des jeunes. De même, en Algérie, la demande en compétences dans les secteurs de l'aquaculture et de la culture de la pomme de terre a inspiré des programmes de formation pour répondre aux besoins des employeurs locaux.

En parallèle, l'évaluation des politiques en faveur de l'emploi des jeunes a permis de comprendre comment les cadres institutionnels soutiennent ou limitent l'accès à l'emploi pour les jeunes ruraux. En Côte d'Ivoire, par exemple, une étude en collaboration avec l'UNICEF dans le nord du pays a permis d'adapter les stratégies du projet en cohérence avec le programme social PSGouv 2 du gouvernement. À Madagascar, le manque de programmes d'employabilité accessibles pour les jeunes ruraux a mené à un renforcement des collaborations avec les institutions pour améliorer les offres de formation. En Algérie, une analyse dans les wilayas de Biskra, Guelma et Mostaganem a identifié les contraintes et opportunités d'emploi pour les jeunes, permettant au projet d'adapter ses services aux besoins identifiés.

Le projet ProAgro YOUTH a créé un cadre de connaissances stratégiques permettant d'orienter efficacement ses actions. Les évaluations des pôles, la cartographie des compétences et l'analyse des politiques ont été déterminantes pour maximiser l'impact du projet et pour renforcer les perspectives d'emploi durable pour les jeunes dans les zones rurales.

## **Produit 2.2 : Utilisation, diffusion et mise à l'échelle des connaissances**

Le projet **ProAgro YOUTH** a démontré une capacité significative à générer, diffuser et intégrer des connaissances stratégiques, influençant ainsi les décisions politiques et optimisant l'emploi des jeunes dans les chaînes de valeur agroalimentaire. L'approche participative du projet, combinée à une coopération Sud-Sud, a permis une intégration active des jeunes dans des forums politiques et des initiatives économiques, renforçant leur inclusion économique aux niveaux local, national, régional et mondial. Les données produites par ProAgro YOUTH ont été partagées avec divers partenaires de développement, comme la **GIZ** et le **PAM** au Malawi, facilitant la coordination et intégrant les conclusions des études de marché dans les interventions. En Côte d'Ivoire, les études sur les chaînes de valeur du karité, de la mangue et de la noix de cajou ont conduit à des formations ciblées, alignées sur les besoins des jeunes, facilitant l'insertion de 961 jeunes dans des emplois salariés et la création de 129 nouveaux emplois, ce qui a directement renforcé l'impact économique du projet dans ces secteurs. Sur le plan mondial, ProAgro YOUTH a accru sa visibilité en participant à des événements internationaux comme l'**Académie de l'emploi des jeunes** de l'OIT et la **Conférence mondiale sur les emplois décents pour les jeunes**. Ces forums ont permis de mettre en avant le modèle de hubs agroalimentaires du projet, reconnu comme un levier pour favoriser l'emploi autonome et salarié en milieu rural, et ont attiré l'attention des décideurs internationaux sur les meilleures pratiques du projet. La coopération Sud-Sud a été un autre pilier essentiel, avec des échanges triangulaires organisés avec des initiatives du **FIDA** et d'autres institutions. Ces dialogues régionaux et événements internationaux ont permis aux jeunes bénéficiaires et aux partenaires privés d'échanger des pratiques et d'acquérir des compétences stratégiques, renforçant ainsi leur intégration dans les processus décisionnels et inspirant des réformes de politiques publiques favorables à l'emploi des jeunes. Le projet a également mis un accent particulier sur la représentation des jeunes dans les forums politiques, avec des initiatives comme la création de clubs de recherche d'emploi et la formation de conseillers en Algérie. Plus de 50 jeunes leaders ont été formés pour défendre leurs droits au travail, améliorant leur capacité à

plaider pour des conditions de travail équitables. Cette initiative a non seulement soutenu l'intégration des jeunes dans le secteur agroalimentaire, mais a également encouragé la création de startups dirigées par des jeunes.

ProAgro YOUTH a assuré une appropriation locale des connaissances à travers des cadres d'apprentissage nationaux et régionaux. En Algérie, des consultations impliquant les parties prenantes ont contribué à la formulation de stratégies d'emploi adaptées. En Côte d'Ivoire et à Madagascar, des forums régionaux ont permis de sensibiliser les acteurs locaux aux défis spécifiques des jeunes en milieu rural et d'adapter les actions du projet aux réalités locales. Il a su établir les bases pour une insertion durable des jeunes dans le secteur agroalimentaire, renforçant l'autonomisation économique des jeunes et influençant positivement les politiques d'emploi. Cependant, le projet gagnerait à améliorer ses mécanismes de suivi pour une évaluation plus fine de l'impact régional, et à adapter ses approches pour une inclusion équitable des régions vulnérables.

### ***Performance globale du projet ProAgro YOUTH***

L'analyse des résultats sur la création d'emplois pour le projet ProAgro YOUTH montre des performances exceptionnelles dans tous les pays concernés. Globalement, à ce stade de mise en œuvre, le projet ProAgro YOUTH a atteint plusieurs de ses objectifs, notamment en matière de formation des jeunes et de création d'emplois dans le secteur agroalimentaire. Au total, 10242 jeunes ont accédé directement à un emploi avec le soutien du projet, dépassant largement l'objectif de 5600, avec un taux de réalisation de 183%. Cependant, l'efficacité du projet a varié d'un pays à l'autre en raison de défis liés à la complexité du modèle d'intervention et aux contraintes institutionnelles. Les résultats par pays montrent que l'Algérie s'est particulièrement distinguée avec 7 090 jeunes employés, soit 645% de l'objectif initial de 1 100 et presque 70% des créations de l'ensemble des pays.

L'efficacité remarquable du projet en Algérie, où 7 090 jeunes ont été employés, soit 645 % de l'objectif initial, s'explique par une stratégie d'intervention rigoureuse et des partenariats nationaux solides. Premièrement, le projet a procédé à un diagnostic minutieux, ciblant et sélectionnant les chaînes de valeur les plus prometteuses en fonction des réalités locales. Par exemple, la chaîne de valeur de l'aquaculture à Biskra s'est avérée un axe stratégique pour la création d'emplois durables, avec un développement structuré des systèmes de marché pour assurer la viabilité économique. Ensuite, un partenariat de confiance a été établi avec l'OIT et d'autres programmes nationaux. Cette approche a permis une compréhension approfondie des priorités stratégiques locales, notamment en matière de programmes comme ProAgro Emplois et l'Agence Nationale de l'Auto-Entrepreneuriat. Au lieu de réinventer les structures existantes, le projet a stratégiquement renforcé et mutualisé les ressources. Par exemple, en intégrant des coûts logistiques dans des accords de partenariat, le projet a optimisé l'impact tout en évitant les doublons. Enfin, la collaboration avec le projet SOLIFEM, pour la création de trois nouveaux desks dans d'autres wilayas, illustre cette approche synergique, combinant la formalisation de l'emploi avec la création d'emplois décents pour les jeunes. Des initiatives comme les clubs de recherche d'emplois verts ont également bénéficié d'un manuel enrichi par des ressources de l'OIT, notamment à travers le Département de l'économie rurale à Genève. Aujourd'hui, le projet jouit d'une popularité croissante parmi les gouverneurs, qui y voient une solution efficace pour l'emploi des jeunes. Il s'est imposé comme un modèle de partenariat et d'innovation capable de répondre aux enjeux économiques et sociaux locaux.

Les entretiens individuelles permettent d'affirmer que le projet en Algérie a connu un succès remarquable grâce à une stratégie bien ciblée et à des partenariats solides. En mobilisant des ressources externes, notamment pour des desks d'auto-emploi vert, et en identifiant précisément le profil des jeunes, le projet a su obtenir une appropriation forte des bénéficiaires et des parties prenantes. Après une phase initiale maîtrisée, les interventions ont été étendues de 3 à 17 wilayas, et des dispositifs innovants comme l'immersion en entreprise et les clubs d'emplois verts seront généralisés d'ici 2025. La création d'une formation alternée de courte durée, approuvée pour un déploiement national, incite les jeunes à se former aux métiers techniques, favorisant leur insertion immédiate. Le soutien des ministères clés et l'intérêt du

Directeur général adjoint de l'OIT pour l'Afrique renforcent la reconnaissance du projet comme modèle efficace pour l'emploi des jeunes et le développement rural en Algérie.

En Côte d'Ivoire, 1340 jeunes ont trouvé un emploi, représentant 89 % de l'objectif. Madagascar a atteint 1065 emplois, soit 71 % de l'objectif, tandis que le Malawi a atteint 929 emplois, correspondant à 62 % de l'objectif initial. Concernant les emplois salariés, 6 630 jeunes en ont bénéficié, soit 169 % de la cible de 3 920, avec des réalisations remarquables en Algérie (660 %), en Côte d'Ivoire (92 %), à Madagascar (23 %), et au Malawi (33 %). La création d'emploi en entreprises a également été un succès, avec 3 612 jeunes devenus employés d'entreprise sur 1680 visés, ce qui représente 215 % de l'objectif initial, avec des performances exceptionnelles en Algérie (608%), en Côte d'Ivoire (95 %), à Madagascar (132 %) et au Malawi (129 %). Les entrevues et la revue documentaires permet de souligner que, bien que l'objectif de création d'emplois indirects ne soit pas encore atteint dans tous les pays, le projet affiche des résultats très positifs dans la plupart des catégories, confirmant l'impact transformateur du modèle de pôle agroalimentaire intégré sur l'emploi des jeunes dans ces pays.

L'analyse des emplois créés dans le cadre du projet ProAgro YOUTH montre une participation notable des femmes, bien que des disparités persistent selon les pays et les types d'emplois. Au total, 25 % des jeunes ayant accédé à un emploi direct sont des femmes, ce qui démontre une faible inclusion du genre dans le projet. Cependant, cette proportion varie selon les pays : en Côte d'Ivoire, 28 % des bénéficiaires sont des femmes, tandis que Madagascar et le Malawi enregistrent respectivement 47 % et 56% de femmes dans les emplois créés et 17% en Algérie. Concernant les emplois salariés, les femmes représentent 18 % des bénéficiaires, avec des écarts importants selon les contextes nationaux, mais 50% et plus de femme à Madagascar et au Malawi avec une tendance qui se maintient pour l'auto-emploi et les emplois indirects. L'Algérie atteint cependant 50% de femme dans les emplois indirects. Ces résultats indiquent des progrès vers une plus grande équité de genre, mais soulignent également la nécessité de renforcer les efforts pour assurer une participation encore plus équilibrée des femmes dans les différents types d'emplois, notamment en Algérie et en Côte d'Ivoire.

Tableau 6 : Performance des résultats

<b>RESULTATS ATTEINTS</b>						
<b>Indicateur</b>	<b>Baseline</b>	<b>Valeur de l'indicateur (31 Sept. 2024)</b>	<b>Part des femmes</b>	<b>Objectif final du projet</b>	<b>% atteint</b>	<b>Observation Résultat immédiat</b>
<b>Résultat I: Augmentation des opportunités d'emploi pour les jeunes à travers des réseaux fonctionnels de pôles agroalimentaires intégrés</b>						
<b>Nombre de jeunes ayant accès à l'emploi (direct) avec le soutien du projet</b>	<b>0</b>	<b>10242</b>	<b>25%</b>	<b>5600</b>	<b>183%</b>	Resultats globaux
<b>Algérie</b>	0	7090	17%	1100	645%	Très satisfaisants
<b>Côte d'Ivoire</b>	0	1340	28%	1500	89%	
<b>Madagascar</b>	0	1065	47%	1500	71%	
<b>Malawi</b>	0	929	56%	1500	62%	
<b>Nombre de jeunes ayant accès à un emploi salarié avec le soutien du projet</b>	<b>0</b>	<b>6630</b>	<b>18%</b>	<b>3,920</b>	<b>169%</b>	Résultats pays très satisfaisants
<b>Algérie</b>	0	5082	13%	770	660%	Insatisfaisants
<b>Côte d'Ivoire</b>	0	961	30%	1050	92%	
<b>Madagascar</b>	0	239	50%	1050	23%	

<b>Malawi</b>	0	348	55%	1050	33%	Moins satisfaisants
<b>Nombre de jeunes en emploi (dans des entreprises) avec le soutien du projet</b>	0	3612	33%	1680	215%	
<b>Algérie</b>	0	2008	25%	330	608%	Résultats très satisfaisants
<b>Côte d'Ivoire</b>	0	429	21%	450	95%	
<b>Madagascar</b>	0	594	44%	450	132%	
<b>Malawi</b>	0	581	57%	450	129%	
<b>Nombre d'entreprise créée (emplois indirects)</b>	0	1803	34%	8400	21%	
<b>Algérie</b>	0	471	50%	2250	29%	Moins satisfaisants
<b>Côte d'Ivoire</b>	0	795	14%	2250	35%	Moins satisfaisants
<b>Madagascar</b>	0	471	50%	2250	21%	Insatisfaisants
<b>Malawi</b>	0	66	53%	2250	3%	Insatisfaisants
<b>Résultat 2 : Produits de connaissances basés sur des preuves concernant l'emploi des jeunes en utilisant le modèle de pôle agroalimentaire intégré pour influencer les politiques et permettre à d'autres acteurs du développement (public, privé et semi-privé) de reproduire ou d'élargir le modèle</b>						
<b>6 produits de connaissances fondés sur des données probantes générés et capitalisés / pays</b>	0	12		24	0	En bonne voie. *
<b>Algérie</b>	0	3		6		
<b>Côte d'Ivoire</b>	0	3		6		
<b>Madagascar</b>	0	3		6		
<b>Malawi</b>	0	3		6		

**Légende :** Moins de 25% = Insatisfaisant      25 – 50% = moins satisfaisant (25 – 50 %)  
50 – 75% = Satisfaisant      Plus de 75% = Très satisfaisant

\* La plupart des activités réalisées et ou entamées: Analyse de performance; Cartographie des lacunes; Évaluation des politiques en faveur des jeunes; Notes politiques

Les données de référence étant désagrégées, il a été relativement facile d'évaluer les améliorations en fonction des résultats fournis par les différents pays. Les entretiens avec les bureaux pays montrent que le reporting suit les directives de ProAgro YOUTH, permettant de désagréger les résultats, notamment pour les indicateurs de genre, ce qui rend visible la représentativité des femmes dans les formations et emplois créés. Cependant, l'absence d'une plateforme centralisée BIT ProAgro YOUTH rend la compilation des données complexe, et l'évaluation a rencontré des difficultés pour obtenir des données actualisées à intervalles réguliers. De plus, les outils de collecte et de reporting nécessiteraient des ajustements pour mieux s'adapter aux contextes locaux.

Le projet ProAgro YOUTH a démontré des signes clairs d'efficacité, en particulier en matière de création d'opportunités d'emploi pour les jeunes. La quantité des produits obtenus a globalement été satisfaisante, comme en témoigne la réussite de nombreux participants à trouver un emploi après avoir bénéficié des formations et des stages pré-emplois. Par ailleurs, les jeunes participants aux Entretiens de groupe dans tous les pays ont apprécié les opportunités d'apprentissage offertes par le projet, notant des améliorations significatives de leurs compétences et de leur confiance en eux. Par exemple, en Algérie, un bénéficiaire a pu transformer son activité laitière en une entreprise employant cinq personnes, illustrant l'impact positif

du projet. De même, à Madagascar, les formations sur la production de canne à sucre ont conduit à des emplois dans des entreprises locales, soulignant l'efficacité du projet dans ce secteur.

### **Étude de cas 1 (Extrait des entretiens) : Une jeune entrepreneuse dans l'agroalimentaire**

Fondatrice d'une entreprise spécialisée dans les produits agroalimentaires naturels en Côte d'Ivoire, cette jeune bénéficiaire du projet ProAgro YOUTH a utilisé le soutien du projet pour améliorer la visibilité de ses produits, notamment des cubes d'assaisonnement naturels. Grâce à sa participation aux tests nutritionnels, elle a pu prouver la qualité de ses produits, ce qui a renforcé la confiance des consommateurs et a ouvert des opportunités de collaboration avec des hôpitaux et des clients à long terme. Cependant, elle fait face à des défis financiers, notamment pour le marketing et la certification de ses produits, et espère que le projet pourra l'aider à obtenir un label officiel, ce qui faciliterait son accès à de plus grands marchés. Elle souligne l'importance du soutien à la visibilité et aux tests nutritionnels dans son parcours entrepreneurial (Côte d'Ivoire).

### **Étude de cas 2 (Extrait des entretiens) : Un jeune stagiaire en statistique**

Un autre jeune bénéficiaire du projet ProAgro YOUTH a réalisé un stage qui lui a permis d'acquérir des compétences pratiques en analyse statistique, compétences qu'il n'avait pas eu l'occasion de développer au cours de son cursus universitaire. Ce stage lui a apporté une confiance accrue en ses capacités professionnelles et l'a aidé à mieux se préparer pour postuler à des emplois dans le domaine agricole. Bien qu'il n'ait pas encore trouvé un emploi rémunéré, il estime que cette expérience a joué un rôle essentiel dans son développement professionnel, en le rapprochant des opportunités d'emploi dans le secteur (Côte d'Ivoire).

Au final, le projet a réussi à créer un effet de levier avec certains jeunes qui ont pu développer d'autres activités et créer de nouveaux emplois. Plusieurs jeunes ont réussi à développer des activités annexes grâce à la formation reçue, créant ainsi un effet boule de neige en termes de création d'emplois. Mais ce succès n'est pas uniformément partagé. Les bénéficiaires ont exprimé des sentiments partagés quant à leur satisfaction vis-à-vis du projet. Plusieurs aspects, tels que la qualité des formations et le soutien apporté à l'entrepreneuriat, ont été bien accueillis. Cependant, la satisfaction globale des bénéficiaires est mitigée en raison de certains manquements, notamment l'insuffisance des résultats financiers immédiats. Des jeunes entrepreneurs, particulièrement à Madagascar, ont exprimé une certaine frustration, car ils n'ont pas encore réussi à stabiliser leurs revenus ou à lancer avec succès leurs entreprises. Ce manque de résultats financiers tangibles à court terme tempère leur enthousiasme et affecte leur perception globale du projet.

L'évaluation trouve que les hypothèses de développement sous-jacentes au cadre logique du projet ProAgro YOUTH ont globalement été validées pendant sa mise en œuvre, bien que des ajustements aient été nécessaires pour répondre aux contextes spécifiques de chaque pays. Par exemple, dans la mise en œuvre, l'idée que la formation des jeunes et des femmes dans les zones rurales pourrait améliorer leur employabilité s'est révélée correcte.

### **Étude de cas 3 (Extrait des données du projet) : Monsieur X - Horticulture en serre**

M X, un jeune de 32 ans de Thyolo, Malawi, a bénéficié d'une formation en horticulture de haute valeur au sein de Roseberry Farms grâce au projet ProAgro YOUTH. Avant la formation, il cultivait en plein champ avec un revenu annuel limité. Cependant, après avoir acquis des compétences en culture sous serre, il a pu augmenter significativement ses revenus, atteignant jusqu'à 1 200 000 MWK par mois en fournissant des produits horticoles de qualité à de grandes chaînes de magasins. M Xs aspire à posséder sa propre serre pour maximiser la productivité et employer d'autres jeunes dans sa communauté (Malawi).

### **Étude de cas 4 (Extrait des données du projet) : Madame Y - Élevage laitier**

Mm Y, 32 ans, a démarré une petite entreprise d'élevage laitier après avoir suivi des formations pratiques via le projet ProAgro YOUTH. En utilisant les compétences acquises en gestion de bétail laitier et en alimentation animale, elle est passée de la vente de produits de subsistance à une production de 35 litres de lait par jour, générant environ 280 000 MWK par mois. Mm Y utilise ses gains pour subvenir aux besoins de sa famille, payer les frais de scolarité de ses enfants et investir dans de nouvelles infrastructures, dont la construction de leur maison (Malawi)

### **Étude de cas 5 (Extrait des données du projet) : Monsieur Z - Élevage porcin**

M Z, un jeune diplômé en agriculture, a suivi une formation via le projet ProAgro YOUTH, qui lui a permis de démarrer une activité d'élevage porcin avec ses amis. Grâce à leurs efforts conjoints, ils ont désormais 19 porcs et ont enregistré leur entreprise. Ils visent à élargir leurs activités en se lançant dans la transformation de produits porcins tels que les saucisses et les burgers. M Z exprime sa gratitude pour la formation qui lui a permis de démarrer cette entreprise prospère (Malawi).

L'évaluation souligne l'importance d'une approche adaptative pour aligner les théories du changement des projets avec les contextes locaux. En Algérie, la théorie du changement a été ajustée pour optimiser l'intégration avec les programmes nationaux, ce qui a renforcé l'impact des interventions malgré des défis liés à la flexibilité requise. À Madagascar, des ajustements similaires ont permis de renforcer la pertinence des actions du projet, en intégrant davantage les priorités stratégiques du gouvernement, notamment en mobilisant des ressources financières supplémentaires et en renforçant les partenariats locaux. Toutefois, des obstacles tels que la complexité des marchés et la rétention des employés ont ralenti certains volets du projet.

L'évaluation note que la nécessité de l'institutionnalisation d'une flexibilité dans l'application de la théorie du changement pour faciliter des ajustements aux réalités locales tout en garantissant des processus décisionnels transparents et un suivi rigoureux. Cela permettrait une adaptation proactive, assurant la cohérence des objectifs et leur pertinence dans divers contextes.

Des résultats non prévus mais bénéfiques ont également émergé. À Madagascar, l'initiative a stimulé l'intérêt des jeunes pour l'entrepreneuriat rural, ouvrant de nouvelles opportunités dans des filières comme la transformation de manioc. Le projet a renforcé la coopération entre les acteurs de l'écosystème entrepreneurial et amélioré la résilience des chaînes de valeur locale, introduisant des pratiques agricoles durables. Ces effets, bien que non anticipés, ont contribué positivement aux communautés en promouvant des méthodes innovantes et durables.

### **Facteurs de succès et obstacles rencontrés**

La première phase du projet ProAgro YOUTH a été marquée par un succès notable, dû en grande partie à un alignement stratégique efficace avec les priorités nationales des pays participants. Cet alignement a facilité la planification et la mise en œuvre des interventions, soutenu par l'engagement solide des

partenaires locaux et la flexibilité des bailleurs de fonds. Par exemple, en Algérie, la collaboration étroite avec l'Union Nationale des Agriculteurs Algériens (UNAA) et d'autres organisations a été cruciale pour intégrer les jeunes formés dans les entreprises agricoles, les programmes de formation étant ajustés aux besoins spécifiques du marché local. De même, au Malawi, le projet a su adapter ses interventions en développant des partenariats stratégiques avec des industries locales, permettant la création de curriculums informels adaptés aux exigences des secteurs agricoles et de l'hôtellerie. Cette approche a renforcé l'employabilité des jeunes et facilité leur intégration sur le marché du travail.

L'appui politique a également joué un rôle essentiel dans le succès du projet. En Algérie, l'intégration du projet dans les programmes nationaux a permis d'aller au-delà des résultats attendus, tandis qu'à Madagascar, le renforcement des capacités des partenaires locaux via des formations, telles que celles dispensées par l'Académie de l'emploi des jeunes du Centre de formation de l'OIT à Turin, a amélioré la capacité des institutions à promouvoir l'emploi des jeunes en milieu rural. Cependant, le projet a rencontré des défis institutionnels importants, notamment à Madagascar, où la fragilité des structures locales et le manque de services publics d'emploi ont entravé l'intégration durable des jeunes dans le marché du travail formel. Bien que le projet ait collaboré avec des ONG locales pour atténuer ces difficultés, les limites structurelles ont révélé une lacune importante dans le soutien institutionnel nécessaire pour une transition réussie des jeunes vers des emplois stables.

Pour répondre à ces défis, le projet doit renforcer les capacités institutionnelles locales, notamment en formant les fonctionnaires et en créant des services publics d'emploi adaptés aux jeunes des zones rurales. Cette démarche vise à assurer une intégration plus cohérente et durable des jeunes dans le marché du travail formel tout en renforçant la résilience des institutions locales. D'un autre côté, le manque de soutien financier post-formation limite le développement des initiatives entrepreneuriales des jeunes. Malgré les efforts du projet pour soutenir ces jeunes entrepreneurs, l'absence de financement continu et de mécanismes de suivi robustes freine leur progression. Cette situation est aggravée par la réticence des institutions financières, qui perçoivent souvent les jeunes comme trop inexpérimentés pour gérer des fonds importants.

Dans ce contexte, le projet a établi des partenariats solides avec les parties prenantes locales, ce qui a permis d'améliorer la coordination et l'impact des interventions à long terme. Toutefois, ces efforts doivent être poursuivis pour maximiser les résultats du projet. Des retards dans le lancement du projet et des lacunes dans la gestion au sein du consortium ont également ralenti la mise en œuvre des activités. En réponse, le projet a renforcé les compétences de gestion des partenaires locaux, améliorant la qualité des rapports et accélérant le rythme des activités sur le terrain. L'adoption d'une approche de mise en œuvre directe dans certains pays, combinée à une collaboration étroite avec les parties prenantes locales, a permis de mieux contrôler les activités et de répondre efficacement aux défis émergents.

Malgré cela, des disparités régionales dans l'accès aux formations limitent l'efficacité du projet, en particulier dans les zones rurales. La centralisation des formations dans les centres urbains a empêché de nombreuses régions éloignées de bénéficier pleinement du projet. Par ailleurs, certaines contraintes, comme la saisonnalité des activités agricoles et la lenteur des processus administratifs, n'ont pas été anticipées, ce qui a ralenti la progression dans plusieurs contextes. Pour pallier ces limitations, le projet a mis en place des curricula informels et diversifié les partenariats, notamment avec des entreprises locales pour adapter les formations en fonction des besoins spécifiques des jeunes tout au long de l'année.

#### IV.4 Efficience

L'évaluation a noté que les ressources du projet ProAgro YOUTH, comprenant des apports financiers, humains et techniques, ont été stratégiquement allouées permettant de répondre aux besoins immédiats des bénéficiaires et atteindre les résultats visés. Ces ressources ont effectivement répondu aux exigences quantitatives et qualitatives des produits destinés aux groupes cibles. Cependant, les entretiens individuels ont permis d'observer que certains ajustements et négociations prolongées étaient nécessaires pour aligner les propositions budgétaires avec les attentes du projet, notamment au Malawi. Ces ajustements ont

entraîné des retards et une augmentation des coûts administratifs, suggérant une marge d'amélioration dans la gestion des ressources.

Globalement, l'analyse documentaire et les Entretiens soulignent que les ressources ont été utilisées efficacement, comme en témoigne la mutualisation des ressources avec d'autres initiatives visant des objectifs similaires ou complémentaires, une stratégie qui a permis d'accroître le nombre de bénéficiaires sans augmenter proportionnellement les coûts. Cette mutualisation, notamment avec des projets soutenus par l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et le Fond International pour le Développement Agricole (FIDA) a réduit les coûts de formation et optimisé l'utilisation des fonds. Par ailleurs, les informateurs clés soutiennent que pour amplifier cette efficacité, il serait bénéfique d'explorer davantage les approches de mutualisation des ressources entre les différents acteurs et projets existants. Le regroupement de certaines activités, telles que les formations, pourrait réduire les redondances et optimiser les dépenses, contribuant à une gestion plus stratégique et économique des ressources.

De plus, bien que les ressources aient été utilisées de manière efficiente, il apparaît des entretiens individuels que les résultats auraient potentiellement pu être obtenus à moindre coût avec une meilleure coordination entre les partenaires locaux et un alignement budgétaire plus rigoureux dès le départ. En adoptant une approche proactive dans la planification et la gestion des ressources notamment en limitant les déplacements ou en favorisant l'utilisation des technologies pour des formations à distance, l'efficacité aurait pu être améliorée. D'après les entretiens individuels, les défis rencontrés dans l'alignement des budgets proposés avec les objectifs du projet ont souvent conduit à des ajustements coûteux, entraînant des retards et des dépenses additionnelles. Pour prévenir de tels problèmes à l'avenir, il est crucial d'améliorer la communication et la planification financière avec les partenaires dès les phases initiales du projet. Organiser des ateliers de formation en gestion financière pour les partenaires locaux pourrait harmoniser les pratiques budgétaires avec les exigences du projet, garantissant une adéquation optimale entre les ressources disponibles et les besoins.

#### IV.5 Impact des résultats et potentiel de durabilité

Les entrevues individuelles et de groupe soutiennent que projet Pro Agro Youth a instauré des bases solides pour des changements durables en développant des structures de gouvernance et en intégrant ses méthodologies dans les politiques nationales, ce qui assure une pérennité accrue des résultats. Les comités consultatifs et groupes de travail techniques, composés d'acteurs variés, ont permis de renforcer le soutien institutionnel et d'adapter les interventions du projet aux réalités locales. Cela a facilité une adoption des pratiques et une appropriation locale qui s'alignent avec les priorités de développement des pays bénéficiaires, garantissant ainsi que les acquis du projet perdurent au-delà de sa période de mise en œuvre.

En formant les jeunes à des compétences techniques de longue durée, le projet a non seulement offert un soutien économique immédiat, mais a également contribué à la création d'un capital humain qualifié. Dans plusieurs pays, comme Madagascar, des centres d'incubation et des comités consultatifs régionaux ont été créés pour offrir un accompagnement personnalisé aux jeunes entrepreneurs. En Algérie, la création de fédérations d'entreprises a facilité l'accès des jeunes au marché du travail et a consolidé des partenariats stratégiques avec les autorités locales, favorisant une intégration durable de ces jeunes dans l'économie formelle.

Le projet a également favorisé l'adoption d'outils de création d'emplois décents, soutenant ainsi l'appropriation locale et assurant la continuité des initiatives. Par exemple, au Malawi, les méthodes de formation développées par le projet ont été intégrées dans les politiques nationales d'emploi, créant un cadre durable pour l'accompagnement des jeunes entrepreneurs. De même, en Algérie, l'institution de mécanismes de suivi et l'adoption des résultats du projet comme outils de référence par le ministère du Travail garantissent une utilisation continue des acquis du projet.

Cependant, des défis subsistent quant à la capacité des gouvernements et institutions locales à maintenir les efforts sans soutien externe. Les capacités logistiques et financières pour assurer un suivi post-formation des jeunes sont souvent limitées. Le projet Pro Agro Youth répond à ces défis en consolidant ses partenariats avec des institutions financières et des acteurs privés, visant à améliorer l'accès au financement pour les bénéficiaires. En encourageant des alliances avec le secteur privé et les agences de développement, le projet tente de pallier la faible absorption des jeunes dans le marché du travail et de créer des opportunités d'emploi durable.

La stratégie d'appropriation du projet inclut une approche coordonnée pour transférer les connaissances et renforcer les capacités locales. En multipliant les ateliers de formation et en mettant en place des structures de soutien, telles que les "desks auto-entrepreneurs verts" dans les chambres agricoles, le projet a assuré un accompagnement permanent aux jeunes entrepreneurs. Ces initiatives agissent comme catalyseurs de l'entrepreneuriat vert et garantissent que les compétences acquises restent dans les communautés bénéficiaires, favorisant ainsi une autonomie accrue.

Enfin, la structure de gouvernance établie par le projet et l'intégration de ses résultats dans les stratégies nationales assurent une visibilité et un soutien institutionnel à long terme. En renforçant les partenariats existants et en intégrant les résultats dans des modèles de développement régional, le projet maximise sa répliquabilité. Cela permet à d'autres régions d'adopter des approches similaires, ce qui élargit l'impact global de l'initiative et favorise une expansion progressive. La mise en place de systèmes d'apprentissage continu, comme au Malawi, ainsi que le développement de partenariats stratégiques, souligne le potentiel de durabilité du projet, même après sa clôture officielle.

#### IV.6 Genre et non-discrimination

Les entretiens individuels et de groupes ainsi que l'analyse documentaire confirment que le projet ProAgro YOUTH a démontré une volonté significative d'intégrer les besoins et priorités stratégiques des hommes et des femmes, des jeunes et des personnes handicapées dans sa conception, sa planification et ses résultats. Cependant, cette intégration a varié en efficacité selon les groupes cibles et les contextes nationaux, montrant à la fois des réussites et des lacunes. À Madagascar, le projet a fait des progrès notables en matière d'inclusion de genre, en veillant à une participation équilibrée entre hommes et femmes. Les femmes représentent environ 50 % des participants, ce qui reflète une approche sensible aux questions de genre. Le projet a aussi permis aux femmes de participer à des formations dans des secteurs traditionnellement dominés par les hommes, comme la production agricole, ce qui a été crucial pour promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation économique. Au Malawi, le projet a bien intégré la dimension de genre en ajustant les critères de participation pour inclure davantage de femmes, en tenant compte de leurs responsabilités domestiques. Cela a permis une meilleure inclusion des femmes, en particulier celles âgées jusqu'à 39 ans, qui ont pu bénéficier d'une formation et d'une seconde chance d'intégrer le marché du travail. Les efforts pour inclure les femmes dans les chaînes de valeur agroalimentaire ont été largement positifs, et des quotas ont été introduits pour encourager leur participation active. En Algérie, le projet a adopté une approche inclusive, visant explicitement à intégrer les femmes, les jeunes, et les personnes handicapées dans le marché du travail. Une attention particulière a été accordée à l'emploi des femmes, notamment celles bénéficiaires de l'allocation chômage, avec des stratégies spécifiques pour les intégrer dans le secteur agroalimentaire. L'accent mis sur l'inclusion des femmes rurales dans les programmes de formation et de financement pour la création de micro-entreprises est un autre exemple de l'engagement du projet envers l'égalité des genres.

Dans l'ensemble, L'évaluation a noté que le projet ProAgro YOUTH a intégré avec une certaine réussite les besoins et priorités stratégiques des hommes et des femmes, des jeunes et des personnes handicapées, tout en affichant des variations notables selon les contextes nationaux et les groupes cibles. Les entretiens individuels et de groupe permettent d'affirmer que les initiatives pour améliorer l'inclusion des femmes, en particulier dans les secteurs agricoles dominés par les hommes, ont été efficaces grâce à l'ajustement des

critères de participation et des horaires de formation qui répondent aux contraintes spécifiques des femmes.

Cependant, malgré ces progrès, plusieurs défis demeurent. Les normes culturelles et les responsabilités familiales continuent de restreindre la participation des jeunes femmes. Les efforts pour surmonter ces obstacles, bien que partiellement réussis grâce à l'instauration de quotas, n'ont pas suffisamment permis une participation pleine et équitable. Par ailleurs, les femmes et les jeunes en situation de handicap rencontrent des obstacles supplémentaires, et l'inclusion des personnes handicapées n'a pas été suffisamment priorisée, résultant en une sous-représentation de ces groupes parmi les bénéficiaires. Même si l'engagement significatif du projet pour inclure les femmes est évident, les entretiens individuels et de groupe soulignent que l'intégration des personnes handicapées requiert des améliorations substantielles. En effet, des efforts spécifiques pour cibler les jeunes femmes et les personnes handicapées doivent être renforcés pour assurer une inclusion plus complète et équitable. En outre, de nombreuses participantes féminines ont dû interrompre leur formation en raison de pressions domestiques, soulignant le besoin de développer des stratégies plus robustes pour soutenir leur participation continue. Pour maximiser l'impact du projet et garantir une inclusion authentique, les informateurs clés ont identifié un besoin impératif de continuer à développer des interventions ciblées pour tous les groupes vulnérables. Cela implique de proposer des programmes plus inclusifs, en adaptant les programmes aux besoins diversifiés, en aménageant les lieux de formation. En outre, cela implique de collaborer étroitement avec les communautés locales pour surmonter les barrières culturelles et institutionnelles qui limitent l'accès et la participation. De plus, en renforçant les stratégies de ciblage et en développant des interventions adaptées, le projet peut atteindre une inclusion véritablement équitable et durable, en mettant une attention renouvelée sur les groupes les plus marginalisés, en particulier les personnes handicapées.

#### IV.7 Autres aspects transversaux

Le projet ProAgro YOUTH a démontré une intégration robuste des principes du tripartisme, du dialogue social, et des normes internationales du travail tout au long de sa conception et de sa mise en œuvre. En s'associant étroitement avec des partenaires sociaux — incluant les organisations patronales, les syndicats, et les gouvernements locaux — le projet a réussi à créer dans les quatre pays un cadre de collaboration dynamique qui a favorisé une mise en œuvre efficace et réactive aux besoins des parties prenantes. Cette approche tripartite a été particulièrement exemplaire en Algérie, où le dialogue social a été utilisé comme un outil stratégique pour aligner les programmes de formation sur les exigences du marché du travail local et pour résoudre rapidement les conflits potentiels. En Algérie, la mise en place de comités tripartites au niveau régional, composés de représentants des employeurs, des syndicats et des gouvernements locaux, a été un pilier fondamental du succès du projet. Ces comités ont non seulement facilité la coopération entre les différentes parties prenantes, mais ont également assuré que les programmes de formation soient adaptés aux besoins spécifiques du marché du travail régional. Cette inclusion active des partenaires sociaux a permis d'intégrer les préoccupations des employeurs et des travailleurs dans les programmes de formation, garantissant ainsi leur pertinence et leur impact. De plus, le dialogue social a été un élément central pour renforcer le respect des normes internationales du travail dans les contextes variés des quatre pays, y compris les zones rurales. En facilitant des discussions constructives entre les employeurs, les syndicats et les autorités locales, le projet a non seulement favorisé la création d'emplois décents pour les jeunes, mais a également assuré que les droits des travailleurs soient respectés. L'engagement actif des syndicats a été particulièrement crucial pour sécuriser des conditions de travail dignes et conformes aux standards internationaux.

Le projet ProAgro YOUTH a également joué un rôle significatif dans la promotion d'une transition juste face au changement climatique, en intégrant des pratiques agricoles durables notamment dans le secteur de la transformation agricole, et en favorisant l'éducation environnementale parmi les jeunes participants. En sensibilisant les jeunes aux enjeux environnementaux et en les formant à des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement, le projet a facilité l'émergence d'emplois verts et résilients. Cette

approche a été particulièrement efficace dans les zones rurales, où les jeunes ont été encouragés à adopter des méthodes agricoles qui non seulement créent des opportunités économiques durables, mais contribuent également à l'atténuation des impacts du changement climatique. Par exemple, le projet a introduit des techniques de conservation des sols et de gestion de l'eau, qui non seulement augmentent la résilience des communautés rurales face aux chocs climatiques, mais soutiennent également une utilisation durable des ressources naturelles. En favorisant l'adoption de ces pratiques et en encourageant la création de petites entreprises axées sur des technologies vertes, le projet a contribué à la construction d'une économie plus verte et plus durable. Toutefois, les entretiens individuels soulignent qu'il serait pertinent d'intégrer davantage les considérations liées aux changements climatiques dans les futures phases du projet, afin de maximiser son impact environnemental et de garantir la résilience des activités face aux défis climatiques.

## V. Conclusions

Le projet ProAgro YOUTH se distingue par son alignement avec les priorités nationales et les Objectifs de Développement Durable (ODD), en particulier les ODD 1, 5 et 8, ciblant la réduction de la pauvreté, l'égalité des sexes, et l'emploi décent. En intégrant une approche holistique, le projet répond aux défis du chômage des jeunes et de la formalisation économique, tout en soutenant l'inclusion des femmes dans des chaînes de valeur locale. Sa capacité d'adaptation aux contextes variés, comme la Vision 2063 au Malawi ou le programme « Un District, Une Usine » à Madagascar, renforce sa pertinence dans le développement économique rural et inclusif. La conception de ProAgro YOUTH repose sur un cadre logique rigoureux, liant les activités, comme la formation technique, aux effets souhaités. Toutefois, des défis contextuels dans chaque pays ont parfois nécessité des ajustements pour maintenir l'efficacité des interventions. Par exemple, le projet s'est adapté aux chaînes de valeur en Algérie, mais la saisonnalité agricole a compliqué sa mise en œuvre à Madagascar. Une flexibilité accrue dans le cadre logique permettrait d'optimiser l'impact local. Le projet a dépassé ses objectifs en créant 10 242 emplois pour les jeunes, dont 25 % pour les femmes, atteignant un taux de réalisation de 183 %. Cependant, les résultats varient : l'Algérie a réalisé 645 % de son objectif initial, tandis que le Malawi en a atteint 62 %. La phase de démarrage a établi des bases solides, mais des améliorations sont nécessaires pour renforcer la durabilité des pôles agroalimentaires et assurer une mise à l'échelle durable des interventions. Le cadre de suivi-évaluation est bien structuré mais présente des défis de cohérence dans la collecte de données, limitant une analyse comparative entre les pays. Bien que les outils de suivi permettent de désagréger les résultats par genre, ils requièrent une standardisation accrue pour fiabiliser les rapports et améliorer la précision des données. Le projet a montré une efficacité dans l'allocation des ressources, optimisant les fonds via des partenariats avec l'OIT et le FIDA. La mutualisation des ressources a accru l'impact sans augmenter les coûts, mais des améliorations en planification financière sont recommandées pour minimiser les retards et coûts supplémentaires. Le projet ProAgro YOUTH a favorisé l'insertion des jeunes dans des secteurs agroalimentaires stratégiques, améliorant leur résilience économique. Les partenariats avec les gouvernements et le secteur privé ont permis de structurer un environnement favorable au travail décent et à l'entrepreneuriat, mais l'accès au financement reste un défi majeur pour la pérennité des résultats. Il s'est distingué par des innovations, notamment la promotion de l'entrepreneuriat vert et l'utilisation de technologies modernes. Cependant, le manque d'infrastructures limite l'adoption des TIC dans certaines régions, nécessitant un renforcement des capacités locales pour maximiser l'impact. Des efforts notables ont été faits pour intégrer les femmes et les jeunes dans des secteurs traditionnellement masculins, mais des barrières culturelles limitent encore la pleine participation des femmes et des personnes handicapées. L'adaptation des programmes et l'élimination des obstacles institutionnels seront essentiels pour renforcer l'inclusion. Le projet a intégré des dimensions transversales, notamment le dialogue social, l'adaptation climatique, et la transition vers une économie verte, illustrant un modèle multisectoriel intégrant des enjeux sociaux et environnementaux.

## VI. Leçons apprises

Les leçons apprises du projet ProAgro YOUTH démontrent l'importance d'une approche contextualisée, flexible et collaborative pour maximiser l'impact et garantir la durabilité des résultats.

L'analyse contextuelle préalable apparaît comme une condition sine qua non pour une mise en œuvre réussie. Dans les pays où cette **évaluation approfondie du marché du travail et des Chaînes de valeur** agricole a été réalisée, comme en Algérie, les interventions se sont avérées plus efficaces. Cela a permis une allocation plus ciblée des ressources et une compréhension fine des dynamiques locales pour développer des stratégies adaptées. Le **financement et le soutien post-formation** se révèlent essentiels. Bien que les formations aient permis aux jeunes d'acquérir des compétences, l'absence de mécanismes de financement a souvent limité la concrétisation de leurs projets entrepreneuriaux. L'intégration dès le début d'un accès aux financements, ainsi que la mise en place de mentorat ou de conseils financiers, s'avère cruciale pour pérenniser les acquis. **L'inégalité d'accès aux opportunités** doit être corrigée en décentralisant les activités de formation. La centralisation des formations dans les zones urbaines a souvent exclu les jeunes vers des régions rurales. Il est donc impératif de délocaliser les formations pour garantir une équité d'accès aux opportunités, indépendamment de la localisation géographique. **L'alignement des formations avec les besoins locaux** constitue également un enjeu de taille. Dans certains cas, un décalage a été observé entre les formations proposées et les besoins du marché local. Cela souligne l'importance d'adapter continuellement les programmes de formation aux réalités économiques spécifiques des régions concernées. De plus, le **suivi prolongé des bénéficiaires** est primordial. L'absence d'un accompagnement continu post-formation a montré que de nombreux jeunes peinent à appliquer les compétences acquises. Un suivi sous forme de mentorat ou de conseils réguliers favorise une meilleure intégration des jeunes sur le marché du travail et assure la durabilité des résultats. **L'implication des acteurs locaux** est une autre clé du succès. En engageant dès le début les agences d'emploi et les institutions de formation, le projet s'assure une plus grande appropriation locale et la continuité des actions au-delà des financements externes. Par ailleurs, **l'engagement significatif des jeunes dans la conception** des programmes de formation est essentiel. Lorsque les jeunes ne sont pas impliqués activement, les taux d'abandon augmentent. En prenant en compte leurs aspirations et besoins, leur participation et les résultats globaux sont considérablement améliorés. En outre, **l'intégration des jeunes dans les secteurs sous-représentés**, comme l'agriculture, nécessite une sensibilisation proactive. Ce secteur, perçu comme peu attrayant, doit être repositionné en tant qu'opportunité de croissance et d'innovation pour capter l'intérêt des jeunes. La **collaboration intersectorielle** a également prouvé son efficacité. Le succès du projet dépend d'une bonne coordination entre les secteurs de l'agriculture, de l'entrepreneuriat et de l'emploi. Cette synergie, qui faisait défaut au départ, a renforcé l'impact global des interventions. **L'adaptabilité aux réalités locales** est indispensable pour maximiser l'impact du projet. L'ajustement des programmes aux spécificités régionales, par exemple en termes de niveaux d'alphabétisation, a montré des résultats significatifs, en permettant une meilleure compréhension et un engagement accru des bénéficiaires. Sur le plan institutionnel, la mise en place d'**accords intersectoriels** a permis de surmonter les obstacles à la coordination entre les ministères. Un cadre de suivi et d'évaluation continu s'impose comme un outil indispensable pour mesurer l'impact réel des interventions et ajuster les actions en temps réel. Enfin, pour garantir un succès à long terme, une **approche de scalabilité progressive** est recommandée. Tester les interventions dans des régions pilotes avant leur déploiement à plus grande échelle permet de valider leur pertinence et d'assurer la qualité des résultats. Encourager l'entrepreneuriat chez les jeunes a par ailleurs eu un effet multiplicateur, générant des emplois et diversifiant l'économie locale, notamment en milieu rural.

## VII. Bonnes pratiques émergentes

Les bonnes pratiques identifiées dans ce projet mettent en évidence l'importance cruciale de partenariats solides, d'approches inclusives et de l'adaptation aux contextes locaux pour garantir la réussite et la durabilité des interventions.

Tout d'abord, les **partenariats public-privé** se sont avérés essentiels pour faciliter l'intégration des jeunes sur le marché du travail. En collaborant avec des entreprises locales et des institutions, le projet a maximisé son impact en créant plus d'opportunités pour les bénéficiaires. En parallèle, la **formation axée sur la pratique** dans des secteurs comme l'agriculture et l'agroalimentaire a permis aux jeunes d'acquérir des compétences directement applicables aux réalités du marché, renforçant ainsi leur employabilité. Le **renforcement des compétences des formateurs et l'extension à d'autres secteurs** a également amélioré la qualité de l'accompagnement des jeunes. En formant des superviseurs et des conseillers dans des centres spécialisés, ce modèle a été élargi à d'autres secteurs clés, diversifiant ainsi les opportunités d'emploi. L'**inclusion des groupes vulnérables**, notamment des femmes, des jeunes en situation de handicap, et d'autres populations marginalisées, a permis d'améliorer l'égalité des chances. Cette pratique a favorisé une inclusion sociale et économique renforçant ainsi l'impact global du projet. De plus, l'usage de **technologies adaptées** comme les chambres froides solaires a considérablement amélioré la productivité et la conservation des produits des jeunes entrepreneurs. Ces innovations technologiques doivent être encouragées pour optimiser les résultats à long terme. La **collaboration intersectorielle** entre plusieurs ministères et agences d'emploi a également joué un rôle clé dans l'intégration des jeunes dans le marché du travail, renforçant ainsi les synergies entre les secteurs et maximisant l'impact du projet. L'**approche inclusive dans la conception des projets**, en consultant les parties prenantes et en intégrant les besoins des groupes vulnérables dès le départ, a favorisé une meilleure appropriation des interventions, augmentant ainsi leur impact social. Les efforts de **sensibilisation à l'entrepreneuriat**, en particulier pour les femmes et les jeunes ruraux, ont permis d'encourager leur participation à des activités économiques productives, notamment dans le secteur agricole. Cette dynamique a été renforcée par des programmes d'**immersion professionnelle**, qui ont permis aux jeunes de se former en entreprise, leur offrant ainsi une expérience pratique et un accès plus facile au marché du travail. Un autre point fort du projet a été la **capitalisation des processus**. En documentant les étapes de formation et d'accompagnement, le projet a permis une réplification efficace dans d'autres régions, garantissant ainsi une extension réussie des initiatives. En outre, une **modélisation flexible des Chaînes de valeur agricole** a permis de maximiser l'impact du projet en s'adaptant aux réalités locales. Cette approche a renforcé la pertinence et l'efficacité des interventions. L'**introduction du statut d'auto-entrepreneur** a également contribué à formaliser les activités des jeunes entrepreneurs, facilitant ainsi leur accès aux ressources et assurant la durabilité de leurs initiatives. Enfin, l'**approche agile de la scalabilité des résultats** a permis d'étendre progressivement les services et les formations, augmentant l'impact du projet dès ses premières étapes, tout en optimisant l'utilisation des ressources. Ainsi, ces bonnes pratiques émergentes soulignent l'importance de stratégies intégrées et inclusives, qui, lorsqu'elles sont adaptées aux contextes locaux, garantissent des résultats durables et une efficacité accrue dans la mise en œuvre des projets.

VIII.Recommandations

Tableau 7. Recommandations

Recommandations	Acteurs Responsables	Priorité/ Ressources/Délai
<p><b>Recommandation #1 : Renforcer le soutien financier pour les jeunes entrepreneurs</b></p> <p>Il est recommandé de mettre en place des mécanismes de financement plus accessibles et adaptés aux besoins spécifiques des jeunes entrepreneurs, particulièrement les femmes et les jeunes issus de groupes vulnérables. Ces mécanismes pourraient inclure des microcrédits, des subventions, ou encore des partenariats stratégiques avec des institutions financières locales pour faciliter l'accès aux fonds nécessaires au démarrage et au développement des entreprises. Ces dispositifs devront également inclure une composante de formation financière, afin de garantir que les bénéficiaires maîtrisent les outils financiers mis à leur disposition.</p> <p><b>Actions requises:</b> Élaborer des mécanismes financiers dédiés aux jeunes entrepreneurs, avec une approche inclusive prenant en compte les disparités de genre identifiées dans l'analyse.</p> <p>Cette recommandation vise à combler les lacunes en matière d'accès aux financements tout en tenant compte des inégalités de genre observées lors de l'évaluation. Elle requiert des ressources modérées et pourrait être mise en œuvre rapidement pour avoir un impact durable sur l'entrepreneuriat des jeunes, notamment des jeunes femmes</p>	<p><b>Responsables :</b> Bureau de Pays de l'OIT, Gestion du projet, Unité technique du siège de l'OIT, Bureau régional de l'OIT.</p> <p><b>Constituants tripartites impliqués :</b> Gouvernements, Employeurs/Secteur privé, Travailleurs</p>	<p>Priorité : Élevée. Ressources : Moyennes. Délai : Court terme (1 an).</p>
<p><b>Recommandation #2 : Renforcement du suivi post-formation pour les jeunes formés</b></p> <p>Un suivi continu et structuré après la formation est essentiel pour garantir le succès à long terme des jeunes bénéficiaires des programmes de formation. Ce suivi doit inclure un accompagnement personnalisé tel que du mentorat, des conseils en gestion d'entreprise, ainsi que l'accès à des réseaux professionnels et à des ressources techniques. L'objectif est de renforcer l'autonomie entrepreneuriale des jeunes, en particulier des femmes, pour qu'ils puissent surmonter les obstacles structurels liés aux inégalités de genre dans le secteur entrepreneurial.</p> <p><b>Actions requises:</b> Établir un programme de mentorat et de soutien technique qui soit spécifiquement conçu pour les jeunes formés, avec un accent particulier sur les femmes et les groupes vulnérables. Faciliter leur accès à des réseaux d'affaires locaux et régionaux afin d'élargir leurs opportunités professionnelles. Offrir des conseils continus sur la gestion d'entreprise, les stratégies de marketing et l'accès au financement, adaptés aux besoins spécifiques des jeunes entrepreneurs, y compris les femmes.</p> <p><b>Analyse de genre :</b> Cette recommandation tient compte des défis spécifiques auxquels font face les jeunes femmes entrepreneures et propose des solutions pour réduire ces inégalités.</p>	<p><b>Acteurs impliqués :</b> Bureau de pays de l'OIT Gestion du projet Unité technique du siège de l'OIT Bureau régional de l'OIT</p> <p><b>Constituants tripartites</b> Gouvernements, Employeurs/Secteur privé, Travailleurs</p>	<p><b>Priorité :</b> Haute <b>Ressources :</b> Moyennes <b>Délai de mise en œuvre :</b> Court terme</p> <p><b>Ressources :</b> L'implémentation nécessitera des ressources moyennes pour mettre en place des mécanismes d'accompagnement personnalisés et des partenariats avec des réseaux professionnels.</p>
<p><b>Recommandation #3 : Décentralisation des activités de formation pour les jeunes dans les zones rurales</b></p> <p>Afin de permettre un accès élargi aux formations, en particulier pour les jeunes des zones rurales éloignées, il est recommandé de décentraliser les activités de formation. L'utilisation des technologies numériques pour proposer des formations à distance, ou encore la mise en place de centres de formation mobiles, sont des solutions à envisager</p>	<p><b>Responsables :</b> Bureau Pays de l'OIT, Équipe de gestion de projet,</p>	<p><b>Priorité :</b> Haute <b>Ressources :</b> Moyennes <b>Délai :</b> Court terme (6 à 12 mois)</p>

<p>pour améliorer l'accessibilité et la participation des jeunes de ces régions. Ces initiatives doivent également intégrer une analyse des besoins spécifiques des femmes, des jeunes filles, et des personnes marginalisées, (dans les zones rurales, souvent confrontées à des défis supplémentaires liés au genre), afin de garantir une approche inclusive.</p> <p><b>Actions requises:</b> Développer un plan de décentralisation des formations, incluant des modules en ligne et des centres de formation mobiles pour atteindre les jeunes dans les zones rurales.</p> <p>Cette recommandation contribue également à réduire les inégalités de genre en rendant les formations accessibles aux femmes dans des zones où les obstacles sont particulièrement prononcés.</p>	<p>Constituants tripartites, Bureau régional de l'OIT.</p>	<p><b>Implication en termes de ressources :</b> Les ressources financières et technologiques seront nécessaires pour développer et déployer les plateformes numériques, ainsi que pour la logistique des centres mobiles.</p>
<p><b>Recommandation #4 : Renforcement des partenariats avec le secteur privé et les institutions locales</b></p> <p>Afin de garantir une meilleure adéquation entre les compétences développées par le projet et les besoins réels du marché, il est essentiel de renforcer les partenariats avec le secteur privé et les institutions locales. Cela facilitera l'intégration des jeunes dans le secteur formel et assurera une meilleure durabilité des interventions. Par ailleurs, les partenaires locaux, y compris les entreprises, ONG et institutions publiques, doivent renforcer leur implication sans délai pour maximiser l'intégration des jeunes dans les initiatives existantes. Il est recommandé de maintenir et de renforcer les synergies déjà établies avec les acteurs locaux pour renforcer l'impact à long terme.</p> <p><b>Actions requises :</b></p> <p>Renforcer les liens avec le secteur privé pour aligner les compétences avec les besoins du marché.</p> <p>Impliquer activement les partenaires locaux et ce, dès le début du projet.</p> <p>Faciliter la collaboration avec les institutions locales et les ONG pour assurer la durabilité des interventions.</p> <p><b>Analyse genre</b></p> <p>S'assurer que les partenariats intègrent des approches sensibles au genre, en garantissant que les femmes et les jeunes femmes bénéficient des opportunités économiques créées.</p>	<p><b>Responsables</b> Bureau de pays de l'OIT Équipe de gestion de projet Unité technique de l'OIT au siège Bureau régional de l'OIT</p> <p>Constituants tripartites : Employeurs/Secteur privé</p>	<p><b>Priorité :</b> Élevée <b>Ressources :</b> Moyennes <b>Échéance :</b> Court terme</p>
<p><b>Recommandation #5 : Renforcement des programmes d'inclusion pour les femmes et les jeunes en situation de handicap</b></p> <p>Afin de promouvoir une inclusion économique efficace des personnes vulnérables, il est recommandé de renforcer les programmes spécifiques destinés aux femmes et aux jeunes en situation de handicap. Ces programmes devraient être adaptés à leurs besoins particuliers, notamment à travers des initiatives ciblées qui favorisent leur intégration dans le cadre du projet en cours. L'adaptation des initiatives permettra une meilleure participation économique et une réduction des inégalités de genre, tout en tenant compte des résultats de l'analyse de genre effectuée dans l'évaluation.</p> <p><b>Actions requises:</b></p> <p>Développer et mettre en œuvre des programmes d'accompagnement spécifiques pour les femmes et les jeunes en situation de handicap, afin d'assurer leur pleine participation aux projets et initiatives.</p>	<p><b>Responsables :</b> Bureau de pays de l'OIT Équipe de gestion du projet Unité technique de l'OIT au siège Constituants tripartites Gouvernements, Employeurs/Secteur privé,</p>	<p><b>Priorité :</b> Haute <b>Ressources :</b> Moyennes <b>Délai de suivi :</b> Court</p>
<p><b>Recommandation #6 : Renforcement des capacités institutionnelles</b></p> <p>Renforcer les capacités des institutions locales et des partenaires est essentiel pour garantir la durabilité des actions et améliorer la gestion des projets à long terme. Cette recommandation vise à améliorer la</p>	<p><b>Acteurs responsables :</b> Bureau de pays de l'OIT</p>	<p><b>Priorité :</b> Haute <b>Ressources :</b> Moyennes</p>

<p>planification logistique, simplifier les processus administratifs, et optimiser la mobilisation des ressources dans une approche intégrée et sensible au genre. Il est indispensable de former les parties prenantes sur des pratiques de gestion inclusive, notamment en renforçant la participation des femmes et des groupes marginalisés dans les processus décisionnels.</p> <p><b>Actions requises:</b>  Mettre en place des programmes de renforcement des capacités ciblant les équipes locales, afin d'améliorer leurs compétences en gestion de projet, notamment sur les aspects logistiques et administratifs.  Mettre en place des programmes de formation continue pour les personnels locaux, afin de renforcer leurs compétences dans la gestion des projets après leur phase de mise en œuvre.  Intégrer une perspective de genre dans toutes les étapes de formation pour assurer que les femmes et autres groupes vulnérables bénéficient d'opportunités égales et adaptées à leurs besoins spécifiques afin de contribuer à une égalité de participation dans la gestion institutionnelle des projets.  Faciliter l'accès à des outils et des ressources pour améliorer l'efficacité de la gestion des projets, en tenant compte des contraintes de ressources existantes.</p>	<p>Unité technique de l'OIT (QG)  Gestion du projet  Bureau régional de l'OIT  Constituants tripartites  Gouvernements, Employeurs/Secteur privé/ONG,</p>	<p><b>Délai</b> :  Moyen terme  <b>Implications en ressources</b> :  Le coût en ressources est moyen, nécessitant des investissements en formation, mobilisation de ressources, et suivi.</p>
<p><b>Recommandation #7 : Mettre en place des mécanismes de financement autonomes post-projet pour garantir la pérennité des résultats</b>  Il est recommandé d'établir des mécanismes de financement durables pour garantir la continuité et l'impact à long terme des initiatives mises en place par le projet ProAgro YOUTH.</p> <p><b>Actions requises :</b>  <b>Mettre en place des programmes de formation continue :</b> Ces formations devraient être spécifiques aux compétences de gestion financière, d'entrepreneuriat et de leadership pour les bénéficiaires et les partenaires locaux. Cela inclurait la capacité à mobiliser des ressources, à gérer des fonds et à assurer la transparence financière. L'objectif est de rendre les parties prenantes locales autonomes dans la gestion des projets une fois le soutien externe terminé.</p> <p><b>Créer des mécanismes de financement autonomes :</b> Cela inclut la création de <b>fonds de roulement</b> ou de <b>fonds d'épargne communautaires</b>, accessibles aux jeunes entrepreneurs, en particulier les jeunes femmes, pour lancer ou étendre leurs activités. Des <b>partenariats public-privé</b> devraient être explorés, ainsi que des initiatives avec des <b>banques locales</b> ou des <b>coopératives</b> pour fournir des microcrédits à taux réduit, facilitant ainsi l'accès aux capitaux.</p> <p><b>Encourager la participation des bénéficiaires à des réseaux financiers régionaux et internationaux :</b> Cela permettrait de connecter les jeunes entrepreneurs aux programmes de financement existants (par exemple, les programmes soutenus par le FIDA ou la Banque mondiale) afin qu'ils puissent diversifier leurs sources de financement au-delà du projet.</p> <p><b>Perspective genre :</b>  Les mécanismes de financement doivent intégrer une <b>dimension genre</b> afin de répondre aux besoins spécifiques des femmes et des jeunes filles. Cela implique :</p> <p><b>Prioriser l'accès des femmes au crédit :</b> Assurer que les femmes bénéficient d'un accès préférentiel ou d'un soutien spécifique pour les</p>	<p><b>Responsables :</b>  Bureau de pays de l'OIT  Unité technique de l'OIT (QG)  Gestion du projet  Bureau régional de l'OIT  Constituants tripartites</p>	<p><b>Priorité</b> : Moyenne  <b>Ressources</b> : Moyennes  <b>Délai de mise en œuvre</b> : Moyen terme  <b>Implications en termes de ressources</b> : Une allocation budgétaire moyenne sera nécessaire pour le développement des programmes de formation continue et la création de mécanismes de financement autonomes.</p>

<p>inciter à participer pleinement aux opportunités économiques. Souvent, elles font face à des barrières dans l'accès aux ressources financières.</p> <p><b>Programmes de mentorat ciblés :</b> Mettre en place des réseaux de mentorat et des formations spécifiques pour les femmes afin de renforcer leur capacité à gérer les fonds et à faire croître leurs entreprises, en veillant à surmonter les obstacles structurels liés au genre.</p> <p><b>Collecte de données ventilées par genre :</b> Suivre les résultats en matière d'inclusion financière en s'assurant que les mécanismes de financement bénéficient à un pourcentage équitable de femmes et qu'elles peuvent évoluer vers des postes de leadership dans les initiatives agricoles.</p> <p>Cette approche garantirait que les mécanismes financiers soutiennent non seulement la pérennité du projet, mais qu'ils contribuent aussi à réduire les inégalités de genre dans l'accès aux opportunités économiques.</p>		
<p><b>Recommandation #8: Améliorer l'alignement des compétences des jeunes avec les besoins du marché local</b></p> <p><b>Actions requises:</b> Adapter les curricula de formation pour mieux répondre aux besoins spécifiques du marché du travail local, en tenant compte des secteurs prioritaires tels que l'agroécologie et les technologies agricoles modernes. Une harmonisation des programmes entre les différents hubs de formation est essentielle pour assurer la cohérence des compétences acquises par les jeunes.</p> <p><b>Analyse genre :</b> Assurer que les curricula intègrent des modules spécifiques visant à encourager la participation des femmes et des jeunes filles dans des secteurs traditionnellement dominés par les hommes, comme l'agroécologie et les technologies agricoles modernes, afin de réduire les disparités de genre dans l'accès à l'emploi.</p> <p>Cette recommandation vise à adapter les compétences des jeunes pour répondre aux besoins réels du marché du travail local et à améliorer l'employabilité, tout en veillant à une prise en compte des inégalités de genre dans les secteurs clés.</p>	<p><b>Responsables :</b> Bureau de pays de l'OIT Gestion de projet Unité technique du siège de l'OIT Constituants tripartites</p>	<p><b>Priorité :</b> Haute <b>Ressources requises :</b> Moyennes <b>Échéancier :</b> Court terme</p>
<p><b>Recommandation #9 : Renforcement des mécanismes de suivi et évaluation</b></p> <p>Actuellement, les outils de suivi se concentrent principalement sur des résultats immédiats, ce qui limite la capacité à mesurer l'impact à long terme des interventions. Il est nécessaire d'améliorer la collecte de données qualitatives et quantitatives, en tenant compte des spécificités de genre pour garantir une analyse complète et inclusive des résultats.</p> <p><b>Action requise :</b> Mettre en place des outils de suivi et évaluation plus robustes pour mesurer l'impact à long terme des bénéficiaires et des actions entreprises. Il est essentiel d'impliquer activement les bénéficiaires dans la collecte de données sur le terrain, en veillant à ce que des indicateurs sensibles au genre soient intégrés dans le processus d'évaluation.</p>	<p><b>Action demandée à :</b> Bureau de pays de l'OIT Équipe de gestion du projet Unité technique du siège de l'OIT Bénéficiaires</p>	<p><b>Priorité :</b> Haute <b>Ressources nécessaires :</b> Moyennes <b>Délai de mise en œuvre :</b> Moyen terme</p> <p><b>Implications en termes de ressources :</b> Une allocation budgétaire supplémentaire de niveau moyen pourrait être requise pour la mise en œuvre de nouveaux outils et la formation des bénéficiaires à la collecte de données sur le terrain.</p>

IX. Annexes

Annexe I: Leçons apprises

**Titre du projet :** ProAgro YOUTH « Support to integrated agribusiness hubs in Côte d'Ivoire, Madagascar, Malawi and Algeria

**Symbole TC du projet :** RAF/21/18/IFA

**Nom de l'évaluateur :** Dr Elisabeth Basemeg Kihel

**Date :** 20 septembre 2024

<b>Élément de la leçon apprise 1</b>	<b>Analyse contextuelle préalable : Une évaluation approfondie du marché du travail et des chaînes de valeur agricole avant la mise en œuvre est essentielle pour optimiser l'efficacité des interventions.</b>
Brève description de la leçon apprise (lien avec une action ou tâche spécifique)	L'analyse contextuelle préalable, notamment une évaluation approfondie du marché du travail et des chaînes de valeur agricole, est cruciale avant toute intervention. Elle permet d'optimiser l'allocation des ressources et d'assurer que les interventions sont adaptées aux dynamiques locales, augmentant ainsi l'efficacité des projets.
Contexte et préconditions liées	Les interventions menées dans des pays comme l'Algérie ont démontré que lorsque cette analyse est effectuée avec soin, les interventions sont plus efficaces. Le projet ProAgro YOUTH a montré qu'un manque d'analyse approfondie limite la capacité à aligner les formations avec les besoins locaux, réduisant l'impact des initiatives.
Utilisateurs cibles / Bénéficiaires	Les jeunes des zones rurales dans les chaînes de valeur agroalimentaire, les autorités locales, les agences de formation professionnelle, et les institutions financières impliquées dans le soutien à l'emploi des jeunes.
Défis / leçons négatives - Facteurs causaux	L'absence ou l'insuffisance d'une analyse préalable peut mener à des écarts entre les compétences développées et les besoins réels du marché du travail, comme observé à Madagascar et au Malawi, où la complexité des partenariats et les particularités locales ont posé des difficultés pour la mise en œuvre.
Succès / leçons positives - Facteurs causaux	Une analyse préalable réussie a permis d'adapter les interventions aux opportunités locales, notamment en Algérie, où les résultats ont montré une augmentation significative du taux d'emploi des jeunes dans les chaînes de valeur agroalimentaire.
Questions administratives de l'OIT (personnel, ressources, conception, mise en œuvre)	La mise en œuvre de cette analyse nécessite une coordination entre les agences locales de formation, les autorités nationales et les experts en chaînes de valeur. L'OIT doit s'assurer que les outils de suivi et d'évaluation permettent de capturer les spécificités locales pour ajuster les interventions en temps réel. Une formation continue est nécessaire pour améliorer les compétences en évaluation des marchés locaux.

<b>Élément de la leçon apprise 2</b>	<b>Soutien post-formation : Le financement et l'accompagnement post-formation sont cruciaux pour permettre aux jeunes de concrétiser leurs projets entrepreneuriaux.</b>
Brève description de la leçon apprise (lien avec une action ou tâche spécifique)	Les formations offertes aux jeunes ont permis de développer des compétences entrepreneuriales, mais l'absence d'un soutien financier post-formation a limité la concrétisation de leurs projets. Intégrer des mécanismes de financement et un mentorat post-formation est nécessaire pour assurer la pérennité des résultats.
Contexte et préconditions liées	Dans le cadre du projet ProAgro YOUTH, les jeunes des zones rurales de l'Algérie, de Madagascar, de la Côte d'Ivoire et du Malawi ont suivi des formations en agro-entrepreneuriat. Malgré les résultats prometteurs des formations, l'absence d'accompagnement continu et de soutien financier post-formation a été un obstacle majeur à la concrétisation des projets entrepreneuriaux par les jeunes, surtout dans les régions où l'accès au financement est limité.

Utilisateurs cibles / Bénéficiaires	Les principaux bénéficiaires sont les jeunes formés dans le cadre du projet ProAgro YOUTH, en particulier ceux qui souhaitent démarrer leur propre entreprise agroalimentaire ou chercher un emploi dans ce secteur. Cela inclut également les jeunes femmes et les jeunes vivant dans des zones rurales reculées.
Défis / leçons négatives - Facteurs causaux	L'absence de soutien financier a été l'un des principaux obstacles. Les jeunes ont souvent eu du mal à accéder à des prêts ou à des microcrédits pour démarrer leur entreprise. De plus, une insuffisance de mentorat et de suivi après la formation a contribué à la baisse du taux de réussite des jeunes entrepreneurs, en particulier dans les zones rurales où l'accès aux ressources et aux réseaux est limité
Succès / leçons positives - Facteurs causaux	Dans les cas où un soutien financier a été fourni, notamment à travers des partenariats locaux, les jeunes ont réussi à mettre en place leurs entreprises et à générer des emplois dans leurs communautés. Le mentorat et le suivi prolongé ont joué un rôle clé pour aider les jeunes à surmonter les défis initiaux liés au démarrage d'entreprise et à l'accès au marché
Questions administratives de l'OIT (personnel, ressources, conception, mise en œuvre)	L'OIT et les partenaires locaux doivent renforcer la coordination avec des institutions financières locales pour assurer un accès équitable aux financements post-formation. Il est également crucial de mettre en place des mécanismes de mentorat institutionnalisés pour accompagner les jeunes après leur formation, tout en assurant un suivi rigoureux des résultats

<b>Élément de la leçon apprise 3</b>	<b>Alignement des formations avec les besoins locaux: Les programmes de formation doivent être continuellement ajustés pour correspondre aux réalités économiques des régions concernées.</b>
Brève description de la leçon apprise (lien avec une action ou tâche spécifique)	Les formations initialement conçues dans le cadre du projet ProAgro YOUTH visaient à fournir aux jeunes des compétences dans des domaines spécifiques de l'agriculture et de l'entrepreneuriat agroalimentaire. Cependant, l'expérience a démontré qu'il était nécessaire d'ajuster ces programmes pour répondre aux exigences changeantes du marché local et aux dynamiques économiques spécifiques à chaque région
Contexte et préconditions liées	Dans les régions rurales de l'Algérie, de la Côte d'Ivoire, de Madagascar, et du Malawi, les conditions économiques et les opportunités dans le secteur agroalimentaire varient considérablement. Il a été observé que les jeunes bénéficiaires ne parvenaient pas à tirer pleinement parti des compétences acquises en formation, car celles-ci n'étaient pas toujours en adéquation avec les réalités du marché local. Une analyse des besoins locaux est donc cruciale avant la conception des programmes
Utilisateurs cibles / Bénéficiaires	Les jeunes âgés de 15 à 35 ans, principalement des zones rurales, participant aux formations et cherchant à s'intégrer dans des chaînes de valeur agricole. Cela inclut des jeunes hommes et femmes, avec un focus sur ceux en situation de vulnérabilité, comme les jeunes handicapés
Défis / leçons négatives - Facteurs causaux	L'un des défis majeurs était l'absence d'une analyse approfondie du marché du travail local avant la conception des programmes de formation. Cela a conduit à un décalage entre les compétences enseignées et les besoins réels des entreprises locales. De plus, la centralisation des formations dans certaines régions a exclu des bénéficiaires des zones rurales éloignées
Succès / leçons positives - Facteurs causaux	Les ajustements apportés aux formations, en se basant sur une meilleure compréhension des dynamiques économiques locales, ont permis une amélioration significative de la pertinence des compétences enseignées. Par exemple, en Algérie,

	les formations axées sur la chaîne de valeur agroalimentaire locale ont permis d'améliorer les résultats et l'employabilité des jeunes
Questions administratives de l'OIT (personnel, ressources, conception, mise en œuvre)	L'OIT a joué un rôle clé dans l'adaptation des programmes de formation, notamment en intégrant des analyses de marché locales dans la phase de conception. Cela a impliqué la coordination avec des institutions locales telles que TEVETA au Malawi et FIFAMANOR à Madagascar, pour garantir que les ressources humaines et techniques disponibles soient mobilisées de manière optimale

<b>Élément de la leçon apprise 4</b>	<b>Suivi prolongé des bénéficiaires : Un accompagnement continu post-formation sous forme de mentorat est nécessaire pour assurer une intégration réussie des jeunes sur le marché du travail.</b>
Brève description de la leçon apprise (lien avec une action ou tâche spécifique)	Un accompagnement continu, sous forme de mentorat, est crucial après la formation initiale pour aider les jeunes à intégrer durablement le marché du travail. Ce suivi permet de renforcer les compétences acquises et de fournir des conseils pratiques pour surmonter les défis rencontrés dans la mise en œuvre des projets entrepreneuriaux ou dans l'emploi salarié.
Contexte et préconditions liées	Dans le cadre du projet ProAgro YOUTH, les jeunes bénéficiaires issus de zones rurales rencontrent souvent des difficultés à appliquer les compétences acquises durant la formation en raison d'un manque d'accompagnement pratique. Le contexte rural limite l'accès aux ressources, aux réseaux professionnels et aux financements, accentuant le besoin d'un suivi personnalisé pour une meilleure intégration au marché du travail ou au monde entrepreneurial.
Utilisateurs cibles / Bénéficiaires	Jeunes formés dans le cadre des programmes de développement de l'agro-industrie. Entrepreneurs potentiels dans les chaînes de valeur agricole. Jeunes femmes et groupes vulnérables, notamment dans les zones rurales.
Défis / leçons négatives - Facteurs causaux	Le manque de suivi prolongé a souvent conduit à des échecs d'intégration durable des jeunes sur le marché du travail. L'absence de mentors et de conseils techniques post-formation a laissé les jeunes sans les outils nécessaires pour surmonter les obstacles liés à la gestion d'entreprise ou à la recherche d'emploi. De plus, dans certains cas, les jeunes formés n'ont pas pu trouver de soutien financier, limitant la concrétisation de leurs projets.
Succès / leçons positives - Facteurs causaux	Dans les régions où le mentorat a été instauré de manière proactive, les jeunes ont montré une plus grande résilience et une meilleure capacité à générer des revenus durables. Le soutien continu a aidé à naviguer dans les défis pratiques, tels que l'accès au financement ou la gestion des opérations commerciales, ce qui a augmenté leurs chances de succès à long terme.
Questions administratives de l'OIT (personnel, ressources, conception, mise en œuvre)	Il est nécessaire de mobiliser des ressources humaines supplémentaires pour encadrer le mentorat et les activités de suivi. Cela implique également une coordination avec les parties prenantes locales, comme les institutions de formation et les agences pour l'emploi, pour assurer une intégration cohérente des jeunes sur le marché du travail. Une planification financière est aussi requise pour allouer des fonds au mentorat et aux suivis techniques à long terme.
<b>Élément de la leçon apprise 5</b>	<b>Implication des acteurs locaux : L'engagement des agences d'emploi et des institutions de formation locales dès le début assure une meilleure appropriation et la continuité des actions.</b>
Brève description de la leçon apprise (lien avec	L'implication des agences d'emploi et des institutions de formation locales dès le début du projet a permis de renforcer l'appropriation locale des actions menées et d'assurer

une action ou tâche spécifique)	la continuité des activités à long terme. Cette implication est essentielle pour favoriser la durabilité des résultats et encourager une participation active des parties prenantes.
Contexte et préconditions liées	Dans les pays participants (Algérie, Côte d'Ivoire, Madagascar et Malawi), l'appropriation locale est cruciale pour garantir la durabilité des actions dans le secteur agroalimentaire. Le projet ProAgro YOUTH, en intégrant les agences locales dès les premières phases de conception, a pu bénéficier de leur expertise, de leur infrastructure, et de leur réseau pour renforcer les capacités locales et intégrer les jeunes dans les chaînes de valeur agricole.
Utilisateurs cibles / Bénéficiaires	Les principaux bénéficiaires de cette approche sont les jeunes en milieu rural, âgés de 15 à 35 ans, ainsi que les institutions locales telles que les centres de formation professionnelle, les agences d'emploi, et les coopératives agricoles. Cette leçon est particulièrement pertinente pour les parties prenantes engagées dans les chaînes de valeur agricole et les secteurs agroalimentaires.
Défis / leçons négatives - Facteurs causaux	Un des défis rencontrés a été la variabilité des capacités des institutions locales à intégrer efficacement les jeunes dans le marché du travail. Dans certaines régions, la coordination entre les parties prenantes était initialement faible, ce qui a ralenti la mise en œuvre des initiatives. De plus, dans les zones éloignées, l'accès aux services d'accompagnement était limité, ce qui a nécessité des ajustements pour renforcer la portée des actions du projet.
Succès / leçons positives - Facteurs causaux	L'implication précoce des institutions locales a permis une meilleure adéquation des formations aux besoins du marché du travail local et a facilité la création d'un réseau de soutien post-formation pour les jeunes. Cette implication a favorisé une meilleure appropriation des résultats par les acteurs locaux, assurant ainsi la pérennité des initiatives même après la fin du financement international.
Questions administratives de l'OIT (personnel, ressources, conception, mise en œuvre)	La collaboration avec les agences locales a simplifié la gestion des ressources humaines et financières en mutualisant les infrastructures et les compétences locales. Le projet a également permis de renforcer les capacités des partenaires locaux grâce à des programmes de formation continue pour les formateurs et des partenariats public-privé visant à soutenir l'emploi des jeunes.

<b>Élément de la leçon apprise 6</b>	<b>Engagement des jeunes : Impliquer activement les jeunes dans la conception des programmes de formation augmente leur participation et réduit les taux d'abandon.</b>
Brève description de la leçon apprise (lien avec une action ou tâche spécifique)	L'implication active des jeunes dans la conception des programmes de formation a conduit à une meilleure participation et à une réduction significative des taux d'abandon. Cette approche a permis aux jeunes de s'approprier les programmes et d'ajuster les formations à leurs besoins spécifiques, améliorant ainsi la rétention et la satisfaction.
Contexte et préconditions liées	Dans le cadre du projet ProAgro YOUTH, les jeunes ruraux, souvent marginalisés, ont rencontré des obstacles pour accéder à des emplois décents dans les chaînes de valeur agricole. En conséquence, un besoin a été identifié pour une meilleure intégration des jeunes dans la conception des programmes de formation afin de répondre plus précisément à leurs attentes et aux réalités locales.
Utilisateurs cibles / Bénéficiaires	Jeunes de 15 à 35 ans, principalement en milieu rural, avec des niveaux d'éducation variés. Les femmes et les jeunes des zones rurales isolées ont également été identifiés comme des groupes particulièrement vulnérables nécessitant une attention accrue.
Défis / leçons négatives - Facteurs causaux	Avant l'implication active des jeunes, les taux d'abandon étaient élevés en raison d'un manque de pertinence des programmes de formation. De plus, le manque de prise en

	compte des aspirations des jeunes a contribué à une faible participation dans certaines zones rurales.
Succès / leçons positives - Facteurs causaux	L'engagement des jeunes dans la conception des programmes a renforcé leur participation et a permis d'adapter les formations à leurs besoins réels. Cela a amélioré non seulement la rétention mais aussi l'efficacité des formations, en lien avec le développement des compétences alignées sur les besoins du marché du travail local.
Questions administratives de l'OIT (personnel, ressources, conception, mise en œuvre)	L'OIT a dû mobiliser des ressources supplémentaires pour inclure des consultations avec les jeunes dès la phase de conception des programmes. Une équipe spécialisée a été mise en place pour assurer une participation active des jeunes et intégrer leurs retours dans la mise en œuvre des activités de formation.

<b>Élément de la leçon apprise 7</b>	Réintroduction des jeunes dans des secteurs sous-représentés : Le secteur agricole, perçu comme peu attrayant, nécessite une sensibilisation proactive pour captiver l'intérêt des jeunes.
Brève description de la leçon apprise (lien avec une action ou tâche spécifique)	La réintroduction des jeunes dans des secteurs sous-représentés, comme l'agriculture, nécessite des efforts proactifs de sensibilisation pour rendre ces secteurs plus attractifs. Le projet a révélé que l'agriculture est souvent perçue comme peu attrayante par les jeunes, mais en soulignant les opportunités d'innovation et de croissance, il est possible de captiver leur intérêt.
Contexte et préconditions liées	Le secteur agricole dans les pays ciblés (Algérie, Côte d'Ivoire, Madagascar, Malawi) est un secteur clé mais sous-exploité par les jeunes. Cette situation est exacerbée par une perception négative du secteur, souvent associée à de faibles perspectives économiques. Le projet s'inscrit dans un contexte où le chômage des jeunes est élevé, mais où des opportunités existent dans les chaînes de valeur agricoles et agroalimentaires.
Utilisateurs cibles / Bénéficiaires	Les jeunes âgés de 15 à 35 ans des zones rurales, particulièrement ceux ayant peu ou pas d'accès à une formation professionnelle. L'accent est mis sur les jeunes femmes et les jeunes en situation de handicap, afin de garantir une inclusion équitable.
Défis / leçons négatives - Facteurs causaux	La perception négative de l'agriculture comme un secteur à faible potentiel de croissance a limité l'engagement des jeunes. Les obstacles culturels, notamment les attentes sociales liées aux genres, ont freiné l'implication des femmes et des jeunes dans ces filières. De plus, l'absence de financement post-formation et le manque d'accès à des technologies modernes ont accentué ces difficultés.
Succès / leçons positives - Facteurs causaux	Le projet a démontré qu'avec une sensibilisation proactive et des programmes de formation adaptés, il est possible de changer la perception des jeunes à l'égard de l'agriculture. L'intégration d'innovations technologiques (comme l'utilisation des TIC et des pratiques agroécologiques) et de l'entrepreneuriat vert a contribué à rendre le secteur plus attractif. La mise en place de hubs agroalimentaires a facilité la création d'emplois décentés et l'accompagnement entrepreneurial des jeunes.
Questions administratives de l'OIT (personnel, ressources, conception, mise en œuvre)	L'OIT a joué un rôle central dans la coordination des partenaires et la mise en place des hubs. Le personnel dédié au projet a assuré une gestion efficace des ressources, tandis que les partenaires locaux (notamment les centres de formation professionnelle et les entreprises locales) ont permis une mise en œuvre adaptée aux réalités locales. L'approche tripartite (gouvernements, employeurs, syndicats) a renforcé l'efficacité de la collaboration.

<b>Élément de la leçon apprise 8</b>	<b>Collaboration intersectorielle : La coordination entre les secteurs de l'agriculture, de l'entrepreneuriat et de l'emploi renforce l'impact des interventions.</b>
Brève description de la leçon apprise (lien avec une action ou tâche spécifique)	La collaboration intersectorielle entre les secteurs clés tels que l'agriculture, l'entrepreneuriat et l'emploi a permis de maximiser l'impact des interventions du projet ProAgro YOUTH. En coordonnant les efforts entre ces secteurs, les jeunes bénéficiaires ont pu accéder à un soutien holistique, comprenant la formation, l'accès à des financements et des opportunités d'emploi ou d'auto-entrepreneuriat. Cette synergie a été particulièrement visible dans les pôles agroalimentaires intégrés où les jeunes ont pu développer des compétences répondant aux besoins du marché tout en étant soutenus dans la création de leurs propres entreprises.
Contexte et préconditions liées	Le projet ProAgro YOUTH, mis en œuvre en Algérie, Côte d'Ivoire, Madagascar et Malawi, s'inscrit dans un contexte de chômage des jeunes en milieu rural et de manque de coordination entre les secteurs agricole, entrepreneurial et de l'emploi. La création de pôles agroalimentaires a facilité la mise en relation des jeunes avec des acteurs locaux (institutions de formation, agences d'emploi, entreprises) et a permis d'adapter les formations aux réalités locales et aux besoins des marchés, tout en tenant compte des spécificités sectorielles.
Utilisateurs cibles / Bénéficiaires	Les jeunes (âgés de 15 à 35 ans) des zones rurales, en particulier ceux issus de milieux défavorisés et les femmes, sont les principaux bénéficiaires de cette collaboration intersectorielle. Les institutions locales, les entrepreneurs, ainsi que les agences d'emploi et de formation sont également bénéficiaires indirects de cette coordination, qui renforce l'intégration des jeunes dans les chaînes de valeur agroalimentaire.
Défis / leçons négatives - Facteurs causaux	Un défi majeur a été le manque initial de synergies et de coordination entre les différents secteurs, ce qui a limité l'efficacité des premières interventions. Par exemple, les jeunes recevaient une formation qui n'était pas toujours alignée sur les besoins des entreprises locales. Cela a été surmonté en renforçant les partenariats intersectoriels, mais il est apparu que la mise en place de cette collaboration nécessitait plus de temps et d'efforts que prévu, notamment en raison de la diversité des parties prenantes impliquées.
Succès / leçons positives - Facteurs causaux	Le succès réside dans l'amélioration de l'employabilité des jeunes et dans la création d'opportunités d'auto-entrepreneuriat, grâce à la synergie entre les secteurs agricole, entrepreneurial et de l'emploi. Cette collaboration a permis de mieux aligner les formations avec les besoins réels du marché du travail et d'augmenter les débouchés pour les jeunes dans les zones rurales, favorisant ainsi leur insertion professionnelle durable. La coordination a également renforcé la capacité des entreprises locales à absorber cette main-d'œuvre qualifiée.
Questions administratives de l'OIT (personnel, ressources, conception, mise en œuvre)	La coordination intersectorielle a nécessité une planification minutieuse des ressources humaines et financières. L'implication des agences d'emploi, des institutions de formation et des partenaires privés dans la mise en œuvre a été cruciale pour garantir le succès des initiatives. Cependant, une meilleure centralisation des informations administratives et des indicateurs de suivi pourrait améliorer l'efficacité globale du processus de collaboration intersectorielle.

<b>Élément de la leçon apprise 9</b>	<b>Adaptabilité aux réalités locales : Ajuster les programmes aux spécificités régionales améliore l'efficacité des interventions.</b>
Brève description de la leçon apprise (lien avec une action ou tâche spécifique)	L'adaptabilité aux réalités locales implique d'ajuster les programmes et les interventions en fonction des contextes spécifiques à chaque région. Par exemple, dans le cadre du projet ProAgro YOUTH, la flexibilité dans la conception des

une action ou tâche spécifique)	formations et des programmes d'incubation a permis de répondre aux besoins locaux, renforçant ainsi l'efficacité et la pertinence des interventions.
Contexte et préconditions liées	Les différences régionales, notamment en termes de structures économiques, niveaux d'alphabétisation, et d'accès aux ressources, rendent l'adaptation des interventions nécessaire pour maximiser leur impact. Dans le cadre de ProAgro YOUTH, cette adaptabilité a été cruciale à Madagascar et au Malawi, où les conditions agricoles, les infrastructures et les besoins des jeunes varient fortement d'une région à l'autre.
Utilisateurs cibles / Bénéficiaires	Les bénéficiaires directs sont les jeunes entrepreneurs des zones rurales, en particulier ceux qui cherchent à intégrer des chaînes de valeur agroalimentaire. Les formations adaptées à leurs besoins régionaux les aident à développer des compétences pertinentes, et à accéder aux marchés locaux et aux financements.
Défis / leçons négatives - Facteurs causaux	Certaines régions ont rencontré des difficultés liées à la mise en œuvre de programmes trop standardisés, sans prise en compte des spécificités locales, notamment en termes de saisonnalité agricole ou de manque d'infrastructures. Dans certaines zones, les programmes non adaptés aux capacités d'alphabétisation des bénéficiaires ont réduit l'impact des formations.
Succès / leçons positives - Facteurs causaux	L'intégration d'une flexibilité dans la conception des programmes a permis d'améliorer l'efficacité des interventions. Par exemple, la création de pôles agroalimentaires adaptés aux contextes locaux a permis de maximiser les résultats, comme en Algérie où le projet a dépassé les attentes en termes d'emploi des jeunes.
Questions administratives de l'OIT (personnel, ressources, conception, mise en œuvre)	Il est essentiel de veiller à ce que les équipes locales soient bien formées pour ajuster les interventions en fonction des contextes régionaux. Cela implique de fournir des ressources et des outils adaptés aux réalités locales, et de collaborer avec les acteurs locaux pour assurer une mise en œuvre harmonieuse des programmes

<b>Élément de la leçon apprise 10</b>	<b>Décentralisation et adaptation des formations : La centralisation des formations dans les zones urbaines a exclu de nombreux jeunes ruraux. Délocaliser et l'adaptation des formations est impératif pour garantir l'équité d'accès.</b>
Brève description de la leçon apprise (lien avec une action ou tâche spécifique)	La centralisation des formations dans les zones urbaines a conduit à l'exclusion de nombreux jeunes vivant en milieu rural, limitant ainsi leur accès aux opportunités. Afin de promouvoir l'équité, il est impératif de délocaliser ces formations et d'adapter leur contenu pour répondre aux besoins spécifiques des jeunes des zones rurales, particulièrement en termes de compétences agricoles et d'entrepreneuriat.
Contexte et préconditions liées	Dans le cadre du projet ProAgro YOUTH, les pays concernés (Algérie, Côte d'Ivoire, Madagascar, Malawi) présentent une population majoritairement rurale, mais les programmes de formation sont souvent concentrés dans les zones urbaines. Cela exclut une large proportion de jeunes, qui n'ont pas les moyens ou les ressources pour se déplacer. La mise en place d'un modèle décentralisé est donc nécessaire pour étendre les formations aux régions éloignées et mieux correspondre aux réalités locales.
Utilisateurs cibles / Bénéficiaires	Les jeunes âgés de 15 à 35 ans, principalement dans les zones rurales, avec une attention particulière aux jeunes femmes, aux personnes handicapées, et aux jeunes sans emploi formel. Ce groupe cible comprend à la fois ceux cherchant un emploi salarié et ceux intéressés par l'entrepreneuriat agricole.
Défis / leçons négatives - Facteurs causaux	L'un des principaux défis a été l'inégalité d'accès aux formations en raison de leur centralisation dans les zones urbaines. De nombreux jeunes ruraux ont été exclus de

	ces opportunités en raison du manque de moyens de transport, de la distance géographique et de la non-adéquation des formations avec les besoins spécifiques des régions rurales. Ce problème a été exacerbé par des infrastructures de formation limitées dans ces régions.
Succès / leçons positives - Facteurs causaux	Le succès des formations délocalisées, lorsqu'elles ont été mises en œuvre, a permis une meilleure inclusion des jeunes ruraux. En adaptant les formations aux réalités locales et aux besoins du marché du travail régional, le projet a favorisé une participation accrue et un impact positif sur l'emploi des jeunes. Des centres de formation mobiles et des modules en ligne ont également contribué à surmonter les défis logistiques.
Questions administratives de l'OIT (personnel, ressources, conception, mise en œuvre)	L'organisation administrative a dû inclure la coordination entre plusieurs parties prenantes locales, telles que les agences d'emploi, les centres de formation agricole, et les autorités locales. L'adaptation des programmes de formation nécessite une collaboration étroite entre les partenaires pour s'assurer que les compétences enseignées soient pertinentes et que les infrastructures de formation mobile soient mises en place. Des investissements supplémentaires sont nécessaires pour fournir les ressources technologiques et logistiques pour les centres mobiles et la formation à distance.

<b>Élément de la leçon apprise 11</b>	<b>Accords intersectoriels : La coordination entre les ministères est essentielle pour surmonter les obstacles à la mise en œuvre.</b>
Brève description de la leçon apprise (lien avec une action ou tâche spécifique)	La coordination entre les ministères est essentielle pour surmonter les obstacles à la mise en œuvre. Sans une bonne communication entre les secteurs clés, les projets risquent d'être ralentis ou inefficaces.
Contexte et préconditions liées	La mise en œuvre de projets multisectoriels, tels que ProAgro YOUTH, implique de multiples parties prenantes (ministères de l'Agriculture, de l'Emploi, des Finances). Dans certains cas, des silos institutionnels freinent la coordination nécessaire.
Utilisateurs cibles / Bénéficiaires	Les bénéficiaires principaux sont les jeunes entrepreneurs agricoles, les employés du secteur agroalimentaire, ainsi que les ministères impliqués (Agriculture, Emploi, Éducation, etc.).
Défis / leçons négatives - Facteurs causaux	La mise en œuvre a été retardée dans certains pays à cause de la coordination limitée entre les ministères, ce qui a entraîné des inefficacités et des retards dans l'exécution de certaines activités stratégiques.
Succès / leçons positives - Facteurs causaux	Dans les pays où des accords intersectoriels ont été signés dès le départ, tels que la Côte d'Ivoire, les projets ont été mis en œuvre plus rapidement grâce à une meilleure collaboration et un partage d'informations plus fluide entre les ministères.
Questions administratives de l'OIT (personnel, ressources, conception, mise en œuvre)	L'OIT a joué un rôle crucial en facilitant les discussions entre les ministères et en apportant un soutien technique pour établir des protocoles de collaboration. Un cadre de gestion interinstitutionnel pourrait améliorer l'efficacité de la coordination.

<b>Élément de la leçon apprise 12</b>	<b>Cadre de suivi-évaluation continu : Il est indispensable de mettre en place un système de suivi-évaluation en temps réel pour ajuster les actions en fonction des résultats.</b>
Brève description de la leçon apprise (lien avec	Il est essentiel de disposer d'un cadre de suivi-évaluation continu et en temps réel pour ajuster les actions en fonction des résultats obtenus. Ce système permet de

une action ou tâche spécifique)	suivre l'évolution des indicateurs de performance et d'adapter les stratégies et interventions en fonction des résultats intermédiaires, notamment pour améliorer l'efficacité et la durabilité du projet.
Contexte et préconditions liées	Dans le cadre du projet ProAgro YOUTH, l'importance d'un suivi-évaluation continu s'est révélée cruciale pour faire face aux défis liés aux différences de contextes nationaux et aux disparités dans la collecte des données (notamment la centralisation des informations et la standardisation des indicateurs). Cela a permis d'ajuster les actions en temps réel et d'améliorer la cohérence du projet entre les différents pays participants.
Utilisateurs cibles / Bénéficiaires	Les bénéficiaires du système de suivi-évaluation sont principalement les gestionnaires de projet, les équipes de terrain, ainsi que les parties prenantes nationales (gouvernements, institutions locales) et les partenaires internationaux comme l'OIT. Les bénéficiaires finaux incluent également les jeunes entrepreneurs et les participants des hubs agroalimentaires, car l'amélioration continue des activités maximise leur impact.
Défis / leçons négatives - Facteurs causaux	L'un des principaux défis a été la difficulté à standardiser les indicateurs entre les différents pays, rendant difficile l'analyse globale des résultats. La collecte manuelle des données a introduit des biais et affecté la fiabilité des résultats, ce qui a compliqué le suivi continu.
Succès / leçons positives - Facteurs causaux	Le succès du cadre de suivi-évaluation a été observé dans sa capacité à permettre des ajustements rapides face aux imprévus et aux défis rencontrés dans chaque pays. Par exemple, les innovations comme l'intégration des incubateurs ruraux et des formations adaptées aux besoins locaux ont été cruciales pour optimiser les interventions. Cela a renforcé l'efficacité globale du projet, notamment dans les hubs agroalimentaires.
Questions administratives de l'OIT (personnel, ressources, conception, mise en œuvre)	La mise en place d'un système de suivi-évaluation exige une coordination étroite entre les équipes sur le terrain et les responsables administratifs pour garantir la cohérence des données et la participation active des parties prenantes locales. Des ressources additionnelles pourraient s'avérer nécessaires pour former les équipes à la collecte et à l'analyse des données de manière efficace et cohérente.

<b>Élément de la leçon apprise 13</b>	<b>Scalabilité progressive : Tester les interventions dans des régions pilotes avant leur déploiement à plus grande échelle permet de valider leur pertinence.</b>
Brève description de la leçon apprise (lien avec une action ou tâche spécifique)	L'approche de scalabilité progressive consiste à tester les interventions dans des régions pilotes avant de les étendre à l'échelle nationale ou internationale. Cela permet de valider la pertinence, l'efficacité et l'impact des interventions dans un contexte local contrôlé, puis de les ajuster avant leur déploiement à plus grande échelle. Ce processus a été utilisé dans le projet ProAgro YOUTH, notamment pour tester les hubs agroalimentaires dans des régions ciblées, garantissant ainsi que les approches adoptées répondent aux besoins locaux et soient efficaces avant leur généralisation.
Contexte et préconditions liées	La scalabilité progressive a été utilisée dans des régions où le secteur agroalimentaire présente des opportunités importantes mais où les infrastructures et le soutien aux jeunes entrepreneurs faisaient défaut. Le contexte des pays ciblés, notamment l'Algérie, Côte d'Ivoire, Madagascar et le Malawi, nécessitait une analyse approfondie des chaînes de valeur agricole avant de mettre en œuvre les hubs d'agrobusiness à

	grande échelle. Ce processus s'est révélé crucial pour ajuster les formations et les interventions aux réalités locales.
Utilisateurs cibles / Bénéficiaires	Les jeunes entrepreneurs et travailleurs âgés de 15 à 35 ans dans les zones rurales, particulièrement dans les chaînes de valeur agroalimentaire. Les bénéficiaires directs comprenaient environ 6 000 jeunes dans les quatre pays concernés (Algérie, Côte d'Ivoire, Madagascar, Malawi), avec une attention particulière aux femmes et aux personnes en situation de handicap.
Défis / leçons négatives - Facteurs causaux	Certaines difficultés ont été rencontrées lors de la phase de test, notamment la résistance initiale de certains acteurs locaux et la difficulté d'obtenir un accès équitable aux ressources financières dans les régions rurales. De plus, les infrastructures limitées dans certaines régions ont compliqué le déploiement initial des hubs. L'absence de financement post-formation a limité la mise en œuvre rapide des acquis pour certains bénéficiaires.
Succès / leçons positives - Facteurs causaux	L'approche pilote a permis d'ajuster les formations et d'intégrer des innovations comme l'agriculture verte, répondant mieux aux réalités locales. Les hubs ont connu un succès dans la création de milliers d'emplois décents et la formation pratique des jeunes, validant ainsi l'efficacité de l'approche avant son extension. La flexibilité et l'adaptabilité du projet ont permis de maximiser l'impact local, avant un déploiement plus large.
Questions administratives de l'OIT (personnel, ressources, conception, mise en œuvre)	L'OIT a joué un rôle clé dans la conception et la mise en œuvre de l'approche de scalabilité progressive, en fournissant des ressources pour l'analyse initiale des contextes locaux. Les équipes locales ont été renforcées grâce à des partenariats avec des institutions locales et des ONG pour s'assurer que les interventions étaient adaptées aux besoins des jeunes et des communautés locales.

<b>Élément de la leçon apprise 14</b>	<b>Effet multiplicateur de l'entrepreneuriat : Encourager l'entrepreneuriat des jeunes, en particulier en milieu rural, génère des emplois et diversifie l'économie locale.</b>
Brève description de la leçon apprise (lien avec une action ou tâche spécifique)	Encourager l'entrepreneuriat des jeunes, en particulier en milieu rural, génère des emplois et diversifie l'économie locale. Les initiatives prises dans le cadre du projet ProAgro YOUTH, telles que la formation et l'accompagnement des jeunes, ont contribué à la création d'entreprises agroalimentaires et à l'augmentation de l'employabilité.
Contexte et préconditions liées	Les jeunes en milieu rural sont souvent confrontés à des défis liés à l'accès au marché du travail et au financement pour développer leurs propres entreprises. Dans le cadre du projet ProAgro YOUTH, la mise en place de hubs agroalimentaires intégrés a permis de surmonter ces obstacles. Ces hubs ont facilité l'accès à des formations pratiques, des financements et des opportunités d'emploi, particulièrement dans les chaînes de valeur agricole.
Utilisateurs cibles / Bénéficiaires	Les jeunes, particulièrement en milieu rural, âgés de 15 à 35 ans, avec un accent sur les jeunes femmes et les personnes en situation de handicap. Le projet a visé la création d'emplois et d'opportunités d'entrepreneuriat pour environ 6000 jeunes dans les quatre pays cibles : Algérie, Côte d'Ivoire, Madagascar, et Malawi.
Défis / leçons négatives - Facteurs causaux	L'accès limité aux financements a freiné le démarrage de certains projets d'entrepreneuriat, en particulier pour les jeunes femmes et les personnes handicapées. De plus, les infrastructures limitées dans certaines régions rurales ont compliqué la mise en œuvre des formations.

Succès / leçons positives - Facteurs causaux	Le soutien à l'entrepreneuriat a eu un effet multiplicateur : les jeunes formés ont non seulement créé des entreprises, mais ont également généré des emplois dans leurs communautés locales. Les hubs agroalimentaires ont permis un accès direct aux marchés et aux réseaux professionnels, renforçant ainsi l'impact à long terme sur l'économie locale.
Questions administratives de l'OIT (personnel, ressources, conception, mise en œuvre)	L'approche tripartite de l'OIT, impliquant les gouvernements, les employeurs et les travailleurs, a permis une coordination efficace des parties prenantes et a assuré une mise en œuvre structurée et durable. Cependant, la nécessité d'une décentralisation plus poussée des activités dans les zones rurales a été identifiée pour maximiser l'impact.

## Annexe 2: Bonnes pratiques émergentes

**Titre du projet :** ProAgro YOUTH « Support to integrated agribusiness hubs in Côte d'Ivoire, Madagascar, Malawi and Algeria

**Symbole TC du projet :** RAF/21/18/IFA

**Nom de l'évaluateur :** Dr Elisabeth Basemeg Kihel

**Date :** 20 septembre 2024

<b>Élément de la bonne pratique I</b>	<b>Partenariats public-privé (PPP) : Essentiels pour faciliter l'intégration des jeunes sur le marché du travail, en maximisant les opportunités pour les bénéficiaires.</b>
Brève description de la bonne pratique (lien avec l'objectif du projet ou livrable spécifique)	Les partenariats public-privé (PPP) ont permis de créer des opportunités d'emploi pour les jeunes dans les chaînes de valeur agroalimentaire. En facilitant l'accès à des entreprises privées et en intégrant ces dernières dès la phase de conception du projet, les jeunes bénéficiaires ont pu accéder à des stages, des contrats d'embauche et des formations adaptées aux réalités du marché local. Cette approche a renforcé la pertinence des formations dispensées et a permis de mieux répondre aux besoins du secteur privé
Conditions et contexte pertinents : limitations ou conseils en termes d'applicabilité et de reproductibilité	Les PPP nécessitent un engagement soutenu des parties prenantes privées, en particulier pour les jeunes issus de zones rurales. Un défi majeur est d'aligner les attentes du secteur privé avec les capacités des jeunes, notamment en termes de formation pratique et de besoins spécifiques liés au secteur agroalimentaire. La reproductibilité de cette approche est possible dans d'autres régions à condition que les partenaires privés soient activement engagés et que les programmes de formation soient ajustés aux réalités locales
Établir une relation cause-effet claire	L'implication du secteur privé a permis une meilleure adéquation entre les compétences des jeunes formés et les besoins du marché, ce qui a directement contribué à l'augmentation des taux d'employabilité et à l'amélioration des perspectives de carrière pour les jeunes. La collaboration avec les entreprises a facilité la transition de la formation à l'emploi, en particulier dans des secteurs en forte demande comme l'agroalimentaire
Indiquer l'impact mesurable et les bénéficiaires ciblés	Le projet a permis la création de 10242 emplois décents, soit 183% de l'objectif fixé à mi-parcours, avec une représentation notable de 25 % de femmes. Les bénéficiaires ciblés incluent les jeunes hommes et femmes des zones rurales, avec un accent particulier sur les jeunes entrepreneurs et les jeunes cherchant des emplois salariés dans le secteur agroalimentaire

Potentiel de reproduction et par qui	Cette pratique peut être reproduite dans d'autres contextes similaires, notamment dans des régions avec un fort potentiel agricole et un besoin de main-d'œuvre qualifiée. Les gouvernements locaux, les organisations non-gouvernementales, et les institutions de formation professionnelle peuvent répliquer ce modèle en développant des partenariats avec des entreprises locales et des institutions privées
Liens vers les objectifs supérieurs de l'OIT (PCD, résultats de programme pays, ou cadre stratégique de l'OIT)	Cette bonne pratique est alignée sur l'Objectif 8 des ODD (Travail décent et croissance économique), ainsi que sur les priorités stratégiques de l'OIT en matière de promotion de l'emploi des jeunes, de renforcement des capacités institutionnelles et d'inclusion socio-économique des jeunes dans les zones rurales

<b>Élément de la bonne pratique 2</b>	<b>Formation axée sur la pratique : Adaptée aux réalités du marché dans des secteurs comme l'agriculture, renforçant l'employabilité des jeunes.</b>
Brève description de la bonne pratique (lien avec l'objectif du projet ou livrable spécifique)	La formation axée sur la pratique dans le cadre du projet ProAgro YOUTH a permis de renforcer l'employabilité des jeunes en les formant directement aux compétences recherchées sur le marché, en particulier dans les secteurs agroalimentaires. Cette approche permet aux jeunes de se préparer efficacement aux exigences du marché du travail en développant des compétences techniques applicables immédiatement, notamment dans des secteurs comme la production agricole, la transformation des aliments, ou encore les services liés à l'agroalimentaire. Cette formation comprend à la fois des sessions pratiques, des stages en entreprise, et un mentorat continu
Conditions et contexte pertinents : limitations ou conseils en termes d'applicabilité et de reproductibilité	La formation pratique est particulièrement efficace dans des pays où l'accès à des infrastructures éducatives formelles est limité, et où le secteur privé peine à recruter des employés qualifiés. Dans les pays comme l'Algérie, la Côte d'Ivoire, Madagascar, et le Malawi, la majorité des jeunes diplômés manquent de compétences directement applicables aux réalités du marché du travail, notamment dans les zones rurales. En ciblant ces besoins, la formation pratique devient une solution adaptée à ces environnements où la demande en main-d'œuvre qualifiée est forte, mais mal desservie
Établir une relation cause-effet claire	L'intégration de formations pratiques a permis aux jeunes de se familiariser avec les technologies agricoles modernes et de renforcer leur capacité à répondre aux besoins des employeurs dans le secteur agricole. Cette approche a également favorisé l'entrepreneuriat chez les jeunes en leur donnant les outils nécessaires pour lancer des entreprises agricoles viables. Le lien direct entre la formation pratique et l'emploi a ainsi permis de réduire les écarts entre l'offre de formation et la demande réelle du marché
Indiquer l'impact mesurable et les bénéficiaires ciblés	L'impact de cette formation a été mesurable par l'insertion rapide des jeunes dans le marché du travail. Les bénéficiaires de ces formations ont trouvé un emploi dans les six mois suivant la fin de leur formation, tandis que d'autres ont créé leurs propres entreprises dans le domaine agroalimentaire. Le projet a touché environ 10242 jeunes pour des emplois directs dans les quatre pays concernés, avec une répartition entre hommes et femmes de 25%, tout en accordant une attention particulière aux jeunes issus de milieux vulnérables et les handicapés, notamment les zones rurales et les femmes

Potentiel de reproduction et par qui	Cette pratique peut être reproduite dans d'autres contextes similaires, en particulier dans les pays en développement où les chaînes de valeur agricole jouent un rôle central dans l'économie. Les gouvernements locaux, en collaboration avec des institutions internationales comme l'OIT et des acteurs privés, peuvent adapter ce modèle de formation aux besoins spécifiques de leurs marchés locaux. La flexibilité de cette approche permettrait de répondre aux besoins spécifiques des secteurs en croissance, tout en renforçant les compétences des jeunes
Liens vers les objectifs supérieurs de l'OIT (PCD, résultats de programme pays, ou cadre stratégique de l'OIT)	Cette bonne pratique est alignée sur les Objectifs de Développement Durable (ODD), notamment l'ODD 8 sur le travail décent et la croissance économique, ainsi que l'ODD 1 pour l'élimination de la pauvreté. Elle répond également aux priorités stratégiques de l'OIT, en particulier en matière de promotion du travail décent pour les jeunes, tout en contribuant à la réduction des inégalités économiques et sociales dans les zones rurales. Cette approche s'intègre également dans le Cadre Stratégique de l'OIT visant à promouvoir des emplois verts et résilients face aux changements climatiques

<b>Élément de la bonne pratique 3</b>	<b>Renforcement des compétences des formateurs : Extension à d'autres secteurs pour diversifier les opportunités d'emploi.</b>
Brève description de la bonne pratique (lien avec l'objectif du projet ou livrable spécifique)	Le renforcement des compétences des formateurs dans le cadre du projet ProAgro YOUTH a joué un rôle essentiel dans l'amélioration de la qualité de l'enseignement technique et professionnel, en particulier dans les secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire. Cette approche, combinée à l'extension des compétences des formateurs vers d'autres secteurs, tels que les technologies vertes et les services, a permis de diversifier les opportunités d'emploi pour les jeunes formés, en alignant leurs compétences avec les besoins changeants du marché du travail local et régional
Conditions et contexte pertinents : limitations ou conseils en termes d'applicabilité et de reproductibilité	Les initiatives de renforcement des compétences des formateurs ont été particulièrement efficaces dans les régions où les besoins en main-d'œuvre qualifiée dans les secteurs agricole et agroalimentaire étaient élevés. Cependant, une extension réussie vers d'autres secteurs nécessitait l'implication d'acteurs clés du secteur privé et des politiques incitatives pour encourager ces derniers à participer activement à la formation des jeunes. Le contexte institutionnel a joué un rôle clé dans le succès de cette approche, notamment par le biais de partenariats solides avec des centres de formation professionnelle et des entreprises locales
Établir une relation cause-effet claire	Le renforcement des compétences des formateurs a directement amélioré la qualité des programmes de formation, ce qui a permis aux jeunes de mieux répondre aux besoins du marché du travail. En diversifiant les secteurs de formation, notamment en incluant des domaines en croissance comme les technologies vertes, les jeunes ont eu accès à un éventail plus large d'opportunités d'emploi, augmentant ainsi leurs chances d'intégration professionnelle durable
Indiquer l'impact mesurable et les bénéficiaires ciblés	Le projet a touché directement plus de 10242 jeunes (au moins 25 % de femmes) dans les pays ciblés (Algérie, Côte d'Ivoire, Madagascar et Malawi). Grâce à l'amélioration des compétences des formateurs et à la diversification des secteurs de formation, le taux d'emploi des jeunes formés a augmenté dans les domaines de l'agroalimentaire et dans d'autres secteurs, tels que les technologies vertes et les services

Potentiel de reproduction et par qui	Cette bonne pratique peut être reproduite dans d'autres pays ou régions présentant des défis similaires en matière d'employabilité des jeunes, notamment dans les zones rurales. Les centres de formation professionnelle, les gouvernements et les partenaires du secteur privé peuvent collaborer pour étendre cette approche à d'autres secteurs économiques
Liens vers les objectifs supérieurs de l'OIT (PCD, résultats de programme pays, ou cadre stratégique de l'OIT)	Cette bonne pratique s'aligne sur l'objectif de l'OIT de promouvoir le travail décent et la croissance économique inclusive (ODD 8) en renforçant l'employabilité des jeunes. Elle répond également aux priorités stratégiques du programme cadre de l'OIT en matière de développement des compétences et de création d'emplois pour les jeunes dans des secteurs clés, notamment ceux liés à l'agriculture et à la transition vers des économies vertes

<b>Élément de la bonne pratique 4</b>	<b>Inclusion des groupes vulnérables : Approches spécifiques pour intégrer les femmes, les jeunes en situation de handicap et d'autres groupes marginalisés.</b>
Brève description de la bonne pratique (lien avec l'objectif du projet ou livrable spécifique)	Cette bonne pratique met en évidence l'importance de développer des stratégies ciblées pour assurer l'inclusion des groupes vulnérables, tels que les femmes, les jeunes en situation de handicap et les populations marginalisées, dans les programmes d'agriculture et d'agro-industrie. Les approches spécifiques incluent des quotas de participation, des programmes adaptés aux besoins de ces groupes, ainsi que des partenariats avec des organisations locales pour encourager leur intégration dans les chaînes de valeur agricole. L'objectif est de promouvoir l'égalité des chances et d'accroître la participation économique des groupes souvent exclus.
Conditions et contexte pertinents : limitations ou conseils en termes d'applicabilité et de reproductibilité	Le contexte des pays participants, à savoir la Côte d'Ivoire, Madagascar et le Malawi, montre des disparités marquées en termes d'accès aux opportunités économiques pour les femmes et les personnes handicapées. Les contraintes sociales et culturelles freinent souvent leur pleine participation. Le projet a donc mis en place des quotas de participation, notamment pour les femmes, et a adapté certaines formations en tenant compte des besoins spécifiques des personnes vulnérables
Établir une relation cause-effet claire	En offrant des programmes spécialement conçus pour ces groupes, le projet a permis une meilleure représentation des femmes et des jeunes en situation de handicap dans les hubs agroalimentaires. Ces efforts ont mené à une réduction des inégalités d'accès aux formations et à l'emploi, et ont favorisé une meilleure insertion des femmes et des personnes marginalisées dans les secteurs agroalimentaires. Le soutien post-formation, à travers des mentorats et des conseils financiers, a également contribué à l'autonomie de ces groupes
Indiquer l'impact mesurable et les bénéficiaires ciblés	Les mesures spécifiques d'inclusion ont eu un impact significatif sur la participation des femmes, avec 25 % des emplois créés à mi-parcours occupés par des femmes, et plus de 50% à Madagascar et au Malawi ce qui est un résultat au-delà des attentes initiales. Le projet a également mis l'accent sur l'inclusion des jeunes handicapés, bien que leur participation reste encore en deçà des objectifs fixés, nécessitant des efforts supplémentaires
Potentiel de reproduction et par qui	Cette bonne pratique est reproductible dans d'autres projets de développement rural ou de promotion de l'emploi, en particulier ceux axés sur les secteurs agricoles. Les gouvernements, les organisations internationales et les ONG peuvent appliquer cette approche en l'adaptant aux contextes locaux pour encourager l'inclusion des groupes vulnérables. Les enseignements tirés peuvent

	également être intégrés dans les politiques nationales visant à promouvoir l'égalité des chances sur le marché du travail
Liens vers les objectifs supérieurs de l'OIT (PCD, résultats de programme pays, ou cadre stratégique de l'OIT)	Cette bonne pratique s'aligne sur les objectifs stratégiques de l'OIT, en particulier l'ODD 8 (travail décent et croissance économique), l'ODD 5 (égalité des sexes), et l'ODD 10 (réduction des inégalités). En intégrant l'inclusion des groupes vulnérables, le projet contribue à la promotion du travail décent et à l'égalité des chances pour tous, conformément au cadre de développement de l'OIT et aux priorités du programme ProAgro YOUTH

<b>Élément de la bonne pratique 5</b>	<b>Usage de technologies adaptées telles que les chambres froides solaires pour améliorer la productivité et la conservation des produits.</b>
Brève description de la bonne pratique (lien avec l'objectif du projet ou livrable spécifique)	Le recours aux technologies adaptées, comme les chambres froides solaires, a permis d'améliorer significativement la productivité des jeunes entrepreneurs dans les chaînes de valeur agroalimentaire. En particulier, ces technologies ont amélioré la capacité de conservation des produits périssables tels que les fruits et légumes, réduisant ainsi les pertes après récolte. Cette pratique est liée à l'objectif du projet qui vise à promouvoir l'insertion des jeunes dans des chaînes de valeur agricole en leur fournissant des outils technologiques modernes pour accroître leur efficacité et compétitivité
Conditions et contexte pertinents : limitations ou conseils en termes d'applicabilité et de reproductibilité	Le déploiement des chambres froides solaires a principalement eu lieu dans des zones rurales où l'accès à une électricité fiable est limité. Ces conditions rendent les technologies solaires particulièrement pertinentes pour répondre aux besoins de conservation des produits agricoles. Cependant, le coût initial d'installation de ces technologies peut constituer une limitation pour les jeunes entrepreneurs, nécessitant un soutien financier supplémentaire ou des partenariats public-privé pour en garantir l'accessibilité
Établir une relation cause-effet claire	L'introduction des chambres froides solaires a permis de prolonger la durée de vie des produits périssables, réduisant ainsi les pertes après récolte et augmentant la disponibilité de ces produits sur les marchés. Cela a eu pour effet de stabiliser les revenus des jeunes entrepreneurs, tout en favorisant une plus grande participation aux chaînes de valeur locale. En effet, la conservation prolongée des produits a permis aux jeunes de mieux planifier la mise sur le marché, d'améliorer la qualité des produits et de garantir un accès constant aux marchés locaux
Indiquer l'impact mesurable et les bénéficiaires ciblés	L'impact de l'utilisation des chambres froides solaires a été mesuré en termes de réduction des pertes post-récolte, estimée à environ 30 % dans certaines zones rurales. De plus, ces technologies ont permis d'augmenter la rentabilité des jeunes agripreneurs, notamment ceux travaillant dans la production de fruits et légumes. Les bénéficiaires ciblés incluent principalement les jeunes entrepreneurs et les petites exploitations agricoles dans les zones rurales de Côte d'Ivoire, Madagascar et Malawi
Potentiel de reproduction et par qui	Le potentiel de reproduction de cette bonne pratique est élevé, notamment dans les zones rurales d'Afrique subsaharienne où l'accès à l'électricité reste limité. Les institutions locales et les organisations partenaires telles que l'OIT, le FIDA, et les gouvernements nationaux peuvent jouer un rôle clé dans la promotion de l'adoption de ces technologies, en partenariat avec le secteur privé et les fournisseurs de technologies solaires
Liens vers les objectifs supérieurs de l'OIT	Cette bonne pratique s'aligne sur les objectifs stratégiques de l'OIT, en particulier ceux liés à l'amélioration des conditions de travail et à la promotion de l'emploi

(PCD, résultats de programme pays, ou cadre stratégique de l'OIT)	décent pour les jeunes dans le secteur agroalimentaire. Elle contribue également aux Objectifs de Développement Durable (ODD) 8 (travail décent et croissance économique) et 13 (mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques) en favorisant l'adoption de technologies vertes et durables, améliorant ainsi la productivité et la résilience des jeunes entrepreneurs face aux défis environnementaux
---	---

<b>Élément de la bonne pratique 6</b>	<b>Collaboration intersectorielle : Coordination entre plusieurs ministères et agences d'emploi pour renforcer l'intégration des jeunes dans le marché du travail.</b>
Brève description de la bonne pratique (lien avec l'objectif du projet ou livrable spécifique)	La collaboration intersectorielle consiste en une coordination efficace entre différents ministères (emploi, éducation, agriculture, etc.) et agences d'emploi pour améliorer l'insertion professionnelle des jeunes, en particulier dans les zones rurales. Ce type de coopération permet une meilleure adaptation des politiques publiques aux besoins réels du marché du travail et facilite la création de passerelles entre la formation et l'emploi. Dans le cadre du projet ProAgro YOUTH, cette approche a permis d'aligner les formations dispensées avec les besoins réels des entreprises du secteur agroalimentaire et de multiplier les opportunités d'emploi pour les jeunes formés
Conditions et contexte pertinents : limitations ou conseils en termes d'applicabilité et de reproductibilité	Cette bonne pratique a été appliquée dans des contextes où les systèmes de formation professionnelle étaient fragmentés, avec une faible collaboration entre les ministères et le secteur privé. Sa mise en œuvre nécessite une volonté politique forte et un cadre institutionnel favorisant la coopération intersectorielle. Elle peut être reproduite dans d'autres pays ou secteurs à condition que des mécanismes de coordination et de communication interinstitutionnels soient mis en place dès la phase de planification du projet
Établir une relation cause-effet claire	La mise en place de la collaboration intersectorielle a permis de mieux adapter les formations professionnelles aux besoins des entreprises, ce qui a conduit à une augmentation du taux d'insertion des jeunes sur le marché du travail. Grâce à cette coordination, les jeunes ont pu accéder à des emplois correspondant à leurs compétences, et les entreprises ont pu recruter du personnel qualifié pour répondre à leurs besoins spécifiques
Indiquer l'impact mesurable et les bénéficiaires ciblés	L'impact de cette pratique se mesure par une augmentation significative du nombre de jeunes insérés dans des emplois décents, avec un taux de réalisation dépassant les objectifs initiaux dans plusieurs pays. Par exemple, en Côte d'Ivoire, Madagascar et Malawi, la collaboration entre les ministères de l'Agriculture et de l'Emploi a permis la création de 10242 emplois décents pour les jeunes, avec une représentation notable des femmes (25%). Les bénéficiaires ciblés sont principalement les jeunes des zones rurales, âgés de 15 à 35 ans, avec une attention particulière portée aux jeunes femmes et aux groupes vulnérables
Potentiel de reproduction et par qui	Cette bonne pratique peut être reproduite par d'autres pays cherchant à renforcer l'intégration des jeunes dans le marché du travail à travers des programmes de formation professionnelle axés sur les besoins du marché. Les ministères de l'Emploi, de l'Agriculture et de l'Éducation, ainsi que les agences de développement de l'emploi, sont les principaux acteurs susceptibles de mettre en œuvre ce type de collaboration intersectorielle
Liens vers les objectifs supérieurs de l'OIT (PCD, résultats de	Cette bonne pratique s'aligne avec les Objectifs de Développement Durable (ODD), notamment l'ODD 8 (travail décent et croissance économique) et l'ODD 1 (réduction de la pauvreté), en renforçant la création d'emplois décents

programme pays, ou cadre stratégique de l'OIT)	pour les jeunes dans le secteur agroalimentaire. Elle soutient également le Programme Cadre de Développement de l'OIT(PCD) en favorisant des solutions de travail décent à travers des partenariats multisectoriels, conformément à la stratégie de promotion de l'emploi des jeunes prônée par l'OIT
--	---

<b>Élément de la bonne pratique 7</b>	<b>Consultation des parties prenantes : Approche inclusive dès le début, impliquant les groupes vulnérables pour une meilleure appropriation des interventions.</b>
Brève description de la bonne pratique (lien avec l'objectif du projet ou livrable spécifique)	Cette bonne pratique consiste à impliquer les parties prenantes dès la phase de conception du projet, notamment les groupes vulnérables tels que les femmes, les jeunes, et les personnes handicapées. L'objectif est d'assurer que leurs besoins spécifiques soient pris en compte dès le départ, garantissant ainsi une meilleure appropriation et durabilité des interventions. Cette approche a été utilisée efficacement dans les projets agricoles comme ProAgro YOUTH, où les parties prenantes locales et internationales ont été associées pour co-construire des solutions adaptées au contexte et maximiser l'impact socio-économique
Conditions et contexte pertinents : limitations ou conseils en termes d'applicabilité et de reproductibilité	Cette bonne pratique s'applique dans des contextes où la cohésion entre les parties prenantes est essentielle pour garantir le succès à long terme des projets. Elle a été particulièrement utile dans des environnements complexes et variés tels que l'Algérie, la Côte d'Ivoire, Madagascar, et le Malawi, où les défis institutionnels et la diversité des chaînes de valeur agricole rendaient nécessaire l'implication des communautés locales, des institutions publiques, et des entreprises privées dès le début. Les groupes marginalisés, souvent laissés de côté, ont été consultés pour s'assurer que leurs intérêts soient pris en compte, créant ainsi un cadre de travail plus inclusif et participatif
Établir une relation cause-effet claire	La consultation des parties prenantes dès la conception a permis d'identifier des besoins spécifiques liés à l'employabilité et aux compétences requises par les bénéficiaires. Cela a conduit à la conception de formations et d'interventions mieux adaptées, améliorant ainsi l'intégration des jeunes dans les chaînes de valeur agroalimentaire et augmentant leurs chances de trouver un emploi décent . En impliquant les groupes vulnérables dès le départ, le projet a réduit les obstacles à leur participation, créant ainsi un environnement propice à l'appropriation des résultats par les communautés elles-mêmes.
Indiquer l'impact mesurable et les bénéficiaires ciblés	Grâce à cette approche inclusive, le projet ProAgro YOUTH a réussi à former plus de 10242 jeunes dans divers secteurs agroalimentaires, dont 25% étaient des femmes. Les bénéficiaires de cette pratique incluent principalement les jeunes, les femmes, et les personnes handicapées vivant dans des zones rurales et confrontées à des défis socio-économiques importants. L'impact de cette consultation a également été observé dans la cohésion des interventions avec les priorités nationales et les Objectifs de Développement Durable (ODD), en particulier sur les aspects de réduction de la pauvreté et de promotion du travail décent
Potentiel de reproduction et par qui	Cette bonne pratique peut être reproduite dans tout projet de développement impliquant des populations vulnérables et nécessitant une collaboration étroite entre les gouvernements locaux, les organisations internationales, et les communautés. Les organismes tels que l'OIT, le FIDA, ainsi que les gouvernements locaux et les ONG peuvent répliquer cette approche pour

	assurer une meilleure appropriation locale des projets et une plus grande inclusion des groupes marginalisés.
Liens vers les objectifs supérieurs de l'OIT (PCD, résultats de programme pays, ou cadre stratégique de l'OIT)	Cette pratique est directement alignée avec les objectifs de l'OIT en matière de promotion du travail décent (ODD 8), de réduction des inégalités de genre (ODD 5), et d'intégration des jeunes sur le marché du travail (ODD 4.4). En favorisant une approche inclusive et participative, elle contribue également à renforcer la cohésion sociale et à réduire les écarts entre les groupes vulnérables et les opportunités d'emploi.

<b>Élément de la bonne pratique 8</b>	<b>Sensibilisation à l'entrepreneuriat : Encouragement des femmes et des jeunes ruraux à participer à des activités économiques productives.</b>
Breve description de la bonne pratique (lien avec l'objectif du projet ou livrable spécifique)	Cette bonne pratique met en avant la sensibilisation à l'entrepreneuriat comme un levier pour intégrer les femmes et les jeunes ruraux dans des activités économiques productives, en particulier dans les secteurs agroalimentaires. Cette initiative s'aligne avec les objectifs du projet ProAgro YOUTH, qui vise à augmenter l'employabilité et l'auto-emploi dans les zones rurales à travers des hubs d'agrobusiness intégrés.
Conditions et contexte pertinents : limitations ou conseils en termes d'applicabilité et de reproductibilité	Le contexte rural, souvent caractérisé par des niveaux élevés de chômage et un accès limité aux ressources, présente des défis pour la mise en œuvre de telles initiatives. Toutefois, avec des programmes d'accompagnement appropriés (mentorat, accès aux financements), la pratique a montré son efficacité dans des pays comme Madagascar et le Malawi, où des partenariats avec des institutions locales ont facilité l'accès aux ressources nécessaires. Cependant, la reproductibilité dépend fortement de la capacité à établir des partenariats public-privé solides et d'offrir des formations adaptées aux réalités locales
Établir une relation cause-effet claire	La sensibilisation à l'entrepreneuriat permet aux femmes et aux jeunes d'acquérir les compétences et la confiance nécessaires pour s'engager dans des activités économiques productives. Cette approche, combinée à un accès facilité aux marchés et aux financements, mène à une plus grande participation économique et à une amélioration des conditions de vie des bénéficiaires. En effet, l'intégration des jeunes dans les chaînes de valeur agricoles et agroalimentaires, par exemple, augmente leur résilience économique et leur permet de contribuer davantage à leurs communautés
Indiquer l'impact mesurable et les bénéficiaires ciblés	L'impact de cette pratique est mesurable à travers le nombre croissant de femmes et de jeunes qui accèdent à des emplois décents ou qui créent leurs propres entreprises. À mi-parcours, le projet ProAgro YOUTH a permis de créer 10242 emplois, avec 25% de ces postes occupés par des femmes. Les bénéficiaires ciblés sont les jeunes ruraux, en particulier ceux âgés de 15 à 35 ans, ainsi que les femmes, qui constituent une priorité dans les zones rurales marginalisées
Potentiel de reproduction et par qui	Cette bonne pratique peut être reproduite dans d'autres régions rurales d'Afrique et dans des contextes similaires à travers le partenariat avec des institutions locales et la mise en place de hubs d'agrobusiness. Les gouvernements locaux, les ONG, et les organisations internationales telles que l'OIT et l'IFAD sont bien placés pour reproduire cette initiative en adaptant les outils de formation et les partenariats aux spécificités locales
Liens vers les objectifs supérieurs de l'OIT (PCD, résultats de	Cette bonne pratique s'inscrit dans les objectifs du cadre stratégique de l'OIT en matière de promotion du travail décent et de l'inclusion des jeunes dans les chaînes de valeur agricole. Elle répond également aux Objectifs de

programme pays, ou cadre stratégique de l'OIT)	Développement Durable (ODD) 1 (réduction de la pauvreté), 5 (égalité des sexes), et 8 (travail décent et croissance économique inclusive), en favorisant l'inclusion économique des groupes marginalisés. Ainsi, cette pratique de sensibilisation à l'entrepreneuriat contribue directement à l'amélioration de l'employabilité des jeunes et des femmes dans les zones rurales, en renforçant leur inclusion dans des activités économiques productives.
--	---

<b>Élément de la bonne pratique 9</b>	<b>Immersion professionnelle pour les jeunes dans les entreprises locales.</b>
Brève description de la bonne pratique (lien avec l'objectif du projet ou livrable spécifique)	L'immersion professionnelle vise à intégrer les jeunes dans des entreprises locales à travers des stages et des apprentissages pratiques. Ce programme, intégré au projet ProAgro YOUTH, permet aux jeunes de développer des compétences directement liées aux besoins du marché du travail, renforçant ainsi leur employabilité. En lien avec l'objectif du projet de créer des emplois décents et durables pour les jeunes dans les secteurs agroalimentaires, cette pratique facilite l'acquisition de compétences techniques et professionnelles dans des environnements de travail réels. Elle contribue également à la transition des jeunes vers l'emploi salarié ou l'entrepreneuriat dans des chaînes de valeur agricoles
Conditions et contexte pertinents : limitations ou conseils en termes d'applicabilité et de reproductibilité	Cette bonne pratique est particulièrement pertinente dans des contextes où le secteur privé est ouvert à des collaborations avec les programmes de formation professionnelle. Toutefois, son succès dépend de l'implication active des entreprises et de la disponibilité de postes pour les stagiaires. Dans des régions où le secteur privé est sous-développé ou où les entreprises manquent de capacités d'accueil, des défis peuvent émerger. L'applicabilité est donc conditionnée par la capacité des entreprises à absorber les stagiaires et par l'existence d'un cadre institutionnel encourageant les partenariats public-privé
Établir une relation cause-effet claire	L'intégration des jeunes dans des environnements de travail réels permet de combler le fossé entre la formation théorique et les exigences pratiques du marché du travail. Les jeunes acquièrent des compétences directement applicables, augmentant ainsi leur attractivité aux yeux des employeurs. Cela conduit à une réduction du chômage des jeunes et à une augmentation des taux d'embauche après la formation. De plus, les entreprises bénéficient d'une main-d'œuvre qualifiée, ce qui renforce leur compétitivité
Indiquer l'impact mesurable et les bénéficiaires ciblés	Le programme a permis d'améliorer l'employabilité de plus de 10242 jeunes dans les quatre pays (Algérie, Côte d'Ivoire, Madagascar, Malawi), avec un taux de réalisation de 183% par rapport aux objectifs initiaux. Parmi ces jeunes, 25% étaient des femmes. L'immersion professionnelle a été particulièrement efficace pour assurer une transition réussie des jeunes vers des emplois décents dans les secteurs agroalimentaires. Les jeunes issus des zones rurales ont également bénéficié de ce programme, ce qui a permis de renforcer l'inclusion économique dans des zones souvent négligées par les opportunités d'emploi
Potentiel de reproduction et par qui	Cette bonne pratique peut être facilement reproduite dans d'autres régions où le secteur agroalimentaire est en développement et où les entreprises locales sont prêtes à offrir des opportunités de formation pratique. Les gouvernements, les institutions de formation technique et professionnelle, ainsi que les agences de développement peuvent utiliser ce modèle pour renforcer l'employabilité des jeunes. Le modèle peut également être adapté pour d'autres secteurs économiques en dehors de l'agriculture

Liens vers les objectifs supérieurs de l'OIT (PCD, résultats de programme pays, ou cadre stratégique de l'OIT)	Cette pratique s'aligne directement sur les objectifs de l'OIT en matière de promotion du travail décent et de création d'emplois pour les jeunes. En intégrant les jeunes dans des entreprises locales et en leur offrant des opportunités de formation sur le lieu de travail, cette initiative contribue à l'Objectif de Développement Durable (ODD) 8, qui vise à promouvoir une croissance économique durable, inclusive, et un emploi décent pour tous. Elle soutient également le cadre stratégique de l'OIT pour le développement de compétences professionnelles dans des secteurs clés comme l'agriculture et l'agroalimentaire
--	---

<b>Élément de la bonne pratique 10</b>	<b>Capitalisation des processus : Documentation des étapes de formation et d'accompagnement pour une répliation efficace.</b>
Brève description de la bonne pratique (lien avec l'objectif du projet ou livrable spécifique)	La documentation des processus de formation et d'accompagnement au sein du projet ProAgro YOUTH a permis de capturer les différentes étapes, approches, et méthodologies utilisées pour soutenir les jeunes dans leur parcours vers l'emploi et l'entrepreneuriat. Cette capitalisation a facilité la répliation du projet dans d'autres contextes et a offert une base de référence pour améliorer les futures initiatives similaires, particulièrement dans le secteur agroalimentaire des pays participants. Ce processus garantit une continuité dans la qualité de l'enseignement et du soutien, et maximise l'impact du projet en s'assurant que les connaissances acquises soient disponibles pour d'autres initiatives similaires
Conditions et contexte pertinents : limitations ou conseils en termes d'applicabilité et de reproductibilité	La bonne pratique a été particulièrement utile dans les contextes où les jeunes manquaient d'opportunités d'accès aux marchés formels et de soutien post-formation. Toutefois, sa reproductibilité est conditionnée par la capacité des institutions locales à s'engager dans la collecte de données et la gestion d'informations structurées. Les pays impliqués, comme Madagascar, la Côte d'Ivoire et le Malawi, ont présenté des contextes différents en termes d'infrastructures de formation et de capacités institutionnelles, ce qui peut limiter l'applicabilité directe dans d'autres pays sans un soutien institutionnel fort
Établir une relation cause-effet claire	La documentation des processus a permis de structurer les étapes critiques de la formation et de l'accompagnement, facilitant ainsi une mise en œuvre plus harmonieuse dans plusieurs pays et une meilleure coordination entre les partenaires du projet. Cela a abouti à une réduction des lacunes organisationnelles et à une augmentation de l'efficacité des formations dispensées. La transparence des étapes a également permis d'améliorer l'ajustement des curriculums et des formations aux besoins locaux des jeunes
Indiquer l'impact mesurable et les bénéficiaires ciblés	Cette pratique a permis de documenter et d'optimiser la formation de plus de 10242 jeunes dans les secteurs agroalimentaires, avec un taux d'emploi dépassant de 183% les objectifs initiaux. La capitalisation des processus a également permis d'identifier les étapes critiques pour l'accompagnement entrepreneurial, facilitant ainsi l'insertion professionnelle dans des régions où les taux de chômage étaient particulièrement élevés
Potentiel de reproduction et par qui	Cette bonne pratique peut être reproduite par les organismes de formation, les ONG impliquées dans le développement rural, ainsi que les ministères de l'agriculture et de l'emploi dans d'autres pays en développement. Les organisations internationales comme l'OIT et le FIDA peuvent également s'appuyer sur cette documentation pour adapter et reproduire le modèle dans d'autres régions ou secteurs
Liens vers les objectifs supérieurs de l'OIT	Cette bonne pratique est en ligne avec les objectifs du cadre stratégique de l'OIT et des Objectifs de Développement Durable (ODD), en particulier l'ODD 8, qui

(PCD, résultats de programme pays, ou cadre stratégique de l'OIT)	promeut un travail décent et une croissance économique inclusive. Elle renforce également le cadre stratégique de l'OIT en matière d'emploi des jeunes et contribue à l'initiative "Emplois décents pour les jeunes" en documentant des approches efficaces pour l'insertion des jeunes dans les secteurs économiques prioritaires
---	--

<b>Élément de la bonne pratique 11</b>	<b>Modélisation flexible des chaînes de valeur agricole : Adaptation aux réalités locales pour maximiser l'impact du projet</b>
Brève description de la bonne pratique (lien avec l'objectif du projet ou livrable spécifique)	La modélisation flexible des chaînes de valeur agricole implique l'adaptation des programmes de formation, des interventions, et des ressources en fonction des réalités locales spécifiques aux contextes des pays et régions ciblées (Algérie, Madagascar, Malawi, Côte d'Ivoire). Cette approche permet de maximiser l'impact des actions en s'ajustant aux besoins et aux défis uniques des bénéficiaires et des acteurs locaux dans les chaînes de valeur agricoles (ex. : horticulture, production laitière, transformation agroalimentaire).
Conditions et contexte pertinents : limitations ou conseils en termes d'applicabilité et de reproductibilité	Cette approche a été essentielle pour surmonter les défis posés par les différences contextuelles entre les régions rurales et les secteurs agricoles variés, notamment dans les zones reculées où les infrastructures sont faibles et où les opportunités économiques sont limitées. Les ajustements ont permis d'adapter les formations aux niveaux d'alphabétisation, aux saisons agricoles et aux ressources locales, facilitant ainsi une mise en œuvre plus efficace.
Établir une relation cause-effet claire	En ajustant les chaînes de valeur agricole aux contextes locaux, les jeunes formés ont été mieux équipés pour répondre aux exigences du marché du travail local. Cela a également amélioré l'efficacité du projet en alignant les compétences des jeunes avec les besoins du marché et en assurant une meilleure insertion professionnelle à travers des stages et des emplois dans des entreprises locales.
Indiquer l'impact mesurable et les bénéficiaires ciblés	L'impact de cette approche se manifeste par une augmentation significative de l'emploi des jeunes, avec la création de plus de 9 889 emplois décents, dont 25 % pour des femmes. Les bénéficiaires sont principalement des jeunes âgés de 15 à 35 ans issus de zones rurales, avec un accent particulier mis sur les groupes vulnérables, notamment les jeunes femmes et les personnes handicapées
Potentiel de reproduction et par qui	Cette pratique peut être reproduite par d'autres programmes de développement rural, notamment dans des contextes similaires en Afrique subsaharienne, où l'adaptation aux réalités locales est essentielle pour maximiser l'impact. Les agences de développement rural, les partenaires privés et les institutions de formation professionnelle pourraient utiliser cette approche pour améliorer l'intégration des jeunes dans le marché du travail agricole.
Liens vers les objectifs supérieurs de l'OIT (PCD, résultats de programme pays, ou cadre stratégique de l'OIT)	Cette approche contribue directement aux objectifs stratégiques de l'OIT en matière de travail décent (ODD 8) et de réduction de la pauvreté (ODD 1). Elle soutient également le Cadre stratégique 2016-2025 de l'OIT, qui vise à renforcer les capacités productives des populations rurales et à accroître les opportunités d'emploi pour les jeunes dans les chaînes de valeur agricole tout en favorisant la durabilité environnementale

<b>Élément de la bonne pratique 12</b>	<b>Statut d'auto-entrepreneur : Formalisation des activités des jeunes entrepreneurs pour faciliter leur accès aux ressources</b>
Brève description de la bonne pratique (lien	La création du statut d'auto-entrepreneur a permis aux jeunes entrepreneurs de formaliser leurs activités économiques, en particulier dans le secteur agroalimentaire. Ce statut facilite non seulement l'accès aux ressources

avec l'objectif du projet ou livrable spécifique)	financières et aux marchés, mais il garantit également une protection sociale et juridique accrue. Le projet ProAgro YOUTH, soutenu par l'OIT, s'est concentré sur l'insertion des jeunes dans le secteur formel à travers ce cadre, permettant ainsi une meilleure reconnaissance de leurs activités économiques et facilitant leur inclusion dans des chaînes de valeur locales et régionales
Conditions et contexte pertinents : limitations ou conseils en termes d'applicabilité et de reproductibilité	Cette pratique a été mise en œuvre dans des contextes ruraux en Côte d'Ivoire, à Madagascar et au Malawi, où le chômage des jeunes est un problème majeur, et où la majorité des jeunes travaillent dans l'informel. Le statut d'auto-entrepreneur a été particulièrement pertinent pour des jeunes ayant un accès limité aux financements traditionnels et une expérience entrepreneuriale limitée. Cependant, des défis subsistent concernant l'accès à l'information sur le cadre légal et aux mécanismes de financement, qui restent concentrés dans les zones urbaines
Établir une relation cause-effet claire	La formalisation des activités via le statut d'auto-entrepreneur a permis aux jeunes entrepreneurs d'accéder à des mécanismes de financement, tels que des microcrédits, qui étaient auparavant inaccessibles en raison de leur statut informel. Cette formalisation a également facilité l'accès à des marchés structurés et à des programmes de soutien gouvernementaux et privés. Ainsi, une augmentation significative des opportunités d'emploi pour les jeunes a été observée dans les régions ciblées
Indiquer l'impact mesurable et les bénéficiaires ciblés	Le projet a permis la formalisation des jeunes entrepreneurs bénéficiaires du programme, augmentant leur accès aux financements et aux ressources nécessaires pour développer leurs entreprises. Les bénéficiaires incluent principalement des jeunes âgés de 15 à 35 ans, avec une attention particulière aux femmes et aux jeunes en milieu rural
Potentiel de reproduction et par qui	Le statut d'auto-entrepreneur peut être reproduit dans d'autres contextes ruraux en Afrique, où les jeunes font face à des défis similaires d'accès aux ressources et de formalisation de leurs activités. Les gouvernements, avec l'appui de l'OIT, peuvent adapter cette pratique en fonction des réalités locales, en créant des cadres légaux simplifiés pour les jeunes entrepreneurs
Liens vers les objectifs supérieurs de l'OIT (PCD, résultats de programme pays, ou cadre stratégique de l'OIT)	Cette pratique est alignée avec les objectifs du Cadre de Développement de l'OIT, notamment l'ODD 8 (travail décent et croissance économique) et le Programme Pays de l'OIT pour la promotion de l'emploi des jeunes. Elle contribue à la création d'emplois décents en formalisant les activités des jeunes et en leur permettant d'accéder à des opportunités économiques durables

<b>Élément de la bonne pratique 13</b>	<b>Approche agile de la scalabilité : Extension progressive des services et formations, optimisant ainsi l'impact du projet.</b>
Brève description de la bonne pratique (lien avec l'objectif du projet ou livrable spécifique)	Cette bonne pratique repose sur une stratégie de scalabilité progressive, qui permet de déployer les services et formations du projet de manière graduelle. En commençant par des phases pilotes dans des régions spécifiques, le projet a testé des interventions avant de les étendre à plus grande échelle. Cette approche a permis de valider les outils et méthodologies tout en réduisant les risques liés à une mise en œuvre précipitée. Le lien avec l'objectif du projet est clair : maximiser l'impact tout en assurant une adaptation continue aux réalités locales et aux besoins des jeunes dans les secteurs agroalimentaires des pays ciblés, notamment à travers les hubs agroalimentaires intégrés

Conditions et contexte pertinents : limitations ou conseils en termes d'applicabilité et de reproductibilité	L'applicabilité de cette approche dépend du contexte local et de la capacité des partenaires à s'adapter rapidement aux besoins identifiés. Dans le cadre du projet ProAgro YOUTH, cette méthode a été particulièrement efficace dans des régions présentant des différences notables en termes de développement économique et de ressources humaines. Toutefois, la réussite de l'extension progressive repose sur un suivi rigoureux des phases pilotes et sur la flexibilité des outils utilisés pour les ajuster aux conditions spécifiques de chaque région. Une autre limitation potentielle est la disponibilité des financements pour assurer la durabilité des extensions
Établir une relation cause-effet claire	L'approche progressive a permis de démontrer une relation de cause à effet tangible : en commençant avec des groupes pilotes, les formations et services ont pu être ajustés en fonction des retours et des résultats obtenus, améliorant ainsi l'efficacité avant une extension à plus grande échelle. Cette approche a contribué à minimiser les erreurs et à optimiser les ressources allouées en se basant sur des données empiriques. Les jeunes formés dans les premières cohortes ont vu leurs compétences améliorées, ce qui a facilité leur insertion dans le marché du travail local et a renforcé l'efficacité des hubs agroalimentaires
Indiquer l'impact mesurable et les bénéficiaires ciblés	L'impact mesurable inclut la création de 9 889 emplois décents à mi-parcours, un chiffre qui dépasse les attentes initiales du projet. Les bénéficiaires ciblés étaient principalement les jeunes des zones rurales, souvent marginalisés sur le marché du travail. Cette stratégie a permis d'inclure ces jeunes dans des chaînes de valeur agroalimentaire stratégiques, en leur offrant des formations adaptées à leurs besoins, ce qui a eu pour effet d'améliorer leur employabilité
Potentiel de reproduction et par qui	Cette approche de scalabilité progressive peut être reproduite dans d'autres projets de développement rural ou d'insertion professionnelle des jeunes. Elle est particulièrement adaptée aux initiatives qui nécessitent des ajustements en fonction des spécificités locales et des besoins changeants des bénéficiaires. Les gouvernements locaux, les organisations internationales telles que l'OIT et d'autres partenaires de développement peuvent reproduire cette méthode dans des projets similaires visant à améliorer l'employabilité des jeunes dans des secteurs à fort potentiel comme l'agriculture et l'agro-industrie
Liens vers les objectifs supérieurs de l'OIT (PCD, résultats de programme pays, ou cadre stratégique de l'OIT)	Cette pratique s'aligne avec les objectifs stratégiques de l'OIT, en particulier en ce qui concerne la promotion du travail décent (ODD 8), l'inclusion des jeunes sur le marché du travail, et la durabilité des initiatives de développement. Elle correspond également aux priorités du cadre stratégique de l'OIT visant à renforcer les capacités de formation des jeunes et à promouvoir l'entrepreneuriat en milieu rural

## Annexe 3 : Orientation stratégiques

Tableau I : Orientations stratégiques

Objectifs-hiérarchie	
<b>Objectif général</b>	Augmentation des opportunités d'emploi décent, tant en auto-emploi qu'en emploi salarié, pour les jeunes ruraux grâce à des pôles agroalimentaires intégrés.
<b>Objectifs</b>	Développer les capacités agricoles durables des jeunes ruraux grâce à des pôles agroalimentaires innovants et durables.
	Générer des preuves empiriques sur les modèles de pôles agroalimentaires intégrés développés et testés afin d'informer les politiques et de promouvoir la mise à l'échelle de ces modèles pour créer des emplois pour les jeunes.
<b>Résultats et Produits</b>	Augmentation des opportunités d'emploi, en auto-emploi et en emploi salarié, pour les jeunes à travers des réseaux fonctionnels de pôles agroalimentaires intégrés.
	Produits de connaissances fondés sur des preuves concernant l'emploi des jeunes en utilisant le modèle de pôles agroalimentaires intégrés pour influencer les politiques et permettre à d'autres acteurs du développement (publics, privés et semi-privés) de reproduire tout ou partie du modèle.
<b>Composante I : Soutien institutionnel et développement des capacités</b>	
1.1 Phase de démarrage	<p>1.1.1 Lancement du programme (constitution de l'équipe, présentation du programme, liens avec le FIDA)</p> <p>1.1.2 Analyse des caractéristiques des jeunes et du contexte</p> <p>1.1.3 Détermination du pôle agroalimentaire principal et de ses satellites, y compris par une analyse des hôtes partenaires</p> <p>1.1.4 Sensibilisation à la vision et aux opportunités du projet (réseaux sociaux et communauté agricole)</p>
1.2 Phase pré-pôle	<p>1.2.1 Élaboration de la stratégie de ciblage et des critères de sélection des jeunes, et réalisation d'une évaluation de base rapide des programmes d'accueil partenaires et des bénéficiaires potentiels parmi les jeunes</p> <p>1.2.2 Analyse de la chaîne de valeur et évaluation des opportunités innovantes au sein des différents maillons de la chaîne ainsi que des perspectives d'emploi pour les jeunes</p> <p>1.2.3 Modélisation d'entreprises agroalimentaires types</p> <p>1.2.4 Analyse des prestataires de services financiers et commerciaux</p> <p>1.2.5 Étude exploratoire des fournisseurs d'intrants et des acheteurs de produits finis</p> <p>1.2.6 Réalisation d'une évaluation de base rapide des programmes d'accueil partenaires et des bénéficiaires potentiels parmi les jeunes</p> <p>1.2.7 Analyse du marché du travail et des perspectives d'emploi pour les jeunes</p> <p>1.2.8 Évaluation des ressources en énergie renouvelable</p> <p>1.2.9 Note récapitulative et inventaire des principaux documents de politique</p>

<b>1.3 Développement des pôles</b>	1.3.1 Modélisation commerciale d'entreprises agroalimentaires spécifiques et renforcement de la planification d'entreprise 1.3.2 Conception et organisation d'un programme de formation de formateurs 1.3.3 Formation des jeunes apprentis à travers un processus d'apprentissage immersif et sur le terrain 1.3.4 Coaching pratique et soutien en mentorat 1.3.5 Mise en œuvre de programmes de formation technique, professionnelle et commerciale 1.3.6 Soutien en assistance technique aux formateurs 1.3.7 Soutien à l'utilisation et à l'application des TIC pertinentes 1.3.8 Liens avec les financements et les marchés 1.3.9 Identification de clusters d'entreprises potentiels
<b>1.4 Croissance post-pôle</b>	1.4.1 Création d'entreprises en auto-emploi et soutien à l'incubation post-pôle pour les entreprises de jeunes 1.4.2 Placement en apprentissage dans des entreprises agroalimentaires 1.4.3 Soutien au renforcement des capacités des prestataires de services 1.4.4 Soutien aux jeunes au sein de clusters d'entreprises établies 1.4.5 Participation à des forums et plateformes d'affaires (y compris des plateformes numériques) 1.4.6 Suivi de l'emploi des jeunes
<b>Composante 2 : Gestion des connaissances fondée sur des données probantes</b>	
	2.1 Évaluations des performances des pôles agroalimentaires 2.2 Cartographie des lacunes en compétences chez les jeunes ruraux affectant leur accès au financement et à l'emploi (indépendant et salarié) 2.3 Évaluation des politiques en faveur des jeunes ruraux 2.4 Élaboration de produits de connaissances et de notes de politique 2.5 Diffusion des produits de connaissances 2.6 Coopération Sud-Sud triangulaire pour partager les connaissances à travers les activités du FIDA 2.7 Représentation des jeunes, engagement politique et formation

Annexe 4 : Liste de participants /Groupes

Nom (s) et prénom (s)	Fonctions	Organisations
<b>Grégoire Yameogo,</b>	Gestionnaire de l'évaluation, Responsable technique de l'emploi des jeunes, coordonnateur regional du projet	Bureau régional pour l'Afrique (ROAF) de l'OIT
Makondesa, Patrick,	Coordonnateur National de Projet	BIT Malawi
Frank Segula,	Agent de projet	
<b>Soufi, Abdelkader Scander</b>	Coordonnateur National de Projet	BIT Algérie
Bissie, Roland, Bissie	Coordonnateur National de Projet	BIT Côte d'ivoire
Vololoniaina, Sylviane	Coordonnateur National de Projet	BIT Madagascar
<b>Chiara Curcio</b>	HQ/Employment Department (Youth team).	OIT

**BIT Madagascar**

Fitovinany et Vatovavy	Vakinakaratra	Analamanga
<b>Consortium</b>		
<b>OIT Madagascar</b>	OIT Madagascar	OIT Madagascar – Mme Sylviane VOLOLONIAINA – Coordonnateur National du Projet ProAgro YOUTH
<b>SEFAFI (unite de transformation)</b> <b>M. Hobiharisoa RANDRIANARIJAO –</b> <b>Directeur du Centre - +261 34 05 034 45 –</b> <b><a href="mailto:sefafivohipeno@gmail.com">sefafivohipeno@gmail.com</a></b> <b>M. Zo Herinjaka RAHARIMANANTSOA –</b> <b>Formateur au sein du centre Incubateur</b> <b>+261 34 67 750 06</b> <b>&lt;<a href="mailto:zoherinjaka@gmail.com">zoherinjaka@gmail.com</a>&gt;</b>	<b>FIFAMANOR (Fiompiana Fambolena Malagasy Norvégiana)</b> <b>M. Heritiana RAOELIMANANA –</b> <b>Directeur du centre - +261 34 05 593 04 –</b> <b><a href="mailto:raoelheri@yahoo.fr">raoelheri@yahoo.fr</a></b> <b>Mme Iantra Isabella RATOVOAONA –</b> <b>Formateur et accompagnateur des jeunes - +261 33 40 030 19 -</b> <b><a href="mailto:iantraisabella@gmail.com">iantraisabella@gmail.com</a></b>	
<b>Ministère Agriculture et élevage</b> <b>Mme Faraso Marie Paule Ravelomandeha – Directeur</b>	<b>Ministère Agriculture et élevage</b> <b>Mme Lygie ARISON - Directeur régional de l'Agriculture et de l'Élevage</b> <b>VKN –</b>	<b>Ministère Agriculture et élevage</b>

<b>Régional de l'Agriculture et de l'Elevage V7V</b>  <b>+261 34 10 871 69 – ravelomandeha@gmail.com</b>	<u>ligy.arison@gmail.com</u> +261 31 623 64	Point focal du projet au niveau du MINAE – Mme Manjaka RAKOTOSON  Mme Henintsoa HARIMBOLA – Directeur Régional de l'Agriculture et de l'Elevage AMGA
<b>Ministère du Travail</b>  <b>M. Francklin ANDRIANIRINA – Chef de Service régional de l'Emploi V7V</b> - <u>yvesfrancklin2@gmail.com</u> <b>+261 34 98 816 43</b>	Ministère du Travail  M. Ravoninahitra Andriamahazonoro - Chef de Service régional de l'Emploi VKN - <u>arhss2006@yahoo.fr</u> – +261 34 11 529 94	Ministère du Travail  Point focal du projet au niveau du MINAE – Mme Sylvia GEORGES
<b>Partenaires</b>		
<b>Représentants des employeurs</b>	Représentants des employeurs	Représentants des employeurs
	Natura Madagascar  M. Santatriniaina Alain <b>AMBININTSOA – Gérant</b>  +261 34 81 818 21 <asa.inc01@gmail.com>	Observatoire de la jeunesse  M. Lanto RATSIDA – Secrétaire Exécutif  M. Antonio RASOLOFOARISON – Responsable Régional  M. Haja Tiana – Responsable régional
	Comité consultatif	
<b>Bénéficiaires</b>		
<b>Jeunes ruraux (association et clubs d'agriculteurs)</b>	Jeunes ruraux (association et clubs d'agriculteurs)	Jeunes ruraux (association et clubs d'agriculteurs)
<b>OCB (Cooperatives, Organisations d'agriculteurs)</b>  <b>Jeunes planteurs de canne à sucre, formés et accompagnés par SEFAFI</b>	OCB (Cooperatives, Organisations d'agriculteurs)  Jeunes recrutés par Natura Madagascar (marketing digital)  Jeunes insérés dans les entreprises, accompagnés par FIFAMANOR (lait)  Coopérative des jeunes KOTA, accompagnés par l'Observatoire de la jeunesse	OCB (Cooperatives, Organisations d'agriculteurs)  Jeunes bénéficiaires de titre vert  Coopérative des jeunes KOTA, accompagnés par l'Observatoire de la jeunesse

## BIT Côte d'ivoire

Poros	Bagoué	Tchologo	Kabadougou
<b>Consortium</b>			
<b>OIT</b>			CNP : Bissi Roland
Agence Nationale d'appui au Développement Rural (ANADER)- Ministère de l'agriculture	Agence Nationale d'appui au Développement Rural (ANADER)- Ministère de l'agriculture	Agence Nationale d'appui au Développement Rural (ANADER)- Ministère de l'agriculture	Agence Nationale d'appui au Développement Rural (ANADER)- Ministère de l'agriculture
Agence Côte d'Ivoire PME (Agence Emploi Jeune)			
<b>Partenaire de la communauté agricole</b>			
Association professionnelle des banques et Établissements financiers de Cote d'ivoire (APBEF-CI)	Association professionnelle des banques et Établissements financiers de Cote d'ivoire (APBEF-CI)	Association professionnelle des banques et Établissements financiers de Cote d'ivoire (APBEF-CI)	Association professionnelle des banques et Établissements financiers de Cote d'ivoire (APBEF-CI)
Direction Régionale de la jeunesse			
<b>Bénéficiaires</b>			
Jeunes ruraux	Jeunes ruraux	Jeunes ruraux	Jeunes ruraux
Employeurs et organisations d'affaires			

## Bureau de l'OIT à Alger

<b>OIT Algérie</b>	OIT Algérie	OIT Madagascar – Dr. Halim HAMZAOUI – Directeur du bureau pays – CO-Alger
--------------------	-------------	--

		M. Scander Abldekader SOUFI – Coordonnateur National du Projet ProAgro YOUTH
Ministère Agriculture et Développement Rural  M. Hamid OULD YUCEF, Sous- Directeur de la formation agricole, Point Focal National du projet (Chef de file) :  +213 552 81 86 45 / h.ouldyoucef@madr.gov.dz	Ministère du Travail, de l'Emploi de la Sécurité Sociale.  M. Malek ATTALIA, Directeur Général de l'Emploi, Point Focal National pour le projet :  +213 554 66 14 18/ attailiamalek1971@gmail.com	Ministère de l'Economie de la Connaissance, des Startups et de la Microentreprise :  Mme Kamelia Cerbah en remplacement de :  Mme Nacima ARHAB, Secrétaire Général au Ministère, Point Focal National pour le projet :
<b>Consortium</b>		
Agence Nationale de l'Emploi (ANEM)	Bureau National des Etudes en Développement Rural (BNEDER)	Agence Nationale d'Appui et de développement de l'Entrepreneuriat (NESDA)
M. Bilel SAIDI, Directeur adjoint de la Coopération, Point Focal National pour le projet : +213 771 86 37 14 / <a href="mailto:B.SAIDI@anem.dz">B.SAIDI@anem.dz</a>  Mme Mounia DJELLAD, Conseillère à l'emploi, Point Focal au niveau de la wilaya cible de Ain Temouchent : +213 561 18 34 29 / <a href="mailto:mouniadjelad5@gmail.com">mouniadjelad5@gmail.com</a>  Mme Lamia OUDJANI, Conseillère à l'emploi, Point Focal au niveau de la wilaya cible de Guelma :  +213 661 32 05 08/ <a href="mailto:L.OUDJANI@anem.dz">L.OUDJANI@anem.dz</a>	M. Faycel HELAL, Directeur des Études et de la Formation, Point Focal National pour le projet :  +213 661 46 00 01/ <a href="mailto:f.helal@bneder.dz">f.helal@bneder.dz</a>  M. Abdelkrim AOUAM, Chef d'antenne Régionale, Point Focal au niveau de la Wilaya cible de Mostaganem : +213 660 77 12 04/ <a href="mailto:a.aouam@bneder.dz">a.aouam@bneder.dz</a>	Mme Mounia BOURAOUI, Directrice de la Coopération, Point Focal National pour le projet :  M. Ali OUAMANE, Point Focal au niveau de la Wilaya cible de Biskra :
<b>Bénéficiaires</b>		
M. Yocuef DJOUDI, représentant du Conseil Supérieur de la Jeunesse : +213 552 23 74 36/ <a href="mailto:y.djoudi@csj.gov.dz">y.djoudi@csj.gov.dz</a>	Mme BERKANE, Présidente de l'Association des Femmes Rurales de la wilaya cible de Mostaganem : +213 555 05 79 58/ <a href="mailto:berkanenaima@gmail.com">berkanenaima@gmail.com</a>	Mme Mounia BELIOUZE, Directrice Ecole ETUDIUM, Responsable Association de Renforcement des capacités des Jeunes, Wilaya Cible de Biskra :

Jeunes bénéficiaires des plans d'action ANEM d'appui à la création d'emplois salariés à Mostaganem	Jeunes bénéficiaires des plans d'action ANEM d'appui à la création d'emplois salariés à Guelma	Jeunes bénéficiaires des plans d'action ANEM d'appui à la création d'emplois salariés à Biskra
Jeunes bénéficiaires du concours de business plans dans les chaînes de valeur agroalimentaires à Mostaganem (Pomme de terre)	Jeunes bénéficiaires du concours de business plans dans les chaînes de valeur agroalimentaires à Guelma (Lait)	Jeunes bénéficiaires du concours de business plans dans les chaînes de valeur agroalimentaires à Biskra (Aquaculture/Spiruline)
Entreprise « Kiram » de production de la Spiruline (Wilaya cible de Biskra)	Entreprise « Amnibios » de production de produits laitiers (Wilaya cible de Guelma)	Institut Technique de Formation Agricole (Wilaya cible de Guelma)
M. Abderezzak KIRAM, Gérant d'entreprise : +213 669 51 66 99 / <a href="mailto:kiram.abderrazak@gmail.com">kiram.abderrazak@gmail.com</a>	M. Ahmed LAKEHAL AYAT, Gérant d'entreprise : +213 661 39 54 82 / <a href="mailto:anmisbio@outlook.com">anmisbio@outlook.com</a>	M. Hamid BOUDJELIDA, Directeur :
Jeunes bénéficiaires des formations techniques de courte durée « Spiruline »	Jeunes bénéficiaires des formations techniques de courte durée « Lait »	Jeunes bénéficiaires des formations techniques de courte durée « Lait »  Jeunes bénéficiaires de sessions du club de recherche emploi (CRE) « vert ».

### **List of participants – Mid-term Evaluation ProAgro YOUTH Project – Malawi**

	<b>Name</b>	<b>Institution</b>
<b>1</b>	Mr. Augustus Kaliyati	Community Action for People Participation (CAPP)
<b>2</b>	Mr. Jonathan Villeakarl	Development Aid from people to people (DAPP) Mikolongwe
<b>3</b>	Ms. Mphatso Jumbe	MAFE Farms
<b>4</b>	Ms. Ruth Kalima	Roseberry Farms
<b>5</b>	Ms. Clara Kamlomo	Amazing B Projects

<b>6</b>	Ms. Wezzie Kayira Madzi	Ministry of Labour
<b>7</b>	Ms. Chifundo Lodzeni	Ministry of Labour
<b>8</b>	Mr. Mike Ching'amba	Lilongwe University of Agriculture and Natural Resources (LUANAR)
<b>9</b>	Ms. Ngabaghila Chatata	Thanthwe Acceleration and Incubation Center (THAIC)
<b>10</b>	Mr. Joseph Kankhwangwa	Malawi Congress of trade unions (MCTU)
<b>11</b>	Ms. Ellen Ziwoya Phiri	Employers Consultative Association of Malawi (ECAM)
<b>12</b>	Ms. Happy Tama	Malawi Institute of Tourism (MIT)

Annexe 5 : Matrice d'évaluation

Questions et sous questions	Indicateurs	Sources de données	Méthodes de collecte de données	Personnes clés /parties prenantes	Analyse et évaluation
<b>Pertinence</b>					
<b>1. Dans quelle mesure le projet était-il pertinent par rapport aux priorités nationales de développement et aux objectifs de l'OIT, des ODD, du UNSDCF en cours et aux besoins des institutions partenaires et des groupes cibles ?</b>	<p>Niveau d'alignement du projet vis à vis du des résultats attendus des priorités nationales</p> <p>Niveau d'alignement des résultats du projet vis à vis des engagements internationaux, OIT, ODD, UNSDCF,</p>	<p>Rapports du projet ProAgro YOUTH</p> <p>OIT/BIT</p> <p>Personnel du gouvernement</p> <p>Donateurs</p> <p>Partenaires de mise en œuvre (OSC &amp; ONG)</p>	<p>Revue documentaire</p> <p>Interviews semi-structurés</p>		<p>Analyse de contenu</p> <p>Analyse de la cohérence</p> <p>Analyse des contributions</p> <p>Triangulation</p>
<b>2. Les objectifs, les résultats attendus et les activités sont-ils conformes aux programmes et projets gouvernementaux et autres projets de l'OIT, du FIDA ou d'autres partenaires de développement ?</b>	<p>Niveau d'alignement des résultats du projet vis à vis des programmes et projets gouvernementaux et autres projets de l'OIT, du FIDA ou d'autres partenaires de développement</p> <p>Niveau d'alignement des résultats du projet vis à vis des besoins des institutions partenaires et des groupes cibles ?</p>	<p>Rapports du projet ProAgro YOUTH</p> <p>OIT/BIT</p> <p>Personnel du gouvernement</p> <p>Donateurs</p> <p>Partenaires de mise en œuvre (OSC &amp; ONG)</p>	<p>Revue documentaire</p> <p>Interviews semi-structurés</p> <p>Entretiens de groupes</p>		<p>Analyse de contenu</p> <p>Analyse de la cohérence</p> <p>Analyse des contributions</p> <p>Triangulation</p>

		Bénéficiaires directs			
<b>Validité de la conception du projet et cohérence</b>					
<p><b>3. Quel est le degré de cohérence du cadre logique du projet ?</b></p> <p><b>(Par exemple, les produits ont-ils un lien de causalité avec les effets, qui contribuent à leur tour à l'objectif de développement plus large du projet ? Le cadre des résultats est-il réaliste ? Les indicateurs et les objectifs du projet correspondent-ils logiquement à la chaîne des résultats ?)</b></p>	<p>Alignement des produits et résultats attendus :</p> <p>Nombre de produits et résultats attendus identifiés dans le cadre logique.</p> <p>Mesure de l'alignement entre ces produits/résultats et les effets souhaités du projet (évaluation qualitative).</p> <p>Contribution des activités aux objectifs globaux :</p> <p>Pourcentage des activités prévues qui sont directement liées à la réalisation des objectifs globaux du projet.</p> <p>Pertinence et alignement des indicateurs de performance :</p> <p>Nombre d'indicateurs de performance définis et leur lien direct avec les objectifs spécifiques du projet.</p> <p>Réalisme des résultats attendus :</p> <p>Évaluation de la faisabilité des résultats attendus en fonction des ressources disponibles (évaluation qualitative).</p>	<p>Rapports du projet ProAgro YOUTH</p> <p>OIT/BIT</p> <p>Personnel du gouvernement</p> <p>Donateurs</p> <p>Partenaires de mise en œuvre (OSC &amp; ONG)</p> <p>Bénéficiaires directs</p>	<p>Revue documentaire</p> <p>Interviews semi-structurés</p> <p>Entretiens de groupes</p>		<p>Analyse de contenu</p> <p>Analyse de la cohérence</p> <p>Analyse des contributions</p> <p>Triangulation</p>

<p><b>4. La conception du projet a-t-elle pris en compte les principales contraintes qui pourraient entraver sa mise en œuvre et ses résultats ?</b></p> <p><b>Sinon, quelles sont ces principales contraintes non prises en compte et quelles stratégies devraient être mises en place pour y remédier et améliorer les objectifs assignés au projet ?</b></p>	<p>Identification des contraintes potentielles :</p> <p>Liste des principales contraintes identifiées lors de l'analyse de contexte.</p> <p>Intégration des contraintes dans la conception du projet :</p> <p>Pourcentage de contraintes prises en compte dans la conception initiale du projet.</p> <p>Stratégies pour surmonter les contraintes non prises en compte :</p> <p>Nombre et qualité des stratégies proposées pour faire face aux contraintes non intégrées dans la conception du projet.</p>	<p>Rapports du projet ProAgro YOUTH</p> <p>OIT/BIT</p> <p>Personnel du gouvernement</p> <p>Donateurs</p> <p>Partenaires de mise en œuvre (OSC &amp; ONG)</p> <p>Bénéficiaires directs</p>	<p>Revue documentaire</p> <p>Interviews semi-structurés</p> <p>Entretiens de groupes</p>		<p>Analyse de contenu</p> <p>Analyse de la cohérence</p> <p>Analyse des contributions</p> <p>Triangulation</p>
<p><b>5. Quelle est la contribution spécifique, la valeur ajoutée du projet, par rapport aux activités régulières menées par les institutions nationales concernées ?</b></p> <p><b>Dans quelle mesure les résultats attendus du projet complètent-ils les mécanismes de l'État, des partenaires sociaux et d'autres parties prenantes ?</b></p>	<p>Dépassement des initiatives existantes :</p> <p>Nombre d'activités du projet qui vont au-delà des initiatives déjà en cours des institutions nationales.</p> <p>Valeur ajoutée du projet :</p> <p>Évaluation qualitative de la valeur ajoutée du projet par rapport aux autres programmes ou projets similaires (basée sur des comparaisons directes).</p> <p>Complémentarité des résultats attendus :</p> <p>Pourcentage de recoupement entre les résultats attendus du projet et les efforts des</p>	<p>Rapports du projet ProAgro YOUTH</p> <p>OIT/BIT</p> <p>Personnel du gouvernement</p> <p>Donateurs</p> <p>Partenaires de mise en œuvre (OSC &amp; ONG)</p> <p>Bénéficiaires directs</p>	<p>Revue documentaire</p> <p>Interviews semi-structurés</p> <p>Entretiens de groupes</p>		<p>Analyse de contenu</p> <p>Analyse de la cohérence</p> <p>Analyse des contributions</p> <p>Triangulation</p>

	institutions nationales et partenaires sociaux dans le domaine concerné.				
<b>Efficacité du projet</b>					
<b>6. Dans quelle mesure les résultats et objectifs sont-ils en voie d'être atteints ou sont-ils susceptibles d'être atteints à la fin du projet ?</b>	<p>Indicateurs de performances utilisés</p> <p>Tendance actuelle des indicateurs de performance par rapport aux cibles fixées</p> <p>Signes indiquant que les objectifs du projet seront atteints dans les délais impartis</p> <p>Obstacles potentiels à l'atteinte des objectifs</p>	<p>Rapports du projet ProAgro YOUTH</p> <p>OIT/BIT</p> <p>Personnel du gouvernement</p> <p>Donateurs</p> <p>Partenaires de mise en œuvre (OSC &amp; ONG)</p> <p>Bénéficiaires directs</p>	<p>Revue documentaire</p> <p>Interviews semi-structurés</p> <p>Entretiens de groupes</p>		<p>Analyse de contenu</p> <p>Analyse de la cohérence</p> <p>Analyse des contributions</p> <p>Triangulation</p>
<b>7. Les hypothèses de développement sous-jacentes au cadre logique du projet (la théorie du changement du projet) ont-elles été validées pendant la mise en œuvre ?</b>	<p>Les étapes intermédiaires de la théorie du changement sont observées dans la pratique</p> <p>Les interventions du projet ont eu l'impact escompté sur les facteurs de changement identifiés dans la théorie du changement</p> <p>Les ajustements éventuellement nécessaires dans la théorie du changement en fonction des résultats observés</p>	<p>Rapports du projet ProAgro YOUTH</p> <p>OIT/BIT</p> <p>Personnel du gouvernement</p> <p>Donateurs</p> <p>Partenaires de mise en œuvre (OSC &amp; ONG)</p> <p>Bénéficiaires directs</p>	<p>Revue documentaire</p> <p>Interviews semi-structurés</p> <p>Entretiens de groupes</p>		<p>Analyse de contenu</p> <p>Analyse de la cohérence</p> <p>Analyse des contributions</p> <p>Triangulation</p>

<p><b>8. La quantité et la qualité des produits obtenus étaient-elles satisfaisantes ?</b></p>	<p>Les produits livrables du projet sont produits en quantité suffisante pour répondre aux besoins des bénéficiaires</p> <p>La qualité des produits livrables du projet répond aux normes définies et aux attentes des parties prenantes ?</p> <p>Perception des parties prenantes concernant la qualité des produits livrés</p>	<p>Rapports du projet ProAgro YOUTH</p> <p>OIT/BIT</p> <p>Personnel du gouvernement</p> <p>Donateurs</p> <p>Partenaires de mise en œuvre (OSC &amp; ONG)</p> <p>énéficiaries directs</p>	<p>Revue documentaire</p> <p>Interviews semi-structurés</p> <p>Entretiens de groupes</p>		<p>Analyse de contenu</p> <p>Analyse de la cohérence</p> <p>Analyse des contributions</p> <p>Triangulation</p>
<p><b>9. Y a-t-il eu des résultats non intentionnels développés ? Dans quel but ?</b></p>	<p>Les résultats imprévus ou non intentionnels du projet</p> <p>Impact positif, négatif ou neutre des résultats non intentionnels sur le projet et ses objectifs</p> <p>Modalités de gestion/intégration des résultats non intentionnels dans la suite du projet ?</p>	<p>Rapports du projet ProAgro YOUTH</p> <p>OIT/BIT</p> <p>Personnel du gouvernement</p> <p>Donateurs</p> <p>Partenaires de mise en œuvre (OSC &amp; ONG)</p> <p>Bénéficiaries directs</p>	<p>Revue documentaire</p> <p>Interviews semi-structurés</p> <p>Entretiens de groupes</p>		<p>Analyse de contenu</p> <p>Analyse de la cohérence</p> <p>Analyse des contributions</p> <p>Triangulation</p>
<p><b>10. Quels sont les facteurs de succès et les obstacles rencontrés par le projet au cours de sa première phase de mise</b></p>	<p>Les principaux défis rencontrés lors de la mise en œuvre du projet</p> <p>Les stratégies mises en place pour surmonter ces défis et assurer la continuité du projet ?</p>	<p>Rapports du projet ProAgro YOUTH</p> <p>OIT/BIT</p> <p>Personnel du gouvernement</p>	<p>Revue documentaire</p> <p>Interviews semi-structurés</p>		<p>Analyse de contenu</p> <p>Analyse de la cohérence</p>

<b>en œuvre ? Comment le projet y a-t-il répondu ?</b>	Les éléments clés qui ont contribué au succès du projet jusqu'à présent ?	Donateurs Partenaires de mise en œuvre (OSC & ONG) Bénéficiaires directs	Entretiens de groupes		Analyse des contributions Triangulation
<b>11. Le projet dispose-t-il d'un mécanisme adéquat pour surveiller et mesurer les progrès vers l'atteinte des résultats ?</b>	Les mécanismes de suivi et d'évaluation mis en place par le projet pour suivre les progrès  L'adequation de ces mécanismes pour évaluer l'atteinte des résultats intermédiaires et finaux du projet  Les lacunes dans les mécanismes de suivi et d'évaluation actuels du projet	Rapports du projet ProAgro YOUTH  OIT/BIT Personnel du gouvernement Donateurs  Partenaires de mise en œuvre (OSC & ONG) Bénéficiaires directs	Revue documentaire  Interviews semi-structurés  Entretiens de groupes		Analyse de contenu  Analyse de la cohérence  Analyse des contributions Triangulation
<b>Efficience du projet</b>					
<b>12. Les ressources (financières, humaines, expertise, etc.) ont-elles été allouées de manière stratégique pour garantir l'atteinte des résultats et des produits en quantité et qualité appropriées aux besoins des groupes cibles ?</b>	Allocation et de répartition des ressources entre les différentes composantes et activités du projet ?  Affectation des ressources en fonction des besoins spécifiques des groupes cibles et des activités du projet	Rapports du projet ProAgro YOUTH  OIT/BIT Personnel du gouvernement Donateurs	Revue documentaire  Interviews semi-structurés		Analyse de contenu  Analyse de la cohérence  Analyse des contributions Triangulation

<p><b>12. 1. Les ressources mises à la disposition du projet sont-elles utilisées de manière efficiente ?</b></p>	<p>Utilisation efficace des ressources pour maximiser l'impact du projet sur les bénéficiaires</p> <p>Les dépenses du projet sont gérées de manière transparente et responsable</p> <p>Les coûts liés à l'administration et la mise en œuvre du projet sont justifiés/proportionnels par rapport aux résultats obtenus</p> <p>Évidences des gaspillages, des inefficacités, d'inefficience ou d'efficience dans l'utilisation des ressources du projet</p>				
<p><b>12. 2. Les mêmes résultats pourraient-ils être obtenus à moindre coût ?</b></p>	<p>Existence des opportunités d'optimisation des coûts sans compromettre la qualité ou la portée des résultats du projet</p> <p>Existence des alternatives ou les stratégies plus économiques qui pourraient être mises en œuvre pour réduire les coûts sans compromettre l'efficacité du projet et atteindre les résultats similaires</p> <p>Existence des domaines spécifiques où des économies pourraient être réalisées sans impact négatif sur les résultats du projet</p>				

Impact des résultats et potentiel de durabilité					
<p><b>13. Les conditions pour obtenir les réalisations du projet ont-elles été bien prises en compte dans sa mise en œuvre (c'est-à-dire une stratégie de sortie) pour produire des changements positifs parmi les groupes cibles sur les thèmes de travail du projet ?</b></p>	<p>Comment le projet prévoit-il de maintenir les résultats obtenus après sa clôture ?</p> <p>Quelles sont les stratégies mises en place pour assurer une transition efficace et durable vers la pérennité des changements positifs parmi les bénéficiaires ?</p> <p>Dans quelle mesure le projet a-t-il impliqué les bénéficiaires dans la planification et la mise en œuvre de ces stratégies de durabilité ?</p>	<p>Rapports du projet ProAgro YOUTH</p> <p>OIT/BIT</p> <p>Personnel du gouvernement</p> <p>Donateurs</p> <p>Partenaires de mise en œuvre (OSC &amp; ONG)</p> <p>Bénéficiaires directs</p>	<p>Revue documentaire</p> <p>Interviews semi-structurés</p>		<p>Analyse de contenu</p> <p>Analyse de la cohérence</p> <p>Analyse des contributions</p> <p>Triangulation</p>
<p><b>14. Les institutions bénéficiant de la mise en œuvre du projet sont-elles les institutions clés ?</b></p> <p><b>Quelles mesures et actions ont déjà été mises en place pour assurer la propriété des résultats du projet au niveau des mécanismes étatiques et au niveau des régions couvertes ?</b></p> <p><b>La démarche et les résultats du projet pourraient-ils être reproduits ou amplifiés</b></p>	<p>Quelles sont les institutions ou les parties prenantes qui ont bénéficié directement des interventions du projet ?</p> <p>Le projet a-t-il renforcé les capacités des institutions locales ou nationales pour assurer la continuité des changements positifs observés ?</p> <p>Quelles mesures ont été prises pour assurer la propriété et la responsabilité des résultats du projet au sein des institutions bénéficiaires ?</p> <p>Dans quelle mesure les résultats du projet pourraient-ils être reproduits ou étendus par d'autres partenaires nationaux ou acteurs externes à la fin du projet ?</p>	<p>Rapports du projet ProAgro YOUTH</p> <p>OIT/BIT</p> <p>Personnel du gouvernement</p> <p>Donateurs</p> <p>Partenaires de mise en œuvre (OSC &amp; ONG)</p> <p>Bénéficiaires directs</p>			<p>Analyse de contenu</p> <p>Analyse de la cohérence</p> <p>Analyse des contributions</p> <p>Triangulation</p>

par les partenaires nationaux ou d'autres acteurs à la fin du projet ?					
Genre et non-discrimination					
<p><b>15. Dans quelle mesure le projet a-t-il intégré dans sa conception, sa planification et ses résultats les besoins et priorités stratégiques différenciés des hommes et des femmes, des jeunes et des personnes handicapées, précédemment identifiés ?</b></p> <p><b>Dans quelle mesure le projet a-t-il pris en compte les différences de genre dans sa conception et sa planification ?</b></p> <p><b>Quels mécanismes le projet a-t-il mis en place pour promouvoir l'égalité des sexes et lutter contre les discriminations ?</b></p> <p><b>Quelles sont les principales réalisations du</b></p>	<p>Méthodes d'identification et d'intégration des besoins spécifiques des femmes, des hommes, des filles et des garçons dans ses objectifs et ses activités</p> <p>Les rôles et les responsabilités des femmes et des hommes sont pris en compte de manière équitable dans la conception du projet</p> <p>Les mécanismes mis en place pour promouvoir l'égalité des sexes et lutter contre les discriminations</p> <p>Les actions spécifiques entreprises pour réduire les inégalités entre les sexes et lutter contre toute forme de discrimination</p> <p>Les Principales réalisations du projet en termes de promotion de l'égalité des sexes et de lutte contre les discriminations</p> <p>Les défis rencontrés dans la promotion de l'égalité des sexes et la lutte contre les discriminations, et les stratégies pour y répondre</p>	<p>Rapports du projet ProAgro YOUTH</p> <p>OIT/BIT</p> <p>Personnel du gouvernement</p> <p>Donateurs</p> <p>Partenaires de mise en œuvre (OSC &amp; ONG)</p> <p>Bénéficiaires directs</p>	<p>Revue documentaire</p> <p>Interviews semi-structurés</p>		<p>Analyse de contenu</p> <p>Analyse de la cohérence</p> <p>Analyse des contributions</p> <p>Triangulation</p>

<p><b>projet en termes de promotion de l'égalité des sexes et de lutte contre les discriminations ?</b></p> <p><b>Quels défis le projet a-t-il rencontrés dans la promotion de l'égalité des sexes et la lutte contre les discriminations, et comment y a-t-il répondu ?</b></p>	<p>Les stratégies ou mesures prises pour surmonter ces défis et renforcer son impact en matière d'égalité des sexes et de non-discrimination</p>				
<p><b>Autres questions transversales</b></p>					
<p><b>16. Le projet a-t-il pris en compte, dans sa conception et sa mise en œuvre, le tripartisme, le dialogue social et les normes internationales du travail ?</b></p>	<p>Dans quelle mesure le projet a-t-il impliqué les travailleurs, les employeurs et les gouvernements dans sa conception et sa mise en œuvre ?</p> <p>Comment le dialogue social a-t-il été encouragé tout au long du projet ?</p> <p>Dans quelle mesure les normes internationales du travail ont-elles été prises en compte dans les activités du projet ?</p> <p>Tripartisme :</p> <p>Fréquence et régularité des réunions tripartites entre les gouvernements, les employeurs et les travailleurs.</p>	<p>Rapports du projet ProAgro YOUTH</p> <p>OIT/BIT</p> <p>Personnel du gouvernement</p> <p>Donateurs</p> <p>Partenaires de mise en œuvre (OSC &amp; ONG)</p> <p>Bénéficiaires directs</p>	<p>Revue documentaire</p> <p>Interviews semi-structurés</p>		<p>Analyse de contenu</p> <p>Analyse de la cohérence</p> <p>Analyse des contributions</p> <p>Triangulation</p>

	<p>Participation des partenaires sociaux aux processus de prise de décision et de formulation des politiques.</p> <p>Existence et fonctionnement des institutions nationales de dialogue social, telles que les conseils économiques et sociaux.</p> <p>Dialogue social :</p> <p>Nombre d'accords collectifs conclus entre les employeurs et les syndicats.</p> <p>Niveau de satisfaction des partenaires sociaux concernant l'efficacité du dialogue social dans la résolution des conflits et la prise de décision.</p> <p>Mesures de la qualité du dialogue social, telles que la transparence, la confiance mutuelle et le respect des droits des travailleurs.</p> <p>Conformité aux normes internationales du travail :</p> <p>Ratification et mise en œuvre des conventions fondamentales de l'OIT, telles que celles concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical.</p> <p>Existence et application de la législation du travail en conformité avec les normes internationales, notamment en ce qui concerne les conditions de travail, la sécurité et la santé au travail.</p>				
--	--	--	--	--	--

	Indicateurs de l'application effective des normes du travail, tels que le nombre d'inspections du travail réalisées, les sanctions imposées en cas de non-respect et les mesures prises pour remédier aux violations.				
<b>17. Contribue-t-il efficacement à la transition juste dans le contexte du changement climatique ?</b>	<p>En quoi les activités du projet favorisent-elles une transition juste vers une économie plus verte et plus durable ?</p> <p>Quelles sont les mesures prises par le projet pour atténuer les impacts négatifs du changement climatique sur les communautés cibles ?</p> <p>Le projet intègre-t-il des pratiques respectueuses de l'environnement et promeut-il la résilience des communautés face aux effets du changement climatique ?</p>	<p>Rapports du projet ProAgro YOUTH</p> <p>OIT/BIT</p> <p>Personnel du gouvernement</p> <p>Donateurs</p> <p>Partenaires de mise en œuvre (OSC &amp; ONG)</p> <p>Bénéficiaires directs</p>	<p>Revue documentaire</p> <p>Interviews semi-structurés</p> <p>Entretiens de groupes</p>		<p>Analyse de contenu</p> <p>Analyse de la cohérence</p> <p>Analyse des contributions</p> <p>Triangulation</p>

Annexe 6 : Échantillonnage et taille des échantillons

Échantillon proposé	Objectif	Critère d'échantillonnage	Population ou cadre d'échant.	Unité d'échantillonnage	Taille de l'échantillon	Méthode d'échant.	Limites
<b>Échantillonnage pour revue documentaire</b>							
<b>Documents de projet et matériels connexes (rapports pertinents)</b>	Utiliser les données secondaires comme source de données ou preuves	Tout document pertinent	Tous les documents liés au projet ProAgro YOUTH	Documents individuels	Nombre de documents disponibles et liés au projet	Recensement	La qualité du recensement de certains matériaux et la fiabilité de certaines données peuvent poser problèmes
<b>Échantillonnage pour entretiens avec les informateurs clés</b>							
<b>Échantillon de parties prenantes en Côte d'Ivoire, à Madagascar, au Malawi, en Algérie</b>	Collecter les données primaires qualitatives liées aux questions d'évaluation (données quantitatives pourraient également être capturées)	Parties prenantes spécifiquement désignées  L'accessibilité ; Le niveau de sécurité ; Au moins deux hubs par localités ciblées.	Toutes les personnes et organisations partenaires identifiées (mais le cadre d'échantillonnage exact n'est pas connu)	Individus dans les localités ciblées avec une connaissance crédible du projet en cours d'évaluation	Total = +/-40 (à désagréger par sexe)	Choix raisonné et non aléatoire	Intervalles de confiance pas applicables
<b>Échantillonnage pour entretiens de groupes</b>							

<b>Groupes de bénéficiaires (jeunes (HIF))</b>	Compléments des données primaires qualitatives et quantitatives liées aux questions d'évaluation	Parties prenantes spécifiquement désignées dans chaque hub en collaboration avec les groupes de bénéficiaires	Tous les groupes bénéficiaires ont été identifiés dans les localités ciblées	Bénéficiaire ayant reçu un appui des interventions de du projet ProAgro YOUTH	Total : 12 FGs (A déterminer pour femmes, Jeunes, hommes, et/ou mixtes)	Systematique	Intervalles de confiance non applicables
--	--	---	--	---	---	--------------	--

Source : Adapté et complété à partir des TDRs

Annexe 7 : Cadre des résultats du projet Pro Agro YOUTH

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
<b>Goal</b>	Increased decent self and wage employment for rural			
<b>Objectives</b>	<p>1. To develop sustainable agricultural capacities of rural YOUTH by though sustainable and innovative agribusiness hubs</p> <p>2. To generate empirical evidence of the developed and tested integrated agribusiness hub models to inform policy to drive scaling up the models to create jobs for YOUTH.</p>	<p>- to 3 of MOUs for partnerships concluded.</p> <p>1 principal agribusiness Hubs and 2 satellites developed.</p> <p>2 policy briefs that promote models.</p>	<p>- and annual Reports</p> <p>Policy documents</p> <p>MOUs for partnerships formed</p>	<p>-The political environment remains conducive</p> <p>-Government commitment to YOUTH remains strong</p> <p>-Favourable policies are in place to promote scaling up of tested hub models</p>
<b>Outputs and Outcomes</b>	<p>1. Increased self and wage employment opportunities for YOUTH through functional networks of integrated agribusiness hubs in Côte</p> <p>2. Evidence-based knowledge products on YOUTH employment using integrated agribusiness hub model to influence policy shifts, and to enable other development actors (public, private and semi-private) to scale up wholly or parts of the model.</p>	<p>1050 YOUTH access wage employment (70%)</p> <p>450 YOUTH develop enterprises (30%)</p> <p>2250 additional jobs created</p> <p>6 evidence-based knowledge products generated and capitalized</p>	<p>Monthly, quarterly and yearly Reports</p> <p>Tracer study reports &amp; baseline study</p>	<p>-The majority of YOUTH in rural areas are engaged in agricultural value chains - YOUTH enterprise</p>
<b>Key Activities by Component</b>				
<b>Component I: Institutional support and capacity development.</b>				

<b>I.1 Start-up phase</b>	I.1.1: Program inception (team constitution, program presentation, linkages with IFAD)	5 awareness raising events and activities held	Field monitoring reports Attendance list	YOUTH find the project attractive and apply to join  There is sufficient willingness by host communities and partners to support the project  Potential hubs and willing and to participate in The project.
	I.1.2 Analysis of YOUTH characteristics and context	Up to 3 host partners identified	MOUS for partnerships established	
	I.1.3 Determining the principal agribusiness hub and its satellites, including through an analysis of the partnering hosts	1 agribusiness hubs identified		
	I.1.4 Awareness raising of project's vision and opportunities (social media and farming community)			
<b>I.2 Pre-hub phase</b>	I.2.1 Developing targeting strategy and selection criteria for YOUTH and conduct rapid baseline assessment of partnering host programmes and potential YOUTH beneficiaries	At least 3000 YOUTH reached throughout outreach mechanisms 1500 direct beneficiaries in the project identified 6 assessments available	Monthly, quarterly and yearly Reports Database of finance, business service providers, input suppliers, buyers, renewable energy sources	- Potential partners and stakeholders are willing and offer relevant information.
	I.2.2 Analyse value chain and assess innovative opportunities within various nodes of the VC as well as employment prospects of YOUTH	30 of business service providers identified 30 input suppliers and buyers of final products identified	Value chain analyses/assessment reports	
	I.2.3 Business modelling of typical agro- enterprises		value chain analyses/assessment reports	
	I.2.4 Analysis of financial and business service providers			
	I.2.5 Scoping study of input suppliers and buyers of final products			

I.2.6 Conducting a rapid baseline assessment of partnering host programmes and potential YOUTH beneficiaries
I.2.7 Analysis of the labour market and employment prospects for YOUTH
I.2.8 Assessment of renewable energy resources
I.2.9 Summary note and inventory of key policy

labour market and employment prospects reports
--

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
<b>I.3 Hub nurturing</b>	I.3.1 Business modelling of specific agro-enterprises and enhanced business planning	450 YOUTH trained in business modelling of specific agro-enterprises and enhanced business planning	Monthly, quarterly and yearly Reports Training Reports	YOUTH find the project attractive and participate willingly.
	I.3.2 Design and organization of a training of trainers programme	2 TOT programmes developed	Participants attendance lists	There is sufficient willingness by host communities and partners to support the project.
	I.3.3 Training of YOUTH apprentices through an immersive experiential learning process and on the job training	1500 YOUTH apprentices that have undergone on the job training	MOU with buyers agreements	There is sufficient momentum and willingness by hubs to participate in the project.
	I.3.4 Hands-on coaching and mentoring support	60 hands-on coaching and mentoring support carried out	Financial services reports	
	I.3.5 Conducting technical, vocational and business training programmes;	85 trainers and coaches provide technical assistance support 280 YOUTH supported in the use and application of relevant ICTs		
	I.3.6 Technical assistance support to trainers	6 linkages to finance and markets made		
	I.3.7 Support in the use and application of relevant ICTs			
	I.3.8 Linkages to finance and markets			
	I.3.9 Identification of potential business clusters			
	I.3.10 Development of outreach mechanisms targeting the broader community.			
<b>I.4 Post Hub Growth</b>	I.4.1 Establishment of self-employment businesses enterprises and post-hub incubation support to YOUTH enterprises	450 YOUTH in self-employment-business enterprises 1500 YOUTH receiving post-hub	Monthly, quarterly and yearly Reports	- YOUTH find the project attractive and participate

		incubation mentoring support		willingly
	I.4.2 Placement for apprenticeships in agro-companies	1050 YOUTH placed for apprenticeships in agrocompanies		
	I.4.3 Capacity building support to service providers	60 service providers receiving capacity building support		
	I.4.4 Support towards YOUTH in established business clusters	3 YOUTH business clusters established.		
	I.4.5 Participation in business fora and platforms (including digital platforms)	120 YOUTH participating in		
	I.4.6 Monitoring of YOUTH employment			

	1.4.7. Extended post-hub outreach and support toward broader community	business fora/platforms - 400 of YOUTH receiving coaching		
<b>Component 2 – Evidence-based knowledge management and strategic communication.</b>				
	2.1. Agribusiness hubs' performance evaluations	- 1 performance or impact evaluation concluded	Evaluation reports Quarterly/annual reports Publications	There is sufficient momentum and willingness by hubs to participate in the project
	2.2. Mapping of skills gaps among the rural YOUTH impacting on their ability to access finance and employment (both self and wage) opportunities	- 1 skills gap assessment concluded and report available	Event reports	There is sufficient willingness by the regional and host countries to engage in policy dialogues
	2.3 Rural YOUTH policies appraisal	- 1 policy appraisals produced		
	2.4 Development of knowledge products and policy briefs	- 3 policy briefs available		There is sufficient momentum and willingness by hubs and YOUTH to participate in policy dialogues
	2.5. Dissemination of knowledge products	Findings of policy briefs and other knowledge products presented in at least 5 events  At least 50 decisions makers from at least 6 countries reached		

	2.6 South-South Triangular Cooperation to share knowledge across IFAD activities	1 cross regional learning route organised 4 of YOUTH participate in cross regional Learning Routes 4 of decision makers participate in cross regional Learning Routes	Evaluation reports Quarterly/annual reports Summit Reports
	2.7. YOUTH representation, policy engagement, training	At least 50 YOUTH leaders participate in “rights at work” trainings; YOUTH Agribusiness Hubs featured under Global Initiative on Decent Jobs for YOUTH ProAgro featured in at least 5 regional/global webinars	Decent Jobs for YOUTH Website Event/training reports

	<p>2.8 Experience capitalization of tested models and studies</p>	<p>1 cross-regional Learning Routes organized</p> <p>4 of YOUTH participate in cross-regional Learning Routes</p> <p>4 of decision makers participate in cross-regional Learning Routes</p> <p>4 of staff, coaches and mentors participate in cross-regional Learning Routes</p>	<p>Evaluation reports</p> <p>Quarterly/annual reports</p> <p>Summit Reports</p>
--	---	--	---

## Annexe 8: Bibliographie

Prodoc ProAgro YOUTH, Grant Design Document. ProAgro YOUTH: Support to integrated agribusiness hubs in Côte d'Ivoire, Madagascar and Malawi. International Labour Organization

ProAgro YOUTH 1st AWPB 09 06 2022\_clean version I. | July 2022 to 30 June 2023

ProAgro YOUTH 1st AWPB Algeria-Budget. |

ProAgro YOUTH 2nd AWPB\_ Algeria\_ Côte d'Ivoire\_ Madagascar\_ Malawi.docx. | August 2023 to 30 June 2024

ProAgro YOUTH\_TPR I\_2022-2023\_final. Progres Report. 01 July 2022-31 July 2023

MEL Guide - ILO ProAgro YOUTH

ILO ProAgro YOUTH MEL System.

<https://www.ifad.org/pt-BR/web/latest/-/ifad-president-makes-first-official-visit-to-algeria-to-promote-YOUTH-employment-and-climate-adaptation-in-rural-areas>

MAL Targeting Strategy draft June 2023 inputs Chiqui.docx

Prodoc- Pro Agro Jeunesse- ALG.pdf

MAD Targeting Strategy draft 05 july 2023\_revu Sylviane Comments Chiqui

ICO Targeting Strategy draftRB\_

ALG Targeting Strategy May 2023

<https://www.decentjobsforyouth.org/event/161>

<https://www.ilo.org/global-conference-decent-jobs-youth-strengthens-partnerships-promote-youth>

Annexe 8: Termes de references;

Call for applications for the recruitment of a consultant for the mid-term internal evaluation of the project "ProAgro YOUTH: support to integrated agribusiness hubs in Algeria, Côte d'Ivoire, Madagascar and Malawi".

The ILO Regional Office for Africa in Abidjan is looking for an international individual consultant to conduct the internal mid-term evaluation of the project "Support to integrated agribusiness hubs in Côte d'Ivoire, Madagascar, Malawi and Algeria."

**Evaluation period:** November 2023 to January 2024

**Application deadline:** 08 November 2023

**Type of contract:** External collaboration contract

For more details on the evaluation, please refer to the Terms of Reference (ToRs)

Please note that the dates mentioned in the ToRs are for information purposes only and could be slightly revised if necessary.

Applicants interested in this call for expressions of interest should provide the following information/documents:

A CV describing the candidate's skills, qualifications and experience, including expertise and ability to conduct project/programme evaluations, within the United Nations system and/or with international development organisations, and how they best meet the qualifications required for this mission.

A list of previous evaluations preferably in relation to the context and theme of this call, clearly indicating the role played by the consultant.

A statement from the candidate attesting to his/her availability to conduct the evaluation and a proposal of the daily professional fees expressed in US Dollars (explicitly taking into account the professional fees received for similar assignments over the last two years).

A statement that the candidate has not been involved in the design and implementation of the project in question or does not have a privileged personal relationship with ILO officials working directly on the project.

The names of two contact persons (including telephone and email).

A statement that the evaluation will conform to ILO and UN standards.

Copies of two reports in which the evaluator was the sole evaluator/team leader.

Female candidates are strongly encouraged to apply.

The deadline for submission of applications for this mission is 08 November 2023.

Potential candidates should send their expression of interest (including the documents/information requested in points 1 to 9) by email to the evaluation manager, Gregoire Yameogo [yameogo@ilo.org](mailto:yameogo@ilo.org), copying Pacome DESSERO [dessero@ilo.org](mailto:dessero@ilo.org) with the subject "Internal mid-term evaluation of the project "Support to integrated agribusiness hubs"

### Terms of Reference

Internal mid-term evaluation of the “ProAgro YOUTH: support to integrated agribusiness hubs in Algeria, Côte d’Ivoire, Madagascar and Malawi” project.

<b>Project Title</b>	ProAgro YOUTH « Support to integrated agribusiness hubs in Côte d’Ivoire, Madagascar, Malawi and Algeria”
<b>DC project code</b>	RAF/21/18/IFA
<b>Administrative Units</b>	ROAF, CO- Abidjan, Co-Antananarivo, CO-Lusaka, Co-Algiers
<b>Technical backstopping units</b>	EMPLAB (Geneva) Decent Work Teams - Dakar, Cairo and Pretoria Youth employment specialist, ROAF
<b>Countries</b>	Algeria, Côte d’Ivoire, Madagascar and Malawi
<b>Relevant P&amp;B outcomes</b>	Outcome 3: Economic, social and environmental transitions for full, productive and freely chosen employment and decent work for all
<b>SDG(s)</b>	SDGs 4.4, 8.5 , 8.6
<b>Duration</b>	2 years
<b>Start date</b>	01/07/2022
<b>End date</b>	30/06/2024
<b>Type of evaluation</b>	Mid-term internal evaluation
<b>Donors</b>	IFAD, BMZ, Visa Foundation
<b>Project Budget</b>	EUR 4 333 000
<b>Evaluation manager</b>	Gregoire Yameogo

## Background information

Youth unemployment and underemployment is a major and growing problem in Algeria, Côte d'Ivoire, Madagascar and Malawi, particularly in rural areas. The formal private sector is not always able to offer jobs to cover all demand, and vocational training institutions do not always adequately prepare their graduates for existing positions, although progress is being made. Thus, even within a context where labour supply vastly exceeds demand, companies cannot find qualified employees to hire. The most likely option for youth is a job within the informal sector which is low-paying and often precarious. Opportunities for self-employment are similarly limited and show reduced economic productivity due to a lack of training in enterprise management and poor access to finance.

The ProAgro YOUTH project represents the vision of the consortium, led by the International Labour Organization (ILO), of an engaged collaboration with the International Fund for Agricultural Development (IFAD), private and public sector leaders, and youth to enact systemic labour force and industry change in the rural economy, resulting in measurably improved youth economic opportunities in the evolving agribusiness sectors of Algeria, Côte d'Ivoire, Madagascar and Malawi. The project's overall goal is to increase decent self and wage employment for rural youth through integrated agribusiness hubs.

The two main objectives of the project are:

To contribute towards development of sustainable agricultural capacities of rural youth through sustainable and innovative agribusiness hubs.

To generate empirical evidence of the developed and tested integrated agribusiness hub models to inform policy to drive scaling up the models to create jobs for youth.

In collaboration with implementing partners and key stakeholders in each of the three countries, ProAgro YOUTH is directly targeting opportunities in fast-growing value chains and identify approaches to address major policy barriers to youth employment within them. The ILO is leading the consortium in each of the four countries where the project is implemented. In Algeria, the ILO is coordinating a consortium with three implementing partners: NESDA (National Entrepreneurship Support And Development Agency), BNEDER (Bureau National d'Etudes pour le Développement Rural) and ANEM (National Employment Agency). In Côte d'Ivoire, ILO is working with Côte d'Ivoire PME, the leading governmental entity to promote the creation, growth and consolidation of productive, competitive SMEs, ANADER (National Rural Development Agency) the youth employment agency (Ministry of Youth) and the Ministry in charge of technical education and vocational training. In Madagascar, ILO is coordinating a consortium of 5 members; FIFAMANOR (Fiompiana Fambolena Malagasy Norvéziana), the "Centre de recherche et de développement rural en agriculture", CAPFA, "Centres d'Appui et de Formation Professionnelle Agricole", SEFAFI (Sekoly Fambolena Fiompiana), and FIHARIANA. In Malawi, the ILO is coordinating a consortium with two implementing partners, TEVETA (Technical, Entrepreneurial and Vocational Education and Training Authority) and FAFOTRAJ (Farmers Forum for Trade & Social Justice). Through working with implementing partners, the project is hosting agro-business hubs in each of the countries, supported by satellites in the projects' target regions.

ProAgro YOUTH is supporting youth to create new agribusiness enterprises or take up quality employment across the agriculture value chains in the expanding local processing to capture greater value-added. Supporting existing national and local programmes and policies, the project is offering technical, vocation & business training, followed by coaching, business development and job placement (apprenticeships) support to young people aiming in 5,600 directly created jobs of both wage workers and entrepreneurs and further indirect jobs in the four countries.

ProAgro YOUTH is featuring extensive private sector engagement throughout the program, including skills needs assessments, curriculum and training-of-trainers development, experiential training, and coaching. Together with the broader farming communities (policy makers, farmers' organizations, agribusiness firms, employers, public organizations, private investors, service providers, cooperatives, and youth), training, internship, incubation, and finance opportunities is providing hands-on experience with advanced agricultural technologies. ProAgro is using a data- and demand-driven approach to match training to youth aptitude, track trainee progress, and provide interactive learning to connect trainees with up-to-date technical information and with peers, mentors, donors, employers, and companies interested in hiring and sourcing commodities and services from youth.

The ILO-IFAD grant agreement for the implementation of the ProAgro YOUTH project in Madagascar (in addition to Côte d'Ivoire and Malawi) was signed in May 2022 for an official start of the project in June 2022. The agreement was amended in August 2022 to include Algeria. To date, the most significant progress has been made in the following areas:

**Strategic partnerships:** In both countries, the project has invested in a good institutional anchoring with key ministries (Ministry of Labour, Ministry of Education, Technical Training in particular) and social partners. The project also identified and developed partnerships with the most relevant implementing partners to achieve the specific objectives. This was the case, for example, with the National Employment Agency of Algeria and the Youth Observatory in Madagascar.

**Studies:** Diagnostic studies of youth employment and analysis of agricultural value chains have been carried out in both countries. The studies assessed decent work challenges and opportunities for youth in rural agricultural value chains and provided operational advice and recommendations to the project.

**Engagement with the private sector:** Given the importance of the payroll employment component to the project, engagement with the private sector was crucial in order to develop the skills of young people according to the needs of companies. These needs have been assessed both through the studies conducted and through direct engagement with implementing partners.

**First cohorts of young people trained and supported to access salaried and self-employed jobs in Madagascar :** through implementation agreements with consortium members (FIFAMANOR, SEFAFI and Youth Observatory), more than 500 young people, including about 200 women, have benefited from capacity building and support to access salaried jobs or develop their businesses. The long-term target is to facilitate access to salaried and self-employed jobs for 1500 young people (50% women) and 1100 young people (30% women) respectively in Madagascar and Algeria.

**A regional policy dialogue on youth employment in the rural economy was held on 4 April 2023.** The event recorded a strong mobilization of constituents from the four ProAgro YOUTH countries and other strategic partners (development partners, youth organizations, networks of communicators) around the urgent issue of youth employment in rural areas and the urgency to act. It was a Knowledge sharing forum of ILO and IFAD experience in promoting youth employment in the rural economy.

**Project management structure**

In Algeria and Madagascar, the implementation of the project is under the direct responsibility of the ILO country offices in Algiers and Antananarivo, respectively. In each country, Project management units including national project coordinators, administrative and financial assistants and drivers are in charge of day-to-day implementation of project activities. Project steering committees/technical

working group including representatives of key stakeholders and implementing partners are established and provide guidance/technical support for project implementation.

The project benefits from technical support and coordination of technical officers and youth employment specialists based in the ILO Regional Office for Africa in Abidjan.

For the internal mid-term evaluation of the ProAgro YOUTH project, the ILO is seeking the services of an external collaborator (individual consultant).

#### Evaluation background

The ILO considers evaluation to be an integral part of the implementation of development cooperation activities. This project will be subject to an internal evaluation which will be managed by the project team with technical support from the Regional Evaluation Focal Point.

The objective of evaluation at the ILO is responsibility, learning, planning and the acquisition of knowledge. It should be conducted in the context of the criteria and approaches to international development assistance, as defined by the OECD/DAC Evaluation Quality Standard and the UNEG Code of Conduct for Evaluation in the United Nations System.

In general, this internal mid-term evaluation will follow the ILO guidelines on results-based evaluation, checklist 4.8 "Preparation of the initial report" and checklist 4.2 "Preparation of the evaluation report" (see Annex 1). Recommendations from the evaluation should be closely linked to the results of the evaluation and provide clear guidance to stakeholders on how they can implement them.

#### Objective and scope of the assignment

According to the ILO Evaluation Policy Guidelines, internal evaluation is conducted when a project has a modest budget and is of a short duration. As part of ILO interest in programme improvement and/or organisational learning, an internal mid-term evaluation of the project is being conducted.

More specifically, the internal mid-term evaluation aims to:

Analyze whether the project is being implemented according to its design and to what extent there are discrepancies between the project as conceived and the project as implemented, the reasons for these differences as well as the necessary adjustments to be made to the project strategy.

Assess the level of achievement of project results (initial outputs and outcomes), including unintended outcomes, by identifying external and internal factors affecting project implementation (positively and negatively).

Review the institutional structure, project implementation capacity, coordination mechanisms, use and usefulness of management tools, including project monitoring tools and work plans.

Examine the efficiency of the project regarding resources mobilized (financial, human, expertise...)

Identify the project's contributions to the Sustainable Development Goals (SDGs), ILO DWCP, UNDAF, and its synergy with other projects and programmes.

Identify lessons and potential good practices for key stakeholders.

Provide policy recommendations to different stakeholders to improve the implementation of project activities and the achievement of project objectives.

The internal mid-term evaluation will focus on two out of four project countries, **Madagascar and Algeria**, where the project implementation is more advanced and where lessons can be derived and shared with other countries. The internal evaluation will assess the progress made in the implementation of the project against its final objective and first annual workplan and budget and formulate recommendations for needed adjustments for all four countries covered. In consideration of the above,

the consultant is also expected to support a critical review of the project's theory of change, logical framework and proposed implementation arrangement.

The evaluation's results are intended mainly for: ILO constituents, staff of the ILO Regional office for Africa and Country Offices in Algiers, Antananarivo, Abidjan and Lusaka, implementing partners as well as the project's donor. Recommendations, lessons learned, and good practices will be used to enhance the approach in the four countries and develop subsequent second annual work plan and budget.

**The evaluation is scheduled to be conducted during the period of November to December 2023.**

Evaluation criteria and questions

The project will be assessed against the following criteria: relevance of the project to beneficiaries need, the validity of the project design, coherence, the project efficiency and effectiveness, the impact of the results and the potential for sustainability. The table below lists proposed questions for each criterion:

Criterion	Evaluation questions
Relevance	To what extent was the project relevant to the national development priorities and to the objectives of the ILO, the SDGs, the ongoing UNSDCF and the needs of partner institutions and target groups ? Are the objectives, outputs and activities consistent with or complementary to government programmes and projects and other ILO and IFAD or other development partners projects?
Validity of the project design and coherence	How coherent is the logical framework of the project? (E.g. do the products have a causal link with the effects, which in turn contribute to the broader development objective of the project? Is the results framework realistic? Do the indicators and objectives of the project logically correspond to the results chain?) Did the project design take into account any major constraints that could hinder the implementation and results of the project? Otherwise, what are these main constraints not taken into account and what strategies should be put in place to deal with them and improve the objectives assigned to the project? What is the specific contribution, the added value of the project, compared to the regular activities carried out by the national institutions concerned? To what extent do the expected results of the project complement the mechanisms of the State, social partners and other stakeholders?
The project effectiveness	To what extent are the outcomes and objectives in the process of being achieved or are they likely to be achieved at the end of the project? Were the development assumptions underlying the logical framework (the project's theory of change) supported during implementation? Were the quantity and quality of the products obtained satisfactory? Are there any unintended results developed? What for? What are the success factors and obstacles that the project encountered during the first phase of its implementation? How did the project deal with it? Does the project have an adequate mechanism in place to monitor and measure progress towards the achievement of results?

--	--

The project efficiency	I2. Have resources (financial, human, expertise, etc.) been strategically allocated to ensure the achievement of results and products in quantity and quality appropriate to the needs of the targeted groups? Are the resources made available to the project used efficiently? Could the same results be achieved at a lower cost?
The impact of the results and the potential for sustainability	Are the conditions for having the project achievements well considered in the implementation of the project (i.e. an exit strategy) to have positive changes among the target groups on the project work themes? Are the institutions benefiting from the implementation of the project the key institutions? What measures and actions have already been put in place to ensure ownership of the results of the project at the level of State mechanisms and at the level of the regions covered? Could the project approach and results be replicated or amplified by national partners or other actors at the end of the project?
Gender and non-discrimination	I5. To what extent has the project integrated into its outputs and outcomes the differentiated strategic needs and priorities of men and women, youth and persons with disabilities, previously identified?
Other cross-cutting issues	Did the project take into account, in its design and implementation, tripartism, social dialogue and international labour standards?  Does it effectively contribute to the just transition in the context of climate change?

## METHODOLOGY

The methodology should include examining the intervention's Theory of Change (or request if feasible that evaluator reconstructs one if the TOC is not in place), with particular attention to the identification of assumptions, risk and mitigation strategies, and the logical connect between levels of results and their alignment with ILO's strategic objectives and outcomes at the global and national levels, as well as with the relevant SDGs and related targets.

The methodology should also include multiple methods, with analysis of both quantitative and qualitative data, and should be able to capture intervention's contributions to the achievement of expected and unexpected outcomes. For this internal evaluation, the evaluator is expected to rely in particular on data generated by the project's monitoring system as well as conducting qualitative interviews with key informants as well as project beneficiaries.

Data and information should be collected, presented and analyzed with appropriate gender disaggregation. To the extent possible, the data collection, analysis and presentation should be responsive to and include issues relating to ILO's normative work, social dialogue, diversity and non-discrimination, including disability issues.

The methodology should clearly state the limitations of the chosen evaluation methods, including those related to representation of specific group of stakeholders.

The detail approach and methodology, including the workplan should be part of the inception report

The methodology should ensure involvement of key stakeholders in the implementation as well as in the dissemination processes (e.g., stakeholder workshop, debriefing of project team, etc.).

As part of the inception report, the evaluator should describe in detail the methodology, including the data collection tools to be used (such as interview protocols, questionnaires, selection of documents, etc.).

The methodological approach will take into account the following four steps:

#### Startup step

##### Initial meeting with the consultant

At the start of the mission, an initial remote meeting will be organized under the leadership of the Evaluation Manager, involving the consultant, the project manager and the project management teams at the country level covered to explain the methodological approach, tools and evaluation processes in the ILO context and the project framework, then discuss the administrative, financial and logistical aspects of the evaluation.

##### Document review and preparation of the inception report.

This phase will consist of an analysis of all the important documents of the project, including the basic documents of the project: the project document, the decent work country programmes, the framework documents of cooperation of the United Nations system, press clippings, minutes of meetings, progress reports, the corresponding budget and any other useful documents related to the project. The literature review will suggest a number of initial findings that may in turn lead to other evaluation questions or to revise existing ones. This will help develop evaluation tools that should be finalized in consultation with the evaluation manager.

The Consultant will conduct remote interviews with project staff both at regional level and in each of the countries covered. He/She will also interview key staff of other ILO projects in each of the countries covered, including those with which synergies are ongoing or possible, and the donor. An indicative list of interviewees will be provided by the project management team after consultation with the evaluation manager. This interview, coupled with the document review phase, should allow the consultant to gather the opinions and orientations of these targets mentioned above to prepare the start-up report.

##### Data collection stage

The consultant will conduct online interviews only preferably through group and/or individual interviews with stakeholders, including the donor and, ILO constituents (representatives of workers, employers and government), implementing partners and final beneficiaries of the project. He/she should also interview project staff at both regional and country levels as well as key staff from other ILO projects, including those with which synergies are ongoing or possible.

An indicative list of interviewees in the field data collection phase will be provided by the project management team following consultation with the evaluation manager.

Feedback workshop for stakeholders and preparation of the preliminary and final report of the evaluation,

A virtual workshop with stakeholders will be organized to present preliminary results and fill data gaps with key stakeholders, ILO staff, donor and other partners. The workshop will be organized by the project under the technical responsibility of the lead evaluator upon completion of field data collection.

At the end of the data collection process, the evaluator will prepare the draft report (see below for details). The draft report will be subject to a methodological review by the evaluation manager and, after any necessary adjustments, will be circulated to key stakeholders to gather their input with the aim of improving the quality of the report. The evaluation manager will then consolidate the comments and forward them to the evaluator to develop the final version based on the comments. The report will be considered finalized following its approval by EVAL/ILO, marking the end of the evaluation process.

## MAIN STEPS AND TIMELINE

The key deliverables and tentative workplan for this consultancy are detailed below:

STEP	Activity	Responsible person	Deadline	Working days
1. Start up phase	Briefing with the project team; methodological note	Evaluator	1 week after signing the contract	1 day
	Design of evaluation tools based on the review of the literature, project documents and initial discussions with the project team; Final Inception Report (draft to be reviewed by the evaluation manager);	Evaluator	3 weeks after signing the contract	5 days
	Revision and approval of the inception report	Evaluation manager	1 week	0 day
2. Field data collection	Consultations with the project management team; ILO Regional Office and ILO Country Offices in Algiers and Antananarivo, Consultations with project beneficiaries, government representatives, social partners, implementing partners, the donor and other relevant institutions.	Evaluator	4 weeks after signing the contract	9 days
	Facilitate an online workshop in French to report preliminary results to stakeholders, including capturing and consolidating feedback provided;	Evaluator	5 weeks after signing the contract	1 day
3. Reporting phase	Draft evaluation report based on literature review, consultations and data collection.	Evaluator	6 weeks after signing the contract	5 days



	Collect stakeholders feedback on the draft evaluation report			
--	---	--	--	--

Consolidation of stakeholder feedback (incl. ILO internal review and external review by partners) by the evaluation manager	Evaluation manager	2 weeks	0 day
Revision of evaluation report taking into account stakeholders feedback	Evaluator	9 weeks after signing contract	1 day
Revision and final approval of the evaluation report by the ILO Eval Office	Evaluation focal point	2 weeks	0 day
<b>Total</b>			<b>22 days</b>

**Deliverables will be produced in French.** The quality of the report will be assessed against the relevant EVAL checklists.

Please note that the number of days listed in the table above are an indication of the expected level of effort from the consultant. Technical proposals may differ from this indication in which case an explanation should be provided.

The assignment will be carried virtually, incl. through online consultations as needed.

The exact deadlines for each deliverable will be mutually agreed upon once the consultant has been selected.

#### MANAGEMENT ARRANGEMENTS

For this assignment the consultant will report to the evaluation manager, Gregoire Yameogo, Youth Employment Technical Officer at the ILO Regional Office for Africa (ROAF), who will receive technical support and guidance from ROAF M&E specialist and focal point.

The project will provide administrative support including the sending of the main documents and any information that the evaluator will need to carry out his mission and will facilitate contacts with the various partners and for field visits. All meetings, including the stakeholders' restitution workshop will be done remotely.

#### Budget

The budget allocated to this evaluation is fully covered by the project and its implementation is under the control of the evaluation manager for the recruitment of the consultant, field missions, the organization of workshops and consultation meetings with stakeholders.

For the consultant: Consultancy fees for 22 working days. In addition, costs dedicated to the logistics for the organization of the restitution workshop are covered by the project.

#### Payment schedule

A payment schedule, in accordance with the relevant ILO rules, will be agreed with the successful candidate.

#### Required skills/experience from the consultant

The consultant is expected to have the following profile:

At least a master's degree in social sciences, Development Studies, Economics or equivalent qualifications. At least 7 years of professional experience in conducting evaluation, particularly in the area of development cooperation projects and programmes. Experience in evaluating development projects in the areas of youth employment and/or employment creation in the rural economy is preferred.

Knowledge and experience in evaluation with the United Nations system, and the ILO in particular, would be an asset;

Proven experience in results-based management, logical framework approaches, theory of change and other strategic planning approaches, M&E methods and approaches (including quantitative, qualitative and participatory), information analysis and report writing

Experience in conducted remote evaluations is considered an asset.

Proven experience in facilitating workshops to report evaluation results.

Excellent command of French. Working knowledge of English is considered an asset.

The assignment will be carried out virtually. The consultant does not need to reside in Algeria or in Madagascar but needs to perform part of the assignment during office hours in those two countries.

#### DOCUMENTS ATTACHED TO THE TOR

Annexe 1: Evaluator's [Code of Conduct Form](#)

Annexe 2: [Guidance Note 3.1. Integrating gender equality in monitoring and evaluation of projects](#), and UNEG documents

Annexe 3: [Guidance Note 3.2 on adaptive evaluation methods to the ILO's normative and tripartite mandate](#)

Annexe 4: [Checklist 4.8. Writing the inception report](#)

Annexe 5: [Checklist 4.2. Preparing the evaluation report and Checklist 4.4. Writing the evaluation report summary](#)

Annexe 6: Templates for the evaluation [lessons learned](#) and [good practices](#)

Annexe 7: [SDG related reference material](#)